



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

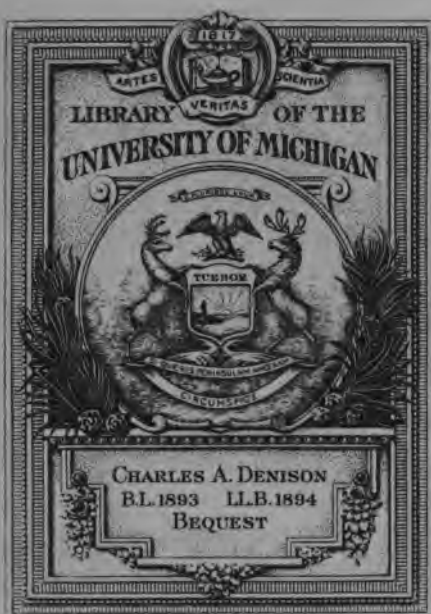
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

A

822,776



DC

56

.D28









# **LIBÉRAUX ET DÉMAGOGUES**

**AU MOYEN AGE**

---

**Typographie Firmin Didot. — Mesnil (Eure).**

# LIBÉRAUX ET DÉMAGOGUES

AU MOYEN AGE

---

## LA MONARCHIE PARLEMENTAIRE

DE 1357

## LA COMMUNE DE PARIS

DE 1413

ESSAI SUR LES TENDANCES DÉMOCRATIQUES  
DES POPULATIONS URBAINES

Pendant la seconde moitié du XIV<sup>e</sup> et les premières années du XV<sup>e</sup> siècle

PAR

**GABRIEL DEBACQ**

DOCTEUR EN DROIT, AVOCAT A LA COUR DE PARIS



PARIS

FIRMIN DIDOT  
LIBRAIRES-ÉDITEURS  
58, RUE JACOB

COTILLON ET FILS  
LIBRAIRES DU CONSEIL D'ÉTAT  
24, RUE SOUFFLOT

1872

20.  
21.  
22.

23.

Déclaration  
Remise  
3 12 1  
3 16 21

## INTRODUCTION.

---

Le mot *démocratie* est devenu l'un des mots le plus fréquemment employés de la langue française. Tout le monde, en France, se dit démocrate. Mais telle est l'infinie variété des individus qui s'appliquent ou auxquels on applique cette qualification, qu'il est à peu près impossible d'en préciser, d'une façon quelque peu sérieuse, la signification véritable.

- On dit bien que la démocratie consiste à diriger les affaires du pays conformément à la volonté et aux intérêts du peuple; mais, quand il s'agit de savoir ce qu'il faut en-

tendre par peuple, par volonté ou intérêts du peuple, de déterminer de quelle façon ces intérêts doivent être sauvegardés et ces volontés exprimées, les controverses commencent, et chaque démocrate a son opinion particulière.

Pour quelques-uns, la démocratie se résume à faire prévaloir le nombre sur l'intelligence, la majorité, quelle qu'elle soit, sur la minorité, de quelques éléments que celle-ci se compose; pour beaucoup, à assurer la prépondérance de certaines classes de la société sur certaines autres, celle des classes ouvrières par exemple, sur la portion de citoyens qu'on est convenu d'appeler les bourgeois. Pour d'autres, faire le bonheur du peuple sans le consulter, procurer le triomphe de certaines idées préconçues sans s'inquiéter de savoir si ces principes sont ou non d'accord avec les désirs ou les sentiments des populations, c'est agir conformément au principe démocratique; pour les

plus pratiques, les acclamations plus ou moins spontanées de quelques individus plus ou moins dignes de considération, expriment suffisamment la volonté du peuple. Les dissidents, fussent-ils cent fois plus nombreux, font acte d'opposition à la souveraineté populaire : on les écrase. La minorité fait loi à la majorité. C'est encore de la démocratie. Si bien qu'après mûres réflexions, on pourrait dire qu'un démocrate est simplement un ambitieux qui, pour faire triompher ses opinions ou ses volontés, prétend les faire passer pour les opinions ou les volontés de tous.

Sur un point seulement les démocrates s'accordent volontiers, c'est pour se dire, avant tout, les hommes de l'avenir et professer, au regard du passé, un mépris profond. Pour la plupart d'entre eux, l'histoire de France commence en 1793. Quelques-uns remontent jusqu'à 1789, mais ils sont en petit nombre, et peu s'en faut qu'ils

ne passent pour de véritables réactionnaires.

Il y aurait cependant, pour les apôtres de la démocratie, bien des enseignements à recueillir dans l'étude de certaines périodes de nos vieilles annales.

S'il n'est pas absolument vrai, comme madame de Staël le prétendait, qu'en France le despotisme soit nouveau et la liberté ancienne, il serait faux aussi de considérer la révolution française comme le premier effort de la nation pour constituer à la place de la royauté absolue, un gouvernement libre, basé sur le concours des citoyens au maniement et à la direction des affaires publiques. Ce n'est pas de nos jours seulement que des réformes politiques hardiment entreprises par quelques esprits d'élite ont échoué sous les coups de la démagogie. Sans parler de la Ligue et de la Fronde, dont on méconnaît singulièrement le caractère lorsqu'on y veut voir seulement la lutte



d'un Guise contre un Valois, ou d'un Condé contre un Mazarin, il y eut en France vers le milieu du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle une grande révolution, tentée par les bourgeois des villes, un instant couronnée de succès, compromise et ruinée par les excès de la populace parisienne, et qui, pour n'avoir pas réussi à assurer définitivement au pays le bénéfice de la liberté politique, n'en mérite pas moins d'être étudiée avec la plus sérieuse attention.

Aux bourgeois de 1356 et de 1413 revient l'honneur d'avoir formulé pour la première fois la plupart des idées que devait reproduire la déclaration des droits de l'homme, et contraint, un moment au moins, la royauté à les sanctionner; d'avoir, en préparant l'union des bourgeois des villes, jusqu'alors isolés les uns des autres, constitué la nation française, et rendu possible le succès de l'œuvre entreprise quatre siècles plus tard.

Pendant la période de cinquante-sept années qui s'étend de la bataille de Poitiers à la grande ordonnance Cabochienne ont été successivement agités les problèmes politiques et sociaux qui aujourd'hui encore divisent les esprits.

Le gouvernement des affaires publiques a été arraché à la royauté ou à ses représentants directs pour passer d'abord aux états généraux du royaume ou à leurs délégués. Il a été exercé par les magistrats parisiens, est tombé ensuite aux mains des petites gens, de la populace, pour revenir en celles de la royauté, qui, semant, non sans habileté, la division entre les éléments divers dont se composaient les populations urbaines, faisant appel aux plus mauvaises passions, excitant les pauvres contre les riches, les prolétaires contre les bourgeois, aidée tout à la fois par les terreurs et la faiblesse de ceux-ci et les excès de ceux-là, parvint à ressaisir définitivement le souverain pouvoir.

Telle est en résumé l'histoire de cette révolution des **xiv<sup>e</sup>** et **xv<sup>e</sup>** siècles si intéressante et pendant si longtemps méconnue.



## CHAPITRE PREMIER.

TENDANCES DÉMOCRATIQUES ET ÉGALITAIRES DES POPULATIONS URBAINES. — DÉVELOPPEMENT DE CES TENDANCES. — CAUSES DE LA RÉVOLUTION DE 1356.

Lorsque, il y a cinq siècles passés, les bourgeois du centre et du nord de l'ancienne France entreprirent de donner à la nation la direction de ses propres affaires, les circonstances étaient critiques. La royauté et la noblesse venaient de perdre la bataille de Poitiers, une moitié de la France était conquise et l'autre menacée par l'Anglais. Mais les bourgeois étaient préparés à la tâche difficile qu'ils abordaient. Le désastre de Poitiers

ne fit qu'accélérer un mouvement dont l'origine remontait à un temps déjà éloigné, et donner aux populations urbaines l'occasion de prendre immédiatement, dans l'État, une place à laquelle elles aspiraient depuis longtemps.

§ 1<sup>er</sup>.

Solidement constituées dès la période gallo-romaine, les cités de quelque importance avaient, malgré l'invasion, conservé leur antique organisation. Quelques-unes d'entre elles avaient même, à la faveur du désordre général, réussi à s'assurer une indépendance plus large que celle dont elles jouissaient originairement. Les affaires municipales avaient continué à être administrées par des magistrats constitués en un corps analogue à la curie romaine, se recrutant habituellement dans les grandes familles locales. En beaucoup de villes, toutefois, le caractère aristocratique et héréditaire de l'ancienne curie avait subi des modifications profondes. Dans les cités épiscopales, l'évêque était devenu le principal magistrat. Il était élu par les habitants de la ville épiscopale, unis au

clergé du diocèse et aux évêques des sièges les plus voisins. Si l'élection était due quelquefois, pour employer l'expression des écrivains ecclésiastiques, à l'inspiration du Saint-Esprit, il arrivait souvent aussi qu'elle était l'occasion et l'objet de luttes très-vives où les intérêts temporels tenaient une fort grande place. On discutait publiquement les diverses candidatures, la personne, le caractère des concurrents et l'influence que pourrait avoir l'élection de tel ou tel sur l'avenir de la ville, les embarras ou les avantages que tel choix pourrait entraîner, les ennemis qu'un candidat écarté pourrait susciter à la ville, les alliés ou les protecteurs que l'élu lui pourrait assurer. Le vote venait ensuite. Sans doute il n'était pas individuel, l'élection avait lieu le plus souvent par acclamation. Mais, pour ne point s'exercer directement, le droit reconnu à chaque habitant de la ville épiscopale de coopérer au choix de l'évêque, c'est-à-dire du principal



de ses magistrats, n'en était pas moins effectif.

C'était une tradition, chez les citoyens des vieilles cités, de se réunir sur les places publiques, de s'y entretenir de leurs intérêts privés et des intérêts plus généraux de leurs communautés. Ces assemblées avaient été quelquefois interdites. L'habitude avait été plus forte que la prohibition et avait persisté. Dans ces réunions étaient affirmées des tendances, émises des idées, prises des résolutions qui, sans être obligatoires pour les magistrats locaux, pesaient cependant d'un grand poids sur la direction que ces magistrats donnaient aux affaires publiques, et assuraient à la masse des citoyens une action des plus sérieuses sur la politique de leurs chefs. Conservées surtout dans les villes du midi de la France, ces traditions survécurent en beaucoup d'endroits, au nord même de la Loire, à l'établissement féodal. Si l'évêque devint, de magistrat populaire l'élu

du chapitre ou du roi et le suzerain de ses diocésains, si les attributions du corps municipal s'amoiendrirent singulièrement et furent confiées à des magistrats n'émanant pas de l'élection, du moins est-il certain que nulle part la vie municipale ne disparut à ce point que les habitants des vieilles cités gallo-romaines eussent perdu le souvenir de leurs libertés anciennes et l'espoir de les reconquérir. Les villes populeuses, Paris notamment, durent au nombre et à l'énergie de leurs habitants, à leur richesse même, que rois et hauts barons aimèrent mieux exploiter que tarir d'un coup, de conserver leur organisation ancienne et leur indépendance relative. Épargnées d'abord par calcul, elles furent plus tard ménagées par habitude et par nécessité.

Ce fut au courant du xi<sup>e</sup> siècle que les libertés municipales eurent à subir, de la part de la féodalité, l'attaque la plus dangereuse. Mais à ce moment les villes avaient acquis une importance et une force nou-

velles. Si rude, si grossière que fût la société féodale, si restreints que fussent les besoins des barons dans leurs châteaux ou des serfs dans leurs huttes, il était bien des objets nécessaires à la vie que le château ou la hutte ne pouvaient produire et qu'il fallait demander au dehors. Le pays ne pouvait se passer absolument de commerce et d'industrie, il lui fallait des marchés, des fabriques. Dans les villes seulement, le commerce et l'industrie pouvaient trouver la sécurité nécessaire à leur développement. Marchands et maîtres ouvriers s'y pressèrent en grand nombre et unirent leurs efforts pour se livrer utilement à leurs affaires et à leurs travaux. Ils s'accoutumèrent à discuter ensemble les mesures à prendre dans l'intérêt de tous. Dans bien des cas l'action collective était difficile ; ils prirent peu à peu l'habitude de charger les plus capables d'entre eux d'exécuter les résolutions arrêtées en commun. Entourés d'employés, d'ouvriers, d'apprentis

pliés à l'obéissance, ils disposèrent bientôt d'une force considérable et lorsque, dans la deuxième moitié du <sup>x</sup><sup>i</sup><sup>e</sup> siècle, la féodalité tenta un dernier effort pour arracher aux villes ce qui leur restait de libertés municipales, les populations urbaines surent, non-seulement défendre ces libertés, mais purent, en beaucoup de lieux, en élargir le cercle. Quelques-unes d'entre elles à force d'énergie arrivèrent même à conquérir une autonomie à peu près complète. D'autres furent assez riches pour acheter leur affranchissement à leurs seigneurs ou assez heureuses pour l'obtenir sans luttes, de la générosité ou plus souvent des calculs intéressés de leurs anciens maîtres.

Ce fut la révolution communale.

La révolution communale amena l'établissement en France de quantité de petites républiques auxquelles les chartes de communes servaient de constitutions. Ces chartes,

spéciales à chaque ville, obtenues ou concédées à des époques et dans des circonstances qui différaient pour chaque cité, n'étaient point libellées d'une façon uniforme. Les droits concédés à une commune par la charte d'érection étaient expressément refusés à une autre par son titre constitutif. Mais, si divers que fussent l'organisation des communes, la date de leur constitution et les droits respectifs de leurs habitants, il était certains points sur lesquels toutes les chartes concordaient ou peu s'en faut. On peut les résumer ainsi : dans les rapports de la ville avec le seigneur dans la mouvance duquel elle se trouvait, substitution au bon plaisir de celui-ci de conventions précises déterminant les droits et les obligations respectives de chacun ; suppression de toutes exactions et de toute taxe arbitraire ; fixation des circonstances dans lesquelles un impôt serait dû par la commune et de la quotité de cet impôt ; administration et gouvernement de la com-

mune par elle-même et sans intervention d'aucune autorité extérieure.

Nombreuses furent les communes, surtout au nord de la Loire.

La royauté, en favorisa l'établissement dans les domaines des grands feudataires contre lesquels elle luttait. Elle n'en voulut point chez elle, et, sans essayer de retirer aux bourgeois l'administration de leurs intérêts purement locaux dépourvus de caractère politique, réprima avec énergie tous les efforts faits par les villes de son obéissance directe pour se constituer en commune. Mais il arriva qu'agrandissant son domaine, elle trouva dans les provinces qu'elle s'annexait des communes déjà établies. Elle ne pouvait, sans s'exposer à de terribles luttes et à de grands dangers, violer les chartes communales, depuis bien des années en vigueur et auxquelles les populations étaient profondément attachées. Elle dut respecter les immunités de ses nouvelles sujettes, et se résigner, en ses

jours de besoin, à demander à celles-ci, au lieu de leur imposer sa volonté souveraine, un concours quelquefois refusé.

Il lui fallut aussi, dans les villes qui n'avaient pu se constituer en communes, donner, dans une certaine mesure au moins, satisfaction aux aspirations mal contenues des populations. Le nombre et l'importance des corporations d'ouvriers et de marchands étaient devenus chaque jour plus considérables. Tels étaient les avantages assurés par ces corporations à leurs membres, qu'en beaucoup d'endroits, les habitants qui n'exerçaient aucune industrie ou aucun commerce, avaient pris l'habitude de se faire affilier à quelques-unes d'entre elles. Les individus appartenant à la même corporation habitaient ordinairement les uns à côté des autres. Peu à peu les chefs des corporations devinrent, par la force des choses, les principaux de leurs quartiers. Réunis, ils représentèrent la ville tout entière, du moins l'élément vé-

ritablement vivace et énergique de celle-ci, et constituèrent à côté des officiers royaux, une sorte de magistrature respectée par les populations et aveuglément obéie. Ainsi organisées, les villes royales disposaient d'une force avec laquelle il fallait compter.

Pour éviter des soulèvements dont l'issue pouvait être douteuse, la royauté, sans accorder aux bourgeois de son domaine l'indépendance communale et les droits politiques qui en étaient le corollaire, consentit à fixer, une fois pour toutes, les circonstances dans lesquelles elle pourrait réclamer à ses bonnes villes le paiement d'un impôt, l'importance de cet impôt, et laissa aux bourgeois le soin d'en répartir entre eux le montant. Des chartes constatèrent cet accord : il y fut expressément expliqué que les répartiteurs de l'impôt à payer au roi seraient élus par les habitants, au regard desquels ils demeureraient responsables du bon accomplissement de leur mission, et auxquels ils devraient



rendre compte. Ainsi, dans les cités mêmes où une commune n'avait pu s'établir, la vie publique avait pénétré moins large, sans doute, mais non moins énergique ou moins vivace. Peut-être y avait-il dans les villes royales moins de libertés que dans les villes de commune, mais il y avait autant, sinon plus, d'égalité. La royauté avait reconnu à tous ses sujets des villes, aux plus petits comme aux plus grands, le droit de s'occuper, non sans doute de toutes les affaires qui pouvaient les intéresser, du moins de celle qui d'habitude touche de plus près les populations : l'impôt.

Bientôt se produisit dans les communes, au profit des individus, une révolution analogue à celle qui, quelque cent ans plus tôt, s'était produite dans l'État au profit des communes. Révolution singulièrement grave, et dont le pays devait, pendant trois siècles, subir le contre-coup.

Beaucoup de communes avaient, lors de leur constitution, adopté ou conservé sans grandes modifications la vieille organisation des municipalités romaines. C'est-à-dire dans la plupart des cas une sorte de corps ou conseil municipal composé de bourgeois appartenant aux principales familles du pays, et n'émanant pas de l'élection populaire. Les membres de ce conseil se recrutaient eux-mêmes en certaines villes, se succédaient de père en fils en certaines autres. Quelquefois ils étaient chargés d'élire le maire et les échevins et de recevoir leurs comptes. Ailleurs ils avaient mission de contrôler l'administration des magistrats élus par le peuple, et, le cas échéant, d'arrêter l'exécution des ordres donnés par ceux-ci. Les membres de ces conseils constituaient ainsi, par rapport aux autres communiens, une sorte de classe privilégiée jouissant de droits plus étendus que la masse de leurs concitoyens.

En d'autres cités, le droit électoral avait été

confié à tous les membres de la commune au jour de la constitution de celle-ci, et n'avait point été étendu aux personnes qui, postérieurement à cette époque, étaient venues s'y établir. Une catégorie particulière de bourgeois y disposait donc des fonctions municipales, et les affaires de tous y étaient administrées par les élus de quelques-uns.

Dans nombre d'autres villes où de droit toutes les magistratures étaient électives, l'élection n'était pas sérieuse et quelques familles puissantes s'étaient assuré le monopole des charges publiques.

Tout d'abord cette organisation des communes n'avait donné lieu à aucune critique. Les bourgeois qui composaient les corps municipaux avaient tous pris part à la révolution communale, s'y étaient fait remarquer par leur capacité ou leur énergie. S'ils étaient les premiers de la cité, ils avaient prouvé qu'ils méritaient de l'être. Les fonctions qu'ils remplissaient étaient la récompense de ser-

vices rendus à leurs concitoyens. Le peuple à la tête duquel ils étaient placés ne murmurait point contre une élévation dont il connaissait et appréciait les causes.

Les communes avaient été presque toutes à l'origine médiocrement peuplées. Tous les communiers se rattachaient aux grandes familles dont les chefs exerçaient les principales magistratures, par les liens de la parenté ou de l'alliance, fort étroits en ces temps-là. Fiers d'avoir l'un des leurs aux premiers rangs dans la cité, ils avaient accepté, sans trop de mécontentement, un régime qui, à défaut d'importance personnelle donnait satisfaction à leur amour-propre de race.

Les premiers municipaux se montrèrent d'ailleurs dignes de leurs fonctions, et administrèrent les intérêts communs avec intelligence et désintéressement. Mais avec le temps vint l'abus. Les charges, se perpétuant dans les mêmes familles, avaient passé des mains d'hommes probes et capables en des mains

moins habiles et moins pures. La commune était devenue comme un patrimoine que quelques privilégiés se transmettaient les uns aux autres. Dans chaque ville s'était constituée une sorte d'oligarchie, dont les membres considéraient les affaires communales comme leurs propres affaires, prétendaient les administrer à leur guise, sans rendre compte au reste de leurs concitoyens et sans s'inquiéter des sentiments ni des opinions de ceux-ci.

Ces abus atteignirent leur plus grand développement au moment même où s'effaçait dans l'esprit des populations le souvenir des services rendus aux communes par les chefs des grandes familles, et où les villes, depuis quelque temps déjà en possession de leurs franchises, croyaient n'avoir plus à redouter qu'aucun pouvoir les leur arrachât. Ils donnèrent lieu à des protestations qui devinrent plus vives à mesure que grandit la population des communes, qu'à côté du petit noyau

des anciens communiens vinrent se grouper de nouveaux habitants, et qu'augmenta par conséquent le nombre des citoyens qui ne pouvaient parvenir aux fonctions municipales ou prendre part à l'élection des magistrats. Ces gens se fatiguèrent bientôt de supporter toutes les charges d'une association dont d'autres prétendaient se réserver tous les bénéfices. Ils refusèrent d'acquitter les taxes municipales sans être assurés que le produit de ces taxes serait affecté aux services qui intéressaient tous les contribuables. Ils demandèrent que les magistrats fussent élus par tous les habitants de la commune, et rendissent compte de leur gestion au peuple ou à des délégués du peuple, au lieu de le rendre à quelques parents ou à quelques amis dont le contrôle ne pouvait être sérieux. Ils prétendirent que tous les citoyens de la même ville, soumis aux mêmes obligations devaient être aussi investis des mêmes droits.

Les privilégiés défendirent les abus dont ils

profitaient avec autant d'énergie que leurs adversaires les attaquèrent. Ils voulurent conserver le monopole des magistratures. Les communes se divisèrent en deux partis luttant avec acharnement l'un contre l'autre, et se disputant le gouvernement des affaires locales.

Bien peu de villes échappèrent à ces désordres, qui prirent rapidement un caractère violent, et dégénérèrent en véritables guerres civiles. Tel fut l'aveuglement que jetèrent ces luttes dans l'esprit des populations, que les bourgeois privilégiés, pour en finir avec les prétentions des petites gens, les petites gens pour vaincre la résistance des bourgeois, recoururent à la royauté.

Celle-ci profita habilement de ces querelles. Pendant de longues années sa politique consista à attiser les haines du peuple contre la bourgeoisie, à prêter son appui aux uns et aux autres des adversaires, faisant de temps à autre pendre quelques malheureux pris

successivement dans les divers partis, et à chaque intervention, arrachant aux villes quelques-unes de leurs primitives franchises. Elle se montra cependant plus favorable au parti populaire qu'aux vieilles familles communales dont elle redoutait l'esprit indépendant. Elle sentait qu'il y avait, entre la monarchie absolue et la démagogie, des liens et une affinité puissante.

Avec l'aide de la royauté, les petites gens réussirent à faire triompher leurs prétentions. Dans beaucoup d'anciennes communes les anciens corps municipaux, qui avaient si fort excité les antipathies du peuple, furent supprimés et remplacés par des magistrats nommés par le roi. Mais aussi droit fut conféré à tous les habitants de choisir eux-mêmes un certain nombre de citoyens auxquels mission était donnée de répartir l'impôt entre les contribuables, de le percevoir et de l'affecter aux dépenses d'intérêt commun. Ces élus devaient rendre compte de leur mandat



au peuple. En d'autres lieux, sans supprimer les vieilles municipalités, la royauté, créa un certain nombre de magistrats nouveaux, chargés plus spécialement de la direction des finances de la ville, et désignés directement par l'assemblée générale des bourgeois\*. Ailleurs elle se borna à soumettre le

\* Ainsi à Laon, ancienne ville de commune, tous les magistrats étaient électifs, mais quelques familles bourgeoises avaient réussi à accaparer les fonctions municipales. Une lutte très-vive s'était engagée entre ces familles et le peuple. La royauté était intervenue et avait substitué aux antiques échevins électifs des magistrats nommés par elle ; mais elle avait attribué à six citoyens élus par l'universalité des habitants le soin de lever et d'employer, sous le contrôle populaire, les sommes dont la ville de Laon « pouvait avoir besoin pour la conservation de ses droits ».

A Reims, à la suite d'émeutes sanglantes, à côté des primitifs magistrats de la ville, accusés par la populace de trahir les intérêts publics, la royauté établit six conseillers élus par le peuple en assemblée générale et chargés de contrôler les actes de l'ancien corps municipal.

A Rouen, la charte communale, octroyée vers l'an 1200, restreignait singulièrement le droit électoral des simples bourgeois. Ceux-ci choisissaient seulement leurs quarteniers. Le maire, les échevins étaient élus par les pairs. Ces pairs,

naire et les échevins, responsables originellement de leurs agissements au regard du corps municipal seul, au contrôle

au nombre de cent, n'étaient point nommés par la commune, ils se recrutaient eux-mêmes, désignant, en cas de vacance, le bourgeois qui la devait combler, et jouissaient, paraît-il, d'assez grands privilèges. Le menu peuple avait reproché au corps municipal d'abandonner les franchises de la ville, de dissiper les sommes que, sous prétexte d'impôt, il forçait les pauvres gens à acquitter. Appelé tout à la fois par la haute bourgeoisie qui s'effrayait des prétentions du bas peuple, et par le bas peuple qui, avant toutes choses et à tout prix, prétendait arracher aux bourgeois leurs privilèges, la couronne s'attribua provisoirement le choix du maire et des échevins.

En 1314 la commune fut rétablie; mais bientôt de nouveaux troubles s'élevèrent. La royauté, pour y mettre fin, intervint une seconde fois. La vieille charte de commune fut réformée aux applaudissements de la multitude. Les pairs durent être à l'avenir, comme les quarteniers, élus par le suffrage de la commune, le maire, être choisi par les quarteniers auxquels furent adjoints des notables. Enfin, la charte de réforme reconnut au peuple le droit d'examiner « l'état au vrai de la ville » de son administration et de ses finances. Les magistrats devaient remplir leurs fonctions sous le contrôle incessant de la population entière.

Les choses se passèrent dans la plupart des villes de commune comme à Laon, à Rouen ou à Reims.

comme à l'élection de leurs concitoyens.

Après deux siècles de lutte, les grandes familles bourgeoises dont les aïeux avaient accompli la révolution communale avaient perdu leur ancienne prépondérance. Une sorte d'égalité s'était établie entre tous les habitants d'une même cité.

Les communiens avaient payé cette réforme de la perte d'une grande partie de leur indépendance et y avaient trouvé peu d'avantages directs. Si le menu peuple pouvait dorénavant élire des magistrats dont le choix ne lui avait pas appartenu jusque-là, on remarqua que les votes des assemblées générales d'habitants se portaient presque toujours sur les créatures du roi ou de ses agents dans le pays, et que les élus étaient bien plutôt les hommes du souverain que ceux de leurs concitoyens. L'élection au suffrage universel de quelques officiers sans pouvoir avait donné aux aspirations populaires une apparente satisfaction ; elle avait fourni à la royauté, en assurant le

triomphe de ses candidats, le moyen de diriger à son gré les affaires municipales.

Le premier résultat de la lutte des petites gens contre les bourgeois avait donc été de mettre les anciennes communes dans la même position politique que les villes royales. Au commencement du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle les droits des unes et des autres étaient à peu près égaux.

Si défavorable à la cause de la liberté que paraisse ce résultat au premier abord, la réforme communale devait cependant porter d'excellents fruits. Elle avait, en associant plus intimement la masse entière des populations urbaines au maniement de quelques unes de leurs affaires, complété la révolution communale et développé, au prix, il est vrai, de quelques libertés précieuses, le principe même qui avait servi de base à cette révolution.

Le cercle de l'activité municipale avait été restreint; mais dans ces limites plus étroites, le nombre des citoyens appelés à y prendre part effective avait notablement

grandi. Il était universellement admis, dans les villes, et par la royauté elle-même, que les affaires municipales étaient les affaires du plus humble artisan comme celles des plus riches bourgeois; que tous avaient à s'en occuper un titre égal; que nul ne pouvait être obligé à payer un impôt qu'il n'avait pas consenti lui-même ou par mandataire; que l'impôt devait être employé aux frais pour lesquels il avait été voté et qu'il appartenait aux contribuables même de surveiller l'emploi des sommes qu'ils avaient payées; c'est-à-dire qu'étaient attribués à chaque citoyen, dans la cité, les principaux d'entre les droits que la révolution communale avait accordés aux villes elles-mêmes, dans l'État.

Les rois avaient, de toutes leurs forces et pour ruiner les grandes familles dont ils redoutaient la puissance, contribué à répandre ces idées dans les communes. Ils ne tardèrent pas à ressentir les conséquences d'une pareille politique.

§ II.

Un jour vint où les ressources de la royauté ne suffirent plus à couvrir ses dépenses ; elle eut besoin d'argent. Elle voulut, pour s'en procurer, imposer aux villes de nouvelles taxes. Les villes se soulevèrent, chassèrent les agents chargés de la perception, brûlèrent les rôles et refusèrent absolument d'acquiescer des impôts qui n'avaient point été consentis par l'assemblée des contribuables. La royauté essaya inutilement de vaincre par la force la résistance des bourgeois, elle dut se résigner à demander à ceux-ci, en considération des besoins de l'État une contribution volontaire, et, pour obtenir cette contribution, dire à quelles nécessités pressantes elle entendait affecter les sommes réclamées, quel usage elle avait fait de ses précédentes ressources. Nul ne pouvait encore, sans

doute, contrôler l'exactitude des affirmations royales ni tenir la main à l'exécution des engagements pris par le souverain. Mais déjà le roi devait compter avec ses sujets des villes et les initier aux affaires de l'État; les populations urbaines s'élevant au-dessus de la sphère des intérêts locaux, commençaient à s'occuper de la politique générale du pays.

Pour éviter de traiter avec chaque cité en particulier, peut-être aussi pour entraîner par l'exemple que donneraient les villes bien pensantes, les villes moins bien disposées, pour soumettre le dévouement de ses sujets à une sorte d'émulation, la royauté prit le parti d'appeler, en même temps, auprès d'elle les délégués des différents pays et de s'adresser à eux collectivement. Les députés des populations urbaines vinrent ainsi siéger aux états généraux à côté des barons et des prélats du royaume. Très-flattés d'être consultés sur les affaires publiques ils se montrèrent tout d'abord fort dociles aux volontés

royales. Mais les villes se fatiguèrent de payer toujours ; bientôt elles ne considérèrent plus les états généraux que comme l'occasion et le prétexte de taxes nouvelles, et se montrèrent peu disposées à y envoyer leurs députés : aux convocations fort peu répondirent, et moins encore consentirent à se soumettre aux impôts votés. La nation n'existait pas encore. Les villes étaient indépendantes, et, le plus souvent, rivales les unes des autres : elles entendaient défendre leurs immunités aussi bien contre les empiétements des autres cités que contre ceux de la royauté. Elles avaient refusé d'acquitter les taxes imposées par celle-ci. Ce n'était point pour se soumettre aux impôts consentis par les bourgeois de quelques provinces à la discrétion du roi. Ces bourgeois pouvaient engager leurs communes, si celles-ci le trouvaient bon et autoriser chez eux la levée d'une aide. Mais ils étaient sans qualité pour disposer d'autres bourses que celles de leurs mandants directs.



Leurs votes quels qu'ils fussent ne pouvaient à l'égard des autres villes produire aucun effet.

Il fut des cités qui refusèrent même de payer les aides consenties par leurs propres délégués. Elles prétendirent que les députés aux états n'étaient que des simples intermédiaires entre la royauté et les bourgeois; qu'ils n'étaient investis d'aucun droit ou pouvoir propre, leur constituant une individualité distincte de leurs commettants; qu'ils ne pouvaient qu'une chose, exprimer les désirs ou les volontés de ceux-ci. Ils perdaient leur caractère, et leurs actes étaient frappés d'invalidité dès lors qu'ils agissaient contrairement à ces volontés ou à ces désirs. Les pouvoirs des députés n'étaient point généraux. Ils n'avaient qualité pour engager leurs commettants que dans le cas où ils avaient reçu mandat exprès de le faire.

Dans le cas où les députés outrepassaient ce mandat, les commettants désavouaient

leurs représentants et ne se considéraient pas comme liés par les votes. Aussi arrivait-il souvent que les députés déclarèrent n'approuver une mesure ou accorder une aide que sous réserve de ratification ultérieure par leurs mandants. L'aide votée par les états devenait ainsi l'objet d'une discussion nouvelle dans l'assemblée générale des bourgeois. Ou bien encore les députés demandaient du temps pour en référer à leurs concitoyens : transmises à ceux-ci, les propositions et les demandes royales étaient examinées par le « commun » qui envoyait ses instructions à ses députés. Dans de pareilles conditions il fut fort difficile à la royauté d'arracher aux états, ainsi qu'elle l'avait espéré d'abord, des votes de complaisance ou de surprise, ou de tirer parti de ces votes dans les cas où elle les obtint. Les états généraux devinrent ainsi chaque jour dans les mains de la royauté un instrument moins docile. Bientôt les villes s'accoutumèrent à ne plus choisir

pour représentants que des gens voués à l'étude du droit, et des marchands rompus aux affaires de finances, sachant compter et ayant pour la plupart, avant d'arriver aux états généraux rempli dans leur pays les principales charges municipales. Ces hommes se trouvèrent tout naturellement disposés à appliquer aux affaires publiques les idées d'ordre, de contrôle, d'égalité qui, dans leurs villes, avaient triomphé avec l'aide même de la royauté. En échange de l'argent qu'on leur demanda, ils réclamèrent des réformes, et se permirent de formuler sur la politique générale du pays des avis qui, pour revêtir la forme d'humbles prières et de respectueuses suppliques, ne laissaient pas quelquefois de donner à la royauté de sérieux ennuis.

Réunis en grand nombre aux états généraux, ils comprirent de quel intérêt il serait pour les villes d'adopter, dans certaines occurrences, une politique d'ensemble, d'unir leurs forces, pour lutter contre les entre-

prises de la royauté. Quelque temps avant la mort de Philippe le Bel les communes du Forez, de la Bourgogne, de la Champagne, de la Picardie et de l'Artois se liguèrent entre elles pour empêcher la perception de toutes impositions indûment ordonnées. Cette première « alliance » n'eut qu'une durée éphémère, mais elle laissa dans le souvenir des populations une trace profonde. Les plus intelligents des bourgeois se prirent à comprendre qu'autre chose était l'isolement, autre chose l'indépendance. Au moment où la branche de Valois arrivait au trône ces idées commençaient à se répandre dans le pays.

Les malheurs qui fondirent sur la France en accélérèrent le développement.

§ III.

Philippe de Valois était, paraît-il, un bon chevalier, mais c'était le plus mauvais chef d'État qui se pût rencontrer. Il avait en peu d'années réussi à ruiner complètement la France, s'était fait battre à Crécy par les archers des communes anglaises, avait laissé prendre Calais, et conquérir par l'ennemi bonne partie du territoire national.

Il avait royalement gaspillé l'argent de ses sujets. Au lieu de consacrer à la défense du pays l'impôt arraché aux pauvres gens de son royaume, il l'avait employé à donner de belles fêtes, organiser de beaux tournois, faire de beaux cadeaux aux belles dames. Il s'était consolé par de galants triomphes de ses défaites guerrières, sa mort avait été digne de sa vie. Pendant que son malheureux peuple mourait, décimé par la guerre,

la famine, la peste, lui s'éteignait en sa couche royale, exténué par les plaisirs, laissant la France amoindrie, épuisée, entre les mains d'un fils digne de lui succéder.

Le roi Jean que l'histoire a appelé Jean le Bon, comme elle a appelé Louis XV le Bien-aimé, suivit l'exemple de son père. Aussi fut-il bientôt à bout de ressources. Il recourut, pour s'en procurer, aux moyens depuis Philippe le Bel employés par la royauté dans ses besoins extrêmes. Il falsifia les monnaies. Ces falsifications ne produisant pas somme suffisante pour faire face aux folles dépenses de la cour, il songea aux états généraux. Il les convoqua le 17 octobre 1350. Comme il ne fallait pas, en indiquant tout d'abord le motif de la convocation, effrayer les populations; les lettres royaux portèrent que le roi appelait les États, « pour consulter plus facilement les prélats, les ducs, comtes et barons, les bourgeois et autres personnes sages de son royaume sur toutes choses intéressant l'État. »

Les dispositions des villes étaient fort mauvaises. Les édits monétaires avaient jeté dans le commerce une perturbation considérable. Il n'était pas de marchand qui n'eût, en conséquence de ces édits, subi des pertes importantes. Nul n'osait plus s'engager dans une opération commerciale à long terme, dont l'arbitraire royal, pouvait, à son gré, modifier les conditions. On avait calculé dans certaines places, que cette incertitude avait diminué de plus d'un tiers le chiffre des affaires. En beaucoup d'endroits à la suite de chaque modification dans le titre des monnaies, les commerçants avaient formé entre eux des réunions où les agissements du roi avaient été l'objet de plaintes et de critiques très-vives. Tous les efforts des agents royaux pour arrêter ces conciliabules avaient été infructueux. En vain des mesures violentes avaient-elles été prises contre les sujets séditieux qui se permettaient de protester contre les ordres du roi, les bourgeois avaient continué

à se réunir. Accoutumés dans leurs maisons et dans leurs villes à l'économie la plus stricte ils s'étaient demandé à quel usage la royauté employait l'argent payé chaque année au fisc par les pauvres gens. Dans quel gouffre l'engloutissait-elle ? Que faisait-elle aussi des sommes que lui procuraient ces mutations de monnaies, sans cesse renouvelées ? Et que deviendraient les subsides qu'il faudrait lui donner encore ? Les choses, disait-on, ne se passaient pas ainsi en Angleterre et ce pays s'en trouvait bien.

La guerre est un atroce fléau ; mais il n'est pas en ce monde de mal absolu et d'où ne puisse, en certaines occasions, sortir quelque bien. Au moyen âge, alors que les peuples divers étaient séparés les uns des autres par des barrières presque infranchissables, qu'il n'y avait ni routes, ni chemins, ni navigation, et presque point de commerce international, la guerre rapprochait les peuples plus encore qu'elle ne les divisait. Le champ de bataille,



si horrible qu'il fût, était comme un trait d'union entre les nations qui s'y rencontraient.

L'invasion anglaise avait répandu en France des idées, qui n'eussent jamais, sans elle, franchi le détroit. Après les désastres qui avaient pendant le règne de Philippe de Valois fondu sur le pays, nombre de gens avaient mis en regard, la prospérité de l'Angleterre et la misère de la France et en avaient recherché les causes. Ils avaient, autant que cela se pouvait alors, comparé l'état politique et social des deux pays, avaient vu la nation anglaise réunie en parlement, peser déjà d'un grand poids sur la direction des affaires du pays; remarqué l'ordre relatif qui régnait dans les finances anglaises, les précautions prises pour que les sommes données par les communes fussent affectées aux dépenses publiques. Ils auraient voulu doter la France d'une organisation et d'un ordre semblables. Ils avaient résolu de ne consentir de nou-

veaux sacrifices qu'à bon escient, lorsque le roi aurait fait connaître « l'état au vrai du royaume ». Aussi, lorsque vint la convocation des états généraux un grand nombre de villes prirent-elles à la lettre les termes de cette convocation et ne donnèrent-elles à leurs députés d'autre mission que de fournir au roi leur avis sur toutes choses, de réclamer des réformes, de protester contre le tort que les mutations de monnaies causaient au peuple, et leur interdirent-elles absolument de voter aucune aide. A peine quelques députés appartenant aux villes des bords de la Loire, plus directement soumises à l'influence royale, reçurent-ils de leurs commettants qualité pour consentir des taxes nouvelles.

L'esprit de résistance grandit encore lorsque les états furent réunis.

Les bourgeois les plus dévoués au roi n'osèrent, en présence des dispositions malveillantes de leurs collègues, prendre sur eux

d'accorder les aides réclamées ; presque tous mirent d'ailleurs à un vote favorable des conditions de contrôle que la royauté ne se crut point encore réduite à accepter. Les états se séparèrent sans avoir rien voté. C'était pour le pouvoir royal un sérieux échec, non pas seulement parce que le roi n'avait pas l'argent dont il avait besoin, mais aussi à cause des tendances que ce refus des aides accusait chez les députés des villes.

La royauté trouvait en face d'elle les principes mêmes, dont elle avait, dans les vieilles cités communales, contribué à assurer le triomphe. Les gens des villes qui pour obliger leurs magistrats municipaux à rendre compte de l'emploi des fonds dont ils avaient le maniement avaient soutenu de si longues et de si terribles luttes, entendaient maintenant soumettre le roi lui-même à un contrôle du même genre. Ils considéraient l'impôt versé aux mains du souverain, comme une sorte de fidéicommiss dont la royauté

était responsable au regard des contribuables et qu'elle devait employer aux fins mêmes déterminées par ceux-ci.

On pensa à la cour, que les députés n'avaient résisté aux demandes royales que parce que, réunis en grand nombre, ils s'encourageaient les uns les autres à ne point céder; que les villes seraient moins récalcitrantes si au lieu de s'adresser à elles toutes à la fois le roi s'adressait séparément à chacune d'elles. Il n'en fut rien; car en décembre 1355, les états généraux étaient convoqués de nouveau. Presque toutes les villes répondirent à l'appel. Parmi les députés de Parisse trouvait le prévôt des marchands, Étienne Marcel, destiné à une si grande célébrité.

Dès les premiers jours de la réunion fut arrêtée par les états une résolution qui donnait la mesure de l'importance que les populations urbaines avaient prises dans l'État. Il fut décidé que les différents ordres discuteraient en

commun les propositions royales. La mesure était grave. Ce n'était point seulement parce que en appelant les bourgeois à délibérer sur les choses publiques avec les membres du clergé et de la noblesse, elle semblait reconnaître entre les députés des trois ordres une sorte d'égalité sociale, qu'elle faisait pour un instant, de quelque marchand ou de quelque obscur légiste le « compère » des plus hauts barons ou des plus révéérés prélats du royaume, mais parce que, délibérant avec les bourgeois, le clergé et la noblesse ne pouvaient refuser de payer leur part des impôts dont ils auraient démontré aux députés des villes l'urgence ou l'utilité.

On ne sait qui prit l'initiative de cette résolution; tout porte à croire qu'elle vint de la royauté elle-même. La confusion des trois ordres, la réunion des gens du tiers à ceux de la noblesse et du clergé, dont les dispositions favorables étaient connues, avait été probablement inspirée aux conseillers royaux

par l'espoir de rendre moins vive l'opposition des bourgeois aux désirs du roi, et de paralyser leurs mauvaises intentions. On avait pensé que les députés des ordres privilégiés plus nombreux que ceux des villes réussiraient à imposer leurs volontés à ceux-ci.

Si tel avait été effectivement le but de cette mesure, il ne fut point atteint. Les bourgeois craignant que la réunion des trois ordres, si contraire aux usages suivis jusque là, ne cachât quelque piège, et redoutant que les ordres privilégiés ne s'entendissent trop facilement avec la royauté aux dépens des roturiers, demandèrent qu'il fût bien entendu, que les délibérations des états ne seraient exécutoires que quand elles auraient été adoptées par les trois ordres, et qu'on ne pourrait en aucun cas opposer à l'un le vote des deux autres. Le clergé et la noblesse ne pouvaient refuser de prendre en considération une proposition qui, en apparence au moins, sauvegardait leur indépendance comme

celle des bourgeois. La demande de ceux-ci fut accueillie. Les états votèrent une aide de cinq millions de livres à réaliser au moyen d'un impôt de huit deniers par livre sur le prix de toutes marchandises , et d'une élévation des droits de gabelle. Mais les députés des villes subordonnèrent essentiellement leur vote à la condition que cet impôt frapperait tous les habitants du royaume , sans exception aucune , que roi , reine , princes , barons , prélats , tous y seraient également soumis.

Pour éviter que les sommes votées ne fussent gaspillées en dépenses inutiles au lieu de servir à l'entretien des hommes d'armes nécessaires à la défense du pays , ils demandèrent que les receveurs et trésoriers entre les mains desquels seraient versés les deniers provenant de l'aide , fussent nommés par les états , et qu'une commission de neuf membres , trois de chaque ordre , fût élue pour surveiller ces receveurs et trésoriers.

Les commissaires ne pouvant remplir convenablement leur mission qu'à la condition d'être absolument indépendants de l'autorité royale étaient invités à désobéir aux ordres du roi, toutes les fois que ces ordres seraient en opposition avec les résolutions des états, et autorisés à se faire, en cas de besoin, prêter main-forte par tous les sujets du royaume.

Les bourgeois réclamèrent aussi la faculté pour tous les Français de s'armer selon leur état; l'abolition du droit de prise<sup>1</sup>; autorisation pour les sujets de résister à main armée à ceux qui voudraient l'exercer à l'avenir, la fixation définitive du titre et de la valeur des monnaies avec engagement par la royauté de ne plus les modifier. Enfin ils formulèrent

<sup>1</sup> On appelait ainsi le droit que s'arrogeaient les officiers royaux de prendre sans payer, partout où passaient le roi, la reine ou les princes de la famille royale, les divers objets nécessaires à ceux-ci ou aux personnes qui les accompagnaient. Peu d'exactions étaient plus onéreuses aux populations et avaient donné lieu à plus d'abus.



une requête d'une importance singulière.

Ils demandèrent au roi la permission de se réunir au mois de mars et au mois de novembre suivants : au mois de mars pour ouïr les comptes des receveurs et trésoriers des aides nommés par les états et responsables de leur mission au regard de ceux-ci : au mois de novembre pour voter de nouveaux subsides, si cela était nécessaire, ce qui ne devait pas manquer d'arriver, les états ayant pris le soin de n'accorder l'aide que pour un an.

Les représentants du pays acquéraient ainsi le moyen d'exercer un contrôle incessant sur la politique royale.

La royauté avait besoin d'argent elle accéda aux conditions que les bourgeois mettaient à leur concours. Une ordonnance fut publiée qui consacrait législativement les réformes réclamées par eux.

C'était une véritable révolution réalisée sans violences, sans sédition, et qui pouvait être

le prélude de l'établissement en France d'un gouvernement analogue à celui dont la grande charte avait fondé les bases en Angleterre. Quelque lourd que fût l'impôt accordé à la royauté, les villes n'achetaient point trop cher les droits nouveaux qu'elles obtenaient. Elles ne ratifièrent point cependant le vote de leurs commettants.

Le sens politique avait fait dans les populations urbaines d'immenses progrès ; mais l'importance des réformes consacrées par l'ordonnance, appréciée à sa juste valeur par quelques esprits distingués, échappait à la grande masse des artisans. Ce que ceux-ci retinrent des travaux des états ce fut la conséquence directe et immédiate : une aide nouvelle à acquitter, et surtout la manière dont elle devait être levée. L'assiette de l'aide leur parut favoriser les classes élevées au détriment des petites gens ; les riches aux dépens des pauvres et violer dès lors, quoique soumettant les nobles et le clergé comme les

simples roturiers au paiement de l'impôt, le principe de l'égalité, telle du moins que la populace, à l'instigation royale, la comprenait maintenant. L'impôt aux yeux du peuple, pour être égal, ne devait pas peser plus lourdement sur certaines classes d'habitants que sur certaines autres. Or une taxe frappant toutes les ventes de marchandises, non pas seulement les objets de luxe, mais les objets de première nécessité, était plus onéreuse pour le pauvre que pour le riche. L'artisan qui gagnait péniblement sa vie à force de travail, payant, lorsqu'il achetait la farine ou le sel nécessaires à son alimentation, le même droit exactement que le bourgeois opulent, souffrait évidemment plus que celui-ci. Insensible à l'un, le droit était écrasant pour l'autre. Un seul impôt paraissait aux petites gens des villes remplir les conditions d'égalité voulues. C'était un impôt proportionnel aux ressources réelles ou supposées de chacun. Sans s'inquiéter des difficultés que pourrait présenter

la perception d'une pareille taxe, ni se demander si elle ne laissait pas, plus qu'aucune autre, place à des perceptions arbitraires, les populations urbaines refusèrent absolument de se soumettre à tout impôt qui ne serait point établi sur ces bases. En Picardie et en Normandie surtout elles se montrèrent intraitables. Peu s'en fallut à Rouen que le peuple ne se portât aux plus atroces violences contre les députés. A Arras une sédition terrible éclata au moment où les receveurs voulurent percevoir l'impôt. Quelques habitants essayèrent de faire remarquer au peuple que, pour faire la guerre aux Anglais et reconquérir les provinces occupées par eux, il fallait de l'argent ; que la taxe était nécessaire et qu'il la fallait payer. On les accusa de s'être vendus au roi et aux ennemis du peuple. Dix-sept d'entre eux furent mis à mort, d'autres chassés de la ville, et leurs maisons détruites. Ailleurs des charivaris furent donnés aux députés qui avaient voté l'aide ; on les

blâma devant les assemblées des métiers.

Cet impôt, que le petit peuple des villes condamnait parce qu'il n'était pas assez égalitaire, était mal vu des privilégiés, parce qu'il l'était trop. Le clergé et la noblesse attisaient les désordres. S'ils avaient aux derniers états consenti à la réunion des trois ordres, ça avait été dans l'espoir d'imposer leurs volontés aux bourgeois et non pour subir les volontés de ceux-ci. Ils avaient joui jusqu'alors du privilège de payer, la noblesse de son épée, le clergé de ses prières et ils entendaient le maintenir. Ils étaient résolus à ne point accepter l'obligation d'acquitter, comme de simples manants, une taxe telle que la gabelle ou le denier par livre. Le clergé surtout déployait une violence extrême. Il répandait dans les rangs du bas peuple des villes les plus odieuses calomnies. Il s'efforçait de démontrer que les députés aux états avaient, en même temps que porté la main aux privilèges du clergé, sacrifié honteusement les intérêts

de leurs concitoyens moins favorisés de la fortune. L'opposition à l'impôt s'affirma avec une telle énergie que lorsque les états durent s'assembler de nouveau le 1<sup>er</sup> mars suivant, beaucoup de villes refusèrent d'y envoyer des députés ou leur donnèrent mandat exprès de poursuivre l'abrogation de la taxe des ventes et de la gabelle. Pour obéir aux instructions de leurs commettants, les députés du tiers, à peine réunis, proposèrent, tout en maintenant l'aide et en continuant d'y soumettre tous les habitants du royaume sans exception, d'en assurer le paiement par d'autres moyens. Aux taxes indirectes votées à la session précédente fut substituée, sous la pression de l'opinion (1) publique, un impôt qui donnait, en apparence

(1) La satisfaction donnée à l'opinion était en effet plus apparente que réelle, car, après avoir consacré le principe même de l'impôt sur le revenu, les états commirent une lourde faute de logique. Ils décidèrent que ceux des contribuables qui avaient moins de 100 livres de revenu paieraient 5 % de ce revenu. Ceux qui avaient 100 livres de rente, 4 %. Ceux qui avaient plus de 100 livres, 4 % pour les premiers cent

du moins, satisfaction aux aspirations démocratiques des populations urbaines, un impôt sur le revenu.

Ainsi, dès les premiers jours de l'an 1356, la volonté populaire avait pris en France une

livres, et 2 % pour l'excédant. Pareil tarif était inexplicable. Il n'y a, dans un tel impôt, égalité réelle entre les riches et les pauvres qu'à la condition que la proportion entre l'unité et la fraction qui représente la taxe soit toujours la même, quel que soit le chiffre de la fortune des contribuables. De telle sorte que celui qui a 200 paye exactement deux fois plus que celui qui a 100, celui-ci, le double de celui qui a 50, et ainsi de suite. Dès lors qu'à partir d'un certain chiffre la proportion cesse d'être la même, l'égalité disparaît, le pauvre se trouve favorisé aux dépens du riche ou le riche au détriment du pauvre. Si exception peut être portée à cette égalité proportionnelle, c'est pour donner à l'impôt le caractère progressif, c'est-à-dire pour soumettre tout le revenu excédant un chiffre déterminé à des droits supérieurs à ceux qui frappent les revenus moins importants. Les états faisaient exactement le contraire. Établi sur les bases que nous venons de dire, l'impôt pesait d'autant moins lourdement sur le contribuable que les revenus de celui-ci étaient plus élevés, c'est-à-dire qu'il avait, ou peu s'en faut, les inconvénients même de la taxe qu'il remplaçait et contre laquelle les villes avaient si violemment réagi. Il ne souleva cependant aucune protestation.

force presque irrésistible; elle était devenue en quelque sorte souveraine maîtresse. Des impôts étaient abolis « parce qu'il était apparu (le préambule de l'ordonnance rendue à la suite de la session de 1356 le porte en toutes lettres) que lesdites impositions et gabelles n'étaient pas agréables à tous. » La royauté avait dû, devant les états, abandonner quelques-unes de ses plus chères prérogatives, et, dans les états, les députés des villes avaient pris la place principale : leur importance était devenue telle que noblesse et clergé, bien loin de rougir de délibérer à côté des bourgeois, avaient cherché, pour enchaîner l'action de ceux-ci, à les faire siéger au milieu d'eux. De leur côté, les députés du tiers étaient demeurés soumis eux-mêmes au contrôle incessant de leurs commettants, obligés de suivre et de respecter les idées, les caprices mêmes de ceux-ci. Si bien qu'en fait, sinon en théorie, la politique royale était subordonnée aux volontés des villes.



Le mouvement qui avait donné aux bourgeois une telle importance dans l'État avait été lent, mais rien n'avait pu l'arrêter. Les événements qui allaient suivre devaient l'accélérer, malheureusement ils devaient aussi, en l'accélérant, en compromettre le succès définitif. L'élan révolutionnaire, substitué trop tôt à l'évolution et au développement régulier de l'influence bourgeoise, usa en quelques jours les forces de la nation au profit de la royauté. Maîtresses du pouvoir avant l'heure, les populations urbaines le laissèrent échapper de leurs mains.



## CHAPITRE II.

### LA RÉVOLUTION POLITIQUE.

#### § 1<sup>er</sup>.

**Révolution de 1356. — Le pouvoir aux mains des bourgeois. — La monarchie parlementaire.**

Les Anglais avaient envahi le Limousin et le Berry et ravagé ces deux provinces (1). Ils se

Le roi Jean avait marié sa fille, Jeanne de France, à Charles, roi de Navarre, de la maison d'Évreux, petit-fils, par sa mère, de Louis le Hutin. Le roi avait promis à sa fille une dot qu'il n'avait jamais intégralement payée. Entre le gendre et le beau-père n'avait pas tardé à s'élever une mésintelligence du caractère le plus grave; le roi de Navarre avait fait assassiner l'un des favoris de son beau-père, le roi Jean fait pendre les serviteurs les plus dévoués de son gendre qu'il avait, en avril 1356, jeté en prison. En France, beaucoup de gens, parmi les bourgeois surtout, tenaient pour le Navarrais. La guerre avait failli éclater entre les partisans de

dirigeaient de là vers la Normandie, quand ils avaient rencontré l'armée française à Maupertuis près Poitiers (1). Le roi Jean, malgré l'immense supériorité numérique des troupes dont il disposait, avait, à force d'impéritie et de présomption réussi à fournir à l'ennemi l'occasion d'un triomphe inespéré.

A part quelques barons qui s'étaient fait tuer en soutenant valeureusement l'antique prouesse de leur race, la noblesse avait fait preuve d'autant de lâcheté que d'incapacité militaire.

Les princes du sang avaient déserté le champ de bataille, et pour sauver leurs précieuses existences, arraché au combat quelques milliers de braves gens, qui auraient fait leur devoir et changé peut-être la fortune de la journée.

Le roi s'était bien battu ; il y courait peu celui-ci et ceux du roi de France. Les Anglais avaient profité de ces discussions pour reprendre la campagne.

(1) 19 septembre 1356.

de risques. Mais enfin il avait combattu. Il avait été pris les armes à la main. Son épée, lorsqu'il la rendit, était tachée de sang ennemi. La France avait eu le malheur d'être bien des années soumise à de méchants princes, elle n'avait point encore eu la honte d'avoir pour chef un lâche. En 1356 le pays n'était pas encore tombé si bas.

Mais Jean était homme à céder la moitié de son royaume pour pouvoir à son gré tailler et tyranniser l'autre.

Français et Anglais le savaient.

Ce fut par toute la France un long frémissement de douleur et d'indignation lorsqu'on apprit que 8,000 communiers et barons Anglais avaient, en quelques heures de combat, mis en pleine déroute 70,000 hommes d'armes, chevaliers et princes français.

Tels étaient l'étendue et le caractère même de la catastrophe qui frappait le pays que les populations ne purent l'attribuer à la fortune ordinaire des batailles. On murmura tout

bas le mot de trahison. On raconta que les princes et barons, si arrogants et si fiers au regard du pauvre peuple, avaient fui ou s'étaient rendus sans même combattre. On se dit que les bourgeois et les artisans des villes auraient fait devant l'ennemi plus fière contenance, qu'ils n'auraient point ainsi ménagé leur vie, et qu'avec eux, au lieu de subir une défaite honteuse, la France aurait remporté une victoire.

Le prestige qui avait jusqu'alors entouré la noblesse aux yeux des masses populaires disparut tout d'un coup ; on l'avait crue brave et on l'avait crainte ; elle était lâche, on la méprisa.

Il est des hommes et des systèmes politiques qui sont condamnés à n'éprouver jamais d'échec parce que le succès est leur seule raison d'être. D'autres, à être toujours forts, parce que le seul titre qu'ils aient à l'obéissance publique, c'est la force. Au lendemain de Poitiers, noblesse et royauté, auxquelles

avaient jusqu'alors appartenu le premier rang dans l'État, semblèrent s'évanouir tout d'un coup pour laisser aux bourgeois le soin de défendre et de sauver le pays qu'elles avaient compromis. Les bourgeois ne faillirent point à leur tâche ; ils se saisirent résolument du gouvernement.

Ce fut de Paris que partit l'initiative du grand mouvement qui, pour un moment au moins , remit, aux mains de la nation la direction de ses affaires.

La ville de Paris n'avait jamais obtenu de charte de commune. Elle avait toujours joui néanmoins d'une large indépendance. D'abord administrée par un corps municipal d'origine gallo-romaine , où l'élément aristocratique occupait la plus grande place, elle avait , à une époque fort éloignée, sans secousse, sans luttes, modifié son ancienne organisation, pour se cons-

tituer en une sorte de république commerciale.

Avantageusement placée sur la Seine, au confluent de la Marne, elle était devenue l'entrepôt du nord et du centre de la France. L'industrie des transports par eau s'y était particulièrement développée. Les marchands ayant bateaux sur la Seine s'étaient associés, constitués en corporations, et avaient obtenu, moyennant paiement d'une grosse redevance et l'obligation de partager avec le roi les bénéfices que rapportait leur association, le privilège exclusif de la navigation de la Seine en amont jusqu'à Melun, en aval jusqu'à Mantes. Ce privilège avait fait d'eux la plus puissante corporation qui fût en France. Peu à peu leurs chefs principaux avaient pris la place de la vieille municipalité gallo-romaine qui depuis des siècles administrait la cité; leur prévôt était devenu le personnage le plus important de la ville. A côté d'eux, d'autres corporations



avaient grandi, dont les chefs, unis au prévôt des marchands de l'eau, avaient constitué une sorte de conseil auquel était passée bientôt, par la force même des choses, l'administration des intérêts de Paris entier.

Alors que les villes du centre et du nord de la France bouleversaient, avec le concours de la royauté, leurs constitutions municipales, pour y donner place plus large à l'élément démocratique, Paris avait conservé intacte l'organisation particulière que les circonstances mêmes lui avaient données. Nulle plainte ne s'était élevée contre l'administration du prévôt et de ses assesseurs les échevins. La masse populaire, ailleurs si agitée et si impatiente, était demeurée invariablement attachée à ses magistrats. Paris avait traversé sans trop grands désordres la période tourmentée qui s'étend de la fin du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle à la seconde moitié du <sup>xiv</sup><sup>e</sup>. Ce calme relatif avait eu deux causes principales l'organisation particulière de la municipalité pa-

risienne et la rare intelligence des magistrats qui l'avaient dirigée.

L'organisation municipale de Paris avait pour base, d'abord les corporations et les confréries, ensuite les assemblées de quartier.

Aux corporations proprement dites étaient affiliés tous ceux qui, à Paris, s'occupaient d'opérations commerciales et industrielles : et, c'était le plus grand nombre. Beaucoup d'individus parmi ceux qui n'exerçaient ni commerce ni industrie y étaient également agrégés.

Les autres faisaient partie de ce qu'on appelait les confréries. Ces confréries, fort anciennes pour la plupart, admettaient dans leurs rangs les plus humbles des habitants comme les plus riches. Leurs membres étaient unis sans distinction de condition sociale par les liens les plus étroits. Les dignitaires de ces confréries étaient électifs comme la plupart des chefs des corporations.

La ville était trop grande pour qu'il y eût

souvent à Paris , ainsi que cela se pratiquait ailleurs, des assemblées générales de tous les habitants. Les Parisiens se réunissaient habituellement par quartiers pour discuter leurs intérêts communs. Chacun avait le droit de prendre la parole, d'exprimer ses opinions avec une liberté entière, sans autre limite à cette liberté que les convenances des auditeurs. Tous ceux qui assistaient à ces réunions étaient voisins, se connaissaient bien les uns les autres, s'appréciaient à leur juste valeur. Aussi les réunions étaient-elles habituellement calmes. Les gens intelligents et honorables y exerçaient une salubre influence. Pour président les habitants du quartier choisissaient l'un des leurs, homme important d'ordinaire, distingué par ses talents et par ses vertus, et qui commandait en même temps les milices bourgeoises.

Parmi les plus anciens de ces chefs de quartier, ceux des corporations et des confréries, étaient pris les 24 prud'hommes qui,

avec le clerc de la marchandise, les échevins et le prévôt des marchands, composaient la municipalité parisienne.

C'étaient eux qui arrêtaient et présentaient la liste de trois candidats sur laquelle le corps de ville devait choisir le prévôt.

Celui-ci n'était donc pas l'élu de la population entière, mais il n'était pas non plus l'élu d'une petite oligarchie de privilégiés. Chacun des personnages qui concourait à l'élection du premier magistrat de la ville, était lui-même le représentant élu de l'une des catégories de citoyens dont la réunion constituait l'agglomération parisienne. Le prévôt, était ainsi le produit d'une sorte d'élection à deux degrés.

De là était venue sa force.

L'application du principe démocratique de l'élection directe aux magistratures d'un ordre élevé n'est point sans présenter de graves inconvénients. Si le vote populaire écarte quelquefois des grandes fonctions les

incapacités que l'hérédité ou le privilège pourraient y amener, elle écarte aussi, le plus souvent, les gens de haute valeur. La faveur populaire ne va pas toujours à qui en est le plus digne, mais à qui sait mieux tirer parti des passions abjectes qui agitent d'ordinaire les bas-fonds des villes. La démocratie, c'est à la fois son défaut et la principale de ses qualités, est tracassière et jalouse. Elle se défie de quiconque dépasse le niveau commun, elle est, avant tout, le régime des médiocrités. Le prévôt, issu d'une élection à deux degrés, était un magistrat assez populaire pour n'avoir point, comme les chefs des petites oligarchies municipales, à lutter contre le mauvais vouloir des citoyens écartés du vote. Mais, en même temps, il était assez indépendant du petit peuple pour ne pas s'inquiéter, avant tout, de lui plaire et n'être point obligé de subordonner ses agissements à l'approbation immédiate de gens qui ne pou-

vaient pas toujours en apprécier la portée.

A cette organisation Paris dut d'avoir, pendant de longues années, des magistrats d'une supériorité incontestable sur leurs collègues des provinces. Alors que, dans les autres bonnes villes, l'élection directe par le peuple, ou le choix royal, écartait des hautes fonctions municipales les esprits distingués, les affaires parisiennes furent, presque sans interruption, dirigées par des hommes fort capables. Ce fut l'honneur de quelques grandes familles bourgeoises de fournir à la ville la plupart de ses prévôts et de ses échevins. Dans ces familles se conservaient intactes les vieilles traditions municipales. Les jeunes gens y recevaient une éducation qui les mettait en mesure de remplir avec aisance et dignité les charges éminentes auxquelles ils pouvaient prétendre.

A la différence de la plupart des oligarchies communales, l'aristocratie parisienne

sut gouverner le peuple de Paris sans blesser aucune des susceptibilités de ses concitoyens plus humbles. Elle n'avait jamais imposé ses volontés au petit peuple; elle avait, au contraire, subordonné, et avec le plus grand soin, sa conduite aux aspirations de l'opinion publique et réussi, de cette façon, à s'assurer les sympathies de tous. La tranquillité, qui avait régné à Paris, avait retiré à la royauté tout prétexte d'intervention. Paris avait conservé toutes ses franchises. C'était, à la fin du moyen âge, la cité de France la moins démocratique, mais aussi la plus libre, la mieux ordonnée, la plus puissante. Ses magistrats jouissaient, dans toute le royaume, d'un grand renom d'intelligence et d'intégrité; ils disposaient à la fois d'une force matérielle et d'une influence morale considérables. Quelque indépendantes que les villes fussent ou prétendissent être les unes des autres, l'exemple de la capitale devait peser d'un grand poids sur la conduite de ses sœurs de province.

Paris ne faillit pas à son rôle.

Le prévôt des marchands, alors en fonctions, était un homme du plus haut mérite, Étienne Marcel. Étienne Marcel appartenait à une vieille famille bourgeoise; ses ancêtres avaient rempli les plus hautes magistratures municipales. Quant à lui, mêlé depuis longues années à la politique, il passait pour l'un des administrateurs les plus habiles qui eussent jamais rempli les difficiles fonctions de prévôt des marchands. Député de Paris aux états généraux de 1355, il s'y était fait remarquer entre tous. Les députés des bonnes villes l'avaient choisi pour orateur. Il avait été l'un des principaux promoteurs des réformes réclamées par les états dans leur dernière session. Quelques-uns des échevins avaient également siégé aux états généraux; ils étaient en pleine communion d'idées avec leur chef.

A la première nouvelle du désastre de Poitiers, Marcel fit mettre Paris en état de



défense , les faubourgs furent rasés , une nouvelle enceinte construite , le peuple appelé aux armes. Les milices bourgeoises se constituèrent avec une grande rapidité et élurent leurs officiers.

Bientôt plus de 20,000 hommes furent armés et organisés ; des taxes nouvelles votées par le corps municipal , pour faire face aux dépenses , et acceptées sans difficultés par la population parisienne.

Lorsque le duc de Normandie, fils aîné du roi, et l'un des fugitifs de Poitiers , arriva à Paris , il trouva la ville prête à faire face à l'ennemi. Le dauphin était à la merci des magistrats parisiens, obligé de se soumettre à leurs conseils et à leur direction. Marcel et ses collègues ne s'imaginèrent point qu'il leur fût permis de profiter de la faiblesse du représentant de l'autorité royale , pour entreprendre eux-mêmes, en son nom , les réformes politiques qu'ils projetaient. Ils ne pensaient point encore que les élus de la po-

pulation parisienne eussent le droit d'imposer leur volonté aux bourgeois des autres villes. Ils faisaient à ceux-ci l'honneur de croire que pareille usurpation serait énergiquement combattue. Ils se contentèrent de demander au duc de Normandie la convocation immédiate des états généraux.

Ces états se réunirent le 13 octobre. Il y vint peu de nobles, et, parmi eux, aucun qui eût quelque importance politique

Petit fut le nombre des députés du clergé, considérable, au contraire, celui des députés des villes. Les populations urbaines avaient compris qu'après le désastre qui venait de frapper la France, il fallait qu'elles s'entendissent entre elles, qu'elles combinassent leurs efforts pour assurer la défense commune. Elles avaient compris qu'au-dessus des intérêts locaux qui avaient été jusqu'alors leur préoccupation principale, il y avait

les intérêts du pays tout entier. Le désastre de Poitiers, de tous les éléments épars qui jusque-là avaient formé le royaume de France, venait de faire la nation.

Parmi les députés des villes, et pour la première fois peut-être depuis que les bourgeois siégeaient aux états généraux, beaucoup exerçaient dans leur pays des états assez humbles. Il y avait des cabaretiers, des tisserands, bon nombre de petits marchands. Il semblait que les populations urbaines se défiasent déjà non-seulement de la royauté et de la noblesse, mais aussi de ceux des siens que la richesse où l'importance personnelle semblaient rapprocher des classes privilégiées. Toutefois la majorité des députés se composait encore de gros bourgeois. Si les vieilles familles municipales n'avaient plus seules l'honneur de siéger aux états, du moins la populace n'avait-elle pas encore de représentants. On comptait aux états des légistes et des membres du corps enseignant, des profes-

seurs de théologie ou de droit. Quelques-uns avaient déjà fait partie des états pendant les dernières sessions. Le rôle qu'avait joué Marcel dans l'assemblée de l'année précédente, la situation qu'il occupait à Paris, la faveur dont il jouissait dans le peuple, l'énergique impulsion qu'il avait donnée aux mesures de défense nationale faisaient du prévôt des marchands l'homme le plus important du moment et lui assuraient dans les états une influence prépondérante. Sur son initiatives, une commission de quatre-vingts membres fut chargée par les états de préparer le travail de l'assemblée. Cette commission fut composée avec le plus grand soin. Le tiers y envoya l'élite de ses députés, Marcel, deux échevins de Paris, Robert de Corbie, d'Amiens. Les bourgeois trouvèrent dans la plupart des commissaires du clergé un concours précieux. Ces commissaires, à part quelques hauts dignitaires, étaient tous d'extraction roturière; c'étaient des doc-

teurs de Sorbonne, des membres de l'Université. Le plus éminent des représentants du clergé, l'évêque de Laon, Robert Lecoq, sortait lui-même d'une famille bourgeoise. C'était l'ami de Marcel ; il partageait la plupart des opinions de celui-ci, et dans les complications qui suivirent, ne lui marchandait point son alliance. Les commissaires de la noblesse, mandataires d'un ordre que sa conduite à Poitiers avait deshonoré aux yeux de la nation, incapables d'ailleurs de s'occuper des affaires publiques, ne pensèrent même pas à lutter contre l'ascendant pris par les députés de la bourgeoisie. Ceux-ci inspirèrent seuls le travail de la commission. Ce travail, soumis aux états, fut ratifié par eux sans difficulté.

Les états accordaient au dauphin aide suffisante pour soudoyer 30,000 hommes d'armes. L'impôt nécessaire à l'entretien de ces hommes d'armes devait être supporté par tous les sujets du roi sans exception. Il frap-

paît également les villes, le clergé et la noblesse et affectait la forme d'un impôt sur le revenu, sauf dans le plat pays où chaque centaine de feux devait entretenir un homme d'armes. Mais cette aide n'était accordée qu'à certaines conditions. Les états réclamaient la mise en liberté du roi de Navarre, encore emprisonné, et l'expulsion immédiate des officiers qui entouraient et conseillaient le duc de Normandie. N'osant ou ne voulant s'en prendre à la royauté elle-même de la mauvaise direction donnée aux affaires du pays, les députés des villes faisaient remonter à ces officiers la responsabilité des malheurs qui avaient frappé le royaume et de la mauvaise administration sous l'étreinte de laquelle il gémissait.

Ces deux réclamations étaient graves; elles impliquaient de la part des députés aux états la volonté bien arrêtée d'intervenir en des matières où, jusqu'alors, la prérogative royale s'était exercée sans contrôle.

Les prétentions des états allèrent plus loin encore. Non contents d'obliger le dauphin à se séparer des anciens conseillers de son père, ils demandèrent que dorénavant le conseil du roi fût composé de délégués nommés par les états.

C'était un principe de droit public en France, si l'on peut appeler droit public l'ensemble des habitudes administratives de la royauté, que le roi devait en certains cas prendre l'avis de son conseil. Cette obligation constitutionnelle ne présentait en pratique aucun intérêt, d'abord parce que jamais le roi n'était obligé d'avoir égard à l'opinion de ses conseillers et ensuite parce que n'avaient siége au conseil que des gens qu'il avait convenu au souverain d'y appeler. Si de temps à autre on avait compté parmi les conseillers royaux quelques hommes de mérite, appartenant au clergé ou aux cours souveraines, le conseil s'était composé le plus souvent de gens n'ayant pour remplir une aussi haute dignité d'autre

titre que la faveur royale. Le roi n'avait à rendre compte à personne de ses choix ; il appelait ou congédiait ses conseillers sans avoir d'autres règles à suivre que son bon plaisir.

Les états entendaient faire de ce rouage, jusqu'alors inutile, de l'administration publique, une institution politique sérieuse, contraindre le roi à ne prendre aucune mesure de quelque gravité sans l'avis préalable de son conseil, et assurer en même temps l'indépendance de celui-ci, en retirant à la royauté le choix des membres qui devaient le composer. Les conseillers devaient être au nombre de 28 (1), et ne dépendre que des États, lesquels ayant seuls le droit de les nommer, avaient seuls qualité pour les révoquer. Cette réorganisation du conseil présentait pour le pays de grands avantages. Non-seulement elle rendait effectif le contrôle du conseil sur les

(1) Ce nombre fut plus tard porté à 34 et même à 36. On ne sait exactement à quel moment et pour quel motif l'organisation primitive fut modifiée.



actes de la royauté, mais elle faisait de la réunion fréquente, sinon périodique, des états généraux une étroite nécessité pour le souverain, et remettait, en réalité, la haute direction de la politique et de l'administration du royaume aux mains de l'assemblée.

A ces conditions les états accordaient au duc de Normandie l'aide qu'il avait demandée. Encore réservaient-ils expressément la liberté d'action de leurs commettants. Ils déclaraient formellement que le vote des états ne recevrait exécution qu'autant que l'aide votée plairait aux gens des trois états par lesquels les députés avaient été envoyés.

Cette réserve avait pour but de prévenir les protestations dont le vote d'impôts contraires aux franchises locales avait été l'occasion dans d'autres circonstances, de mettre la nation tout entière ou du moins tout ce qui comptait dans la nation, à même de se prononcer sur le mérite des réformes proposées par les députés, et de donner ainsi

plus de poids aux requêtes de l'assemblée.

Plutôt que de céder à ces prétentions, le duc de Normandie prorogea les états au 3 novembre suivant, bien résolu si à cette date il n'avait pas réussi à modifier les dispositions des députés, à ajourner indéfiniment la réunion.

Les efforts qu'il tenta dans ce but étant restés infructueux, il négligea en effet de convoquer les états à l'époque fixée lors de la prorogation, se bornant, le 2 novembre, à appeler auprès de lui Étienne Marcel et les échevins de Paris sous prétexte de les consulter officiellement sur la nécessité d'une prorogation nouvelle, mais en réalité pour leur intimiser ses résolutions tout en les faisant passer aux yeux des bonnes villes de province pour des complices. C'était un véritable coup d'État. Les députés parisiens, d'accord avec quelques autres membres des états présents à Paris, répondirent par un autre coup d'État. Ils se réunirent sans convocation, et, sur la motion de l'évêque de Laon, qui prononça un discours

fort vif, et où la supériorité des états sur la royauté elle-même était formulée avec audace, décidèrent : que lecture publique serait donnée des projets de réformes arrêtés par les états à la dernière session, que communication officielle de ces résolutions serait faite par les députés à leurs commettants. Ceux-ci se trouvaient ainsi chargés de juger en dernier ressort le différent soulevé entre leurs mandataires et la royauté.

La mesure était hardie.

Les agents du duc de Normandie se répandirent dans les provinces, accusant les députés du tiers d'avoir trahi le mandat qui leur avait été donné par leurs concitoyens, de n'avoir rien fait pour le menu peuple, poursuivi qu'un but, assurer aux principaux d'entre eux sous couleur de réformes de grandes positions dans l'État. Le duc expédia aux bonnes villes des lettres royaux, où il reproduisait ces accusations.

A Soissons, autrefois ville de commune,

mais qui s'était « abandonnée au roi » et avait volontairement résigné entre les mains de celui-ci ses anciennes franchises communales, les gens du bas peuple maltraitèrent les députés qui avaient osé mal parler du prince et désobéir à ses ordres. Mais la grande majorité des bonnes villes approuva les résolutions prises par ses députés. Cette adhésion aurait dû ouvrir les yeux du duc de Normandie sur les véritables sentiments du pays. Il n'en fut rien. Le duc s'imagina qu'il aurait meilleur marché des villes en s'adressant à elles directement et séparément. Il envoya dans les provinces des commissaires avec mission de demander, au nom des besoins du royaume, l'octroi d'une aide nouvelle. Ces commissaires échouèrent presque partout. Dans les provinces qui se montrèrent le mieux disposées, l'aide ne fut accordée qu'à des conditions qui la rendaient à peu près illusoire. En Auvergne, les états stipulèrent que le produit des taxes serait employé à la

défense de la province même ; en Languedoc, l'aide votée par les états fut refusée par les habitants.

A bout de ressources, le duc de Normandie tenta de se procurer de l'argent en modifiant le titre des monnaies. Un arrêté du prévôt interdit aux marchands de Paris, de faire usage dans leur commerce, de la monnaie nouvelle. Le duc ordonna à Marcel de rapporter cet arrêté, et sur le refus du prévôt, menaça de le faire mettre en prison. Marcel fit appel à la population parisienne ; les marchands fermèrent leurs boutiques, les maîtres ouvriers leurs ateliers, les chefs des confréries, les syndics des corporations réunirent leurs hommes. Paris entier prit les armes (1). Le dauphin ne disposait pas de forces suffisantes pour engager la lutte : il capitula, appela auprès de lui le prévôt des marchands, les échevins et les principaux des corporations

(1) Janvier 1357.

et leur annonça qu'il rapportait l'édit monétaire, qu'il allait réunir les états généraux, et congédier les officiers dont les états avaient à la session dernière demandé le renvoi.

La victoire du peuple de Paris était complète. Il lui avait suffi de s'armer pour que la royauté cédât devant lui. Il avait en un jour, sans lutte, par le seul ascendant de la force dont il disposait, arraché à la royauté des concessions que les efforts des états généraux, pendant plusieurs sessions, n'avaient pu obtenir d'elle. Réduits à eux-mêmes, les bourgeois avaient été impuissants, l'appui du menu peuple avait suffi pour assurer leur succès. Il était donc acquis que, si les bourgeois avaient l'intelligence, le peuple seul avait la force. Il y avait là un enseignement dont le duc de Normandie devait faire son profit.

Les états furent convoqués pour le 5 février. Les députés des bonnes villes étaient peu nombreux. Une lutte paraissait pro-

able entre les représentants de la royauté et les états. Beaucoup de députés prêts à profiter du succès, s'il couronnait les efforts de leurs collègues, étaient peu disposés à partager avec ceux-ci les ennuis et les dangers d'une guerre ouverte contre le dauphin. Toutefois, aucun de ceux qui s'étaient fait, à la dernière assemblée, remarquer par leur talent ou leur énergie, ne manquait à son poste. Les états commencèrent par décider que les résolutions arrêtées l'année précédente serviraient de point de départ à leurs nouveaux travaux. Ces résolutions, soumises à l'approbation des bonnes villes et acceptées par elles, ne subirent, au cours de la session, que de légères modifications. Sur un seul point, les députés se départirent de leurs anciennes exigences. Ils n'insistèrent point sur la mise en liberté du roi de Navarre. Mais ils maintinrent énergiquement toutes les autres réclamations qu'ils avaient primitivement formulées.

Les résolutions des états furent officiellement, le 3 mars, communiquées au duc de Normandie par l'évêque de Rouen au nom du clergé, un chevalier au nom de la noblesse, un bourgeois au nom du tiers. Après ces trois orateurs, le prévôt des marchands, Marcel, porta la parole au nom de Paris.

Les services rendus par la population parisienne à la cause nationale autorisaient sans doute les parisiens à parler en leur nom propre, et à donner séparément leur avis sur les affaires de l'État. Mais beaucoup de députés des bonnes villes trouvèrent que les députés de Paris faisant, comme ceux des autres cités, parti du tiers état, n'auraient point dû se séparer, en pareilles circonstances, de leurs collègues des provinces, et qu'ils eussent mieux fait de charger l'orateur du tiers état de parler pour eux comme il avait fait pour tous les autres.

Le discours de Marcel était le manifeste



d'un pouvoir nouveau , qui allait disputer à la royauté et aux états le gouvernement des affaires nationales.

Sans argent et pressé d'en obtenir, le duc de Normandie acquiesça à toutes les demandes. Le 3 mars 1357, était promulguée une ordonnance en soixante articles à laquelle les contemporains ont donné le nom de grande ordonnance, et qui, complétée par d'autres ordonnances enjoignant des poursuites contre les officiers royaux dénoncés par les états, et constituant auprès du roi un conseil à la nomination des trois ordres, fondait réellement le gouvernement du pays par le pays.

Les principales dispositions de ces ordonnances reproduisaient les résolutions prises par les états, les années précédentes.

Le roi ne pouvait, dans toutes les circonstances d'importance agir sans prendre l'avis du conseil. Les états généraux demeuraient chargés de décider seuls les questions de paix

ou de guerre, pouvaient seuls autoriser l'appel de l'arrière-ban. Ils votaient l'impôt, le levaient eux-mêmes ou par délégués, en contrôlaient l'emploi et veillaient à ce qu'il fût affecté aux fins pour lesquelles il avait été voté. Des commissaires, nommés par eux, surveillaient la fabrication des monnaies, lesquelles devaient être conformes à un étalon déposé entre les mains du prévôt, et ne pouvaient être arbitrairement modifiées. L'inviolabilité des députés était assurée, autant que l'époque le permettait, par une disposition qui les autorisait à se faire escorter d'hommes armés pour leur défense. Nul ne pouvait contraindre les sujets du roi à acquitter d'autres contributions que celles consenties par eux ou leurs délégués. Le roi devait, ainsi que tous les princes, payer ses dettes. Le droit de prise était supprimé. Tous les Français devaient contribuer à la défense nationale, s'armer tous sans distinction de classes. Il était interdit aux nobles

et aux gens d'armes de quitter le royaume pendant la guerre.

Suivaient d'autres dispositions éminemment utiles, s'appliquant à des sujets divers, à l'administration de la justice notamment, retirant au roi le droit qu'il s'était arrogé jusque-là, d'arrêter, quand il le jugeait à propos, les poursuites criminelles. Mais ces dispositions, quelque intéressantes qu'elles fussent, n'avaient tenu dans l'esprit des rédacteurs de l'ordonnance qu'une place secondaire. Les réformateurs, les Marcel, les Tous-sac, avaient compris que toute tentative de réforme, pour être efficace, devait commencer par en haut; qu'il serait facile, lorsque tout pouvoir effectif dans le royaume serait aux mains des délégués des états généraux, de parer aux abus de détail, que l'important était, pour le moment, d'assurer la prépondérance du conseil. Dans ce conseil, les commissaires de la noblesse et du clergé ne sauraient lutter longtemps contre l'influence

des bourgeois plus rompus qu'eux aux affaires et dans les mains desquels, par la force même des choses, se concentrerait bientôt le gouvernement du pays. Vers ce but avaient tendu leurs efforts.

## § II.

**Rivalité entre Paris et les villes de province. — Projets antidynastiques. — Intervention de la populace dans la politique.**

Marcel et ses amis avaient, en agissant ainsi, fait preuve de sens politique. Malheureusement, leur œuvre ne fut pas appréciée par leurs contemporains à sa juste valeur. Les petites gens des villes étaient incapables encore de saisir la portée des réformes préparées par les états et les accueillirent avec indifférence, sinon avec mécontentement.

En réclamant pour eux-mêmes le soin de lever l'impôt au lieu de se borner à en contrôler la perception et l'emploi, les états avaient commis une faute lourde. Les peu-

ples ne raisonnent pas, ils sentent et font retomber d'ordinaire tout l'odieux d'une mesure qui lèse leurs intérêts, non sur celui ou ceux qui ont rendu cette mesure nécessaire, mais sur celui qui l'applique. En matière d'impôt spécialement, la mauvaise humeur du contribuable s'attache à celui perçoit plutôt qu'à celui qui est cause de la perception. Toute assemblée qui accorde un subside au pouvoir exécutif doit donc laisser à celui-ci la peine de lever ce subside, et se bien garder d'intervenir elle-même dans le recouvrement à peine de se dépopulariser. C'est ce que ne prévirent pas les états. Dans le désir d'éviter des malversations, que la conduite habituelle des agents royaux pouvait faire redouter, ils se chargèrent eux-mêmes de la perception, de l'aide au lieu d'imposer ce soin au duc de Normandie, qui en aurait ainsi recueilli tout l'odieux. Les conséquences de cette faute ne tardèrent point à se faire sentir. Dans la plupart des villes, l'argent réclamé par les dé-

légus des états passa pour être levé dans l'intérêt exclusif de ceux-ci ou du moins de ceux des députés qui avaient joué dans l'assemblée un rôle plus important, et étaient ainsi parvenus à la notoriété. Les petites gens soupçonneux et jaloux, comme il convenait à des démocrates, incapables d'attribuer aux actions de leurs chefs d'autres mobiles que ceux qui dirigeaient leurs propres actions, estimèrent que l'évêque de Laon, le prévôt des marchands, les échevins de Paris, qui avaient inspiré les résolutions des états, n'avaient pu être guidés que par des considérations d'intérêt personnel. Beaucoup de personnes, en voyant lever l'impôt par les délégués des états, se dirent que le produit de cet impôt ne devait point, plus que les précédents, être employé en vue du bien public, que seulement il profiterait à d'autres qu'au roi. Ces idées, malgré tous les efforts des bourgeois intelligents, s'étaient répandues parmi les artisans et petits marchands. L'aide ne put

être perçue qu'avec une peine extrême. Les délégués furent contraints de recourir à des mesures de coercition qui augmentèrent encore les mauvaises dispositions des populations.

A ces causes de mécontentement venaient d'ailleurs se joindre, dans la plupart des villes, d'autres raisons d'hostilité. Le duc de Normandie en promulguant l'ordonnance, avait, dès alors, convoqué les députés pour une nouvelle session, qui devait commencer le lundi de la Quasimodo suivant. Il avait demandé aux députés présents d'être exacts à la réunion fixée, et pour stimuler leur exactitude il avait déclaré que les mesures prises par l'assemblée prochaine seraient obligatoires pour les villes non représentées comme pour celles qui auraient envoyé des députés. Des lettres royaux conçues en ce sens avaient été expédiées aux bonnes villes.





Le principe que la volonté de la majorité peut engager les dissidents avait été toujours contesté par les populations urbaines. Pré-tendre soumettre celles-ci à un impôt voté par une assemblée où n'auraient pas siégé leurs députés, parut aux bourgeois des provinces une insupportable tyrannie, et la violation de leurs plus chères franchises. Aussi la déclaration et les lettres soulevèrent-elles une vive émotion. Les villes commencèrent à se défier des réformes qui dès l'abord se traduisaient pour elles en une menace, et une entreprise contre leur indépendance ancienne.

On savait que c'était sous la pression de la ville de Paris, que le duc de Normandie avait de nouveau convoqué les états et cédé aux demandes que ceux-ci avaient faites. On se souvenait qu'aux états la ville de Paris avait cherché à se faire une place à part. On remarquait que les principaux magistrats parisiens, avaient été désignés pour faire partie de la commission qui remplaçait l'ancien con-

seil du roi. On pensait que la déclaration du dauphin avait été inspirée par Marcel et ses amis. Les bourgeois des provincesse persuadèrent que tous ces progrès prétendus n'étaient qu'un moyen détourné de mettre aux mains des prévôt, échevins et peuple de Paris le souverain pouvoir en tout le royaume, et de réduire les autres cités en servitude.

D'autre part, les membres de la noblesse et beaucoup de hauts dignitaires du clergé, voyaient avec un profond mécontentement, des bourgeois, trois ou quatre avocats, un ou deux professeurs de droit ou de divinité, des marchands et quelques magistrats de la ville de Paris, entreprendre de diriger toutes choses en l'État, et marcher de pair avec les plus hauts barons, et les plus révéérés prélats du royaume. Ils parlaient avec aigreur de ces usurpateurs de bas étage, et se montraient fort mal disposés à leur égard.

Les anciens conseillers royaux congédiés sur la demande des états, profitèrent avec

habileté de cet état de l'opinion; sur leur avis une trêve fut conclue avec les Anglais. Aussitôt que cette trêve fut signée, le roi Jean, écrivit d'Angleterre qu'il renonçait aux subsides demandés par le duc de Normandie, et qu'en conséquence, les bonnes villes n'avaient point à tenir compte des votes des états.

C'était une manœuvre habile, et dont Marcel et ses collègues au conseil comprirent la portée; la plupart des gentilshommes originairement choisis par les états pour faire partie de la commission qui devait assister le dauphin, avaient cessé de se rendre aux séances; les commissaires du tiers état et surtout les députés de Paris avaient seuls continué d'y venir.

Appuyés sur la population parisienne qui, à la différence des bonnes villes de province, ne croyait pas en payant l'impôt, acheter trop cher les réformes dont l'ordonnance dotait le pays, et qui avait d'ailleurs pleine confiance en

ses magistrats, les membres de la commission des 36 contraignirent le duc de Normandie à ordonner, nonobstant les volontés du roi, que le subside voté par les états continuerait à être levé, que les ordonnances seraient exécutées selon leur forme et teneur, et à déclarer que la réunion des états restait fixée au lundi de la Quasimodo. Le coup cependant avait porté, et la lettre du roi Jean produit l'effet prévu par ceux qui l'avaient conseillée. Les calomnies répandues depuis quelque temps contre le prévôt des marchands et ses collègues de la commission allaient prendre toutes les apparences de la vérité. Pourquoi donc, allait-on se demander dans les villes, ces hommes continuaient-ils à percevoir un impôt dont le roi ne voulait plus? Quel usage voulaient-ils donc faire de cet argent qu'ils arrachaient au pauvre peuple, et dont le roi déclarait n'avoir aucun besoin? Tout cela ne prouvait-il évidemment que la conduite des soi-disants réformateurs n'avait été inspirée

que par des visées d'intérêt ou d'ambition personnelle?

La plupart des villes ne cachèrent plus les sentiments d'hostilité très-vive qu'elles nourrissaient contre les nouveaux conseillers du dauphin, et refusèrent de payer l'impôt. Si grande fut la confusion produite dans le pays par les ordres contradictoires du duc de Normandie et du roi, que les états convoqués pour le lundi de la Quasimodo ne se réunirent qu'à la fin d'avril, et se séparèrent sans rien arrêter.

Bientôt, le duc de Normandie se crut assez fort pour se débarrasser d'une tutelle qui lui semblait pesante et fit savoir à Étienne Marcel et aux autres membres de la commission, qu'il se passerait dorénavant de leur assistance, et pourvoierait lui-même au gouvernement du royaume (1).

Les commissaires se soumirent sans résis-

(1) Août 1357.

tance. Ils auraient pu faire appel au peuple de Paris qui ne leur aurait pas marchandé son concours, mais ils savaient que l'opinion générale dans les bonnes villes leur était contraire, que toute démarche par eux faite pour conserver le pouvoir que les états leur avaient confié, serait mal interprétée par la masse de la population. Ils préférèrent donc attendre, pour ressaisir ce pouvoir, un revirement de l'opinion, qui ne pouvait tarder longtemps à se produire.

Les événements justifèrent leur prudence. Le duc, après avoir congédié la commission, s'était hâté de quitter Paris et avait parcouru l'Ile-de-France, la Normandie, une partie de l'Orléanais. Il espérait que les provinces lui fourniraient l'argent dont il avait besoin. Son attente fut trompée. Il essaya, en remettant en vente, contrairement aux dispositions de l'ordonnance, le tabellionage et les prévôtés, de se procurer quelques ressources. Il n'y réussit pas, mais il indisposa profondément les

populations qui, directement lésées par les agissements du jeune prince, et effrayées de ses demandes d'argent, se prirent à regretter d'avoir abandonné les réformateurs. Des réunions publiques furent tenues en beaucoup d'endroits où les nouveaux édits du duc de Normandie furent l'objet de violentes critiques. A Amiens notamment, l'animation des bourgeois fut très-vive, et peu ne s'en fallut qu'elle ne tournât à l'émeute. Le duc de Normandie dut revenir à Paris sans avoir rien obtenu. Il se vit contraint de recourir aux bons offices du prévôt des marchands que quelques semaines plus tôt, il avait si brutalement congédié, et de réunir, sur la demande de celui-ci, les députés des bonnes villes les moins éloignées de Paris, pour leur demander l'argent dont il avait un pressant besoin. Ces députés déclarèrent qu'ils ne se croyaient point autorisés à voter des subsides, que pareil pouvoir ne pouvait appartenir qu'aux états, dont ils demandaient la réunion immédiate.

Le dauphin céda , les états furent convoqués pour le 7 novembre.

L'habile politique d'Étienne Marcel et de ses collègues avait été couronnée de succès, le prévôt avait réussi, sans secousse, sans violence à mettre le dauphin dans l'obligation d'appeler de nouveaux états, qui sans doute pourraient compléter l'œuvre entreprise après Poitiers.

Mais la conduite tenue par le duc de Normandie avait inspiré aux réformateurs, la plus profonde défiance : cette défiance avait pris à la suite des derniers événements une nouvelle force.

Nul ne pensait alors qu'un grand pays comme la France pût se passer d'un roi. Les plus hardis des députés du tiers avaient demandé pour les états du royaume et leurs délégués une association effective au gouvernement du pays. Mais ils s'étaient arrêtés



là. S'ils désiraient paralyser entre les mains du souverain des prérogatives dont l'exercice, abandonné à celui-ci sans contrôle, pouvait préjudicier aux intérêts bien entendus du pays, l'idée ne leur était jamais venue qu'il fût possible de supprimer la royauté. La conduite des deux premiers Valois, celle du duc de Normandie lui-même, n'avaient pu amener les plus éclairés des bourgeois à concevoir de pareils projets. Peut-être les hommes de 1356 étaient-ils dans le vrai. Il est possible à un peuple de restreindre les pouvoirs d'un roi, au point de les rendre sans péril pour la liberté publique, et la royauté héréditaire a ce grand avantage d'empêcher la naissance et le développement d'ambitions malsaines qui sont pour le pays des causes de trouble et de bouleversement. Elle avait de plus au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle le mérite, considérable avant tous autres à pareille époque, de représenter l'unité nationale. Elle était le seul lien qui empêchât les diverses pro-

vinces et villes de France, de se désagréger.

Cependant, tout royalistes qu'ils fussent, les réformateurs ne pouvaient, sans appréhensions profondes, penser que l'avenir du pays dépendrait de l'homme qui, à Poitiers, avait lâchement fui devant l'ennemi, et qui, depuis qu'il exerçait les fonctions de lieutenant du roi son père, s'était tour à tour montré disposé à engager sa parole quand il se voyait faible, et à la violer dès qu'il se croyait fort. Il est probable que les principaux d'entre eux pensèrent qu'il serait bon, tout en respectant la forme monarchique, de remettre un jour les destinées du pays en d'autres mains que celles du duc de Normandie; de les confier à un autre prince, qui, devant le trône moins à sa naissance qu'à la volonté même de ses sujets, serait sans doute plus disposé à respecter les droits de ceux-ci, et à accepter les restrictions qu'il conviendrait aux états de mettre à ses pouvoirs. Cette idée avait déjà été indiquée par Lecoq dans le dis-

cours qu'il avait prononcé à la suite de la première prorogation des états. Si Marcel et ses collègues n'arrêtèrent point immédiatement un pareil projet, ils considérèrent certainement l'avènement au trône d'un nouveau roi, choisi par les états, comme une éventualité éminemment réalisable; et sans fixer dès l'abord leur choix sur un candidat définitif, ils songèrent du moins à opposer au duc de Normandie, un autre prince, descendant par sa mère des anciens rois de France, et qui avait en diverses circonstances manifesté ses sympathies pour la cause populaire. On ne peut expliquer par d'autres motifs la résolution qu'ils prirent de faire demander par les états, dès le lendemain de leur réunion, la mise en liberté du roi de Navarre, encore retenu en prison (1).

(1) Liberté réclamée déjà à une précédente session, mais paraissant alors aux états d'un si mince intérêt qu'ils avaient sans difficulté consenti à ne pas insister sur ce point.

Le duc de Normandie accéda sans discuter à la demande des états, remit à leurs délégués l'ordre de mise en liberté du roi de Navarre, mais enjoignit, paraît-il, au gouverneur de la forteresse où celui-ci était détenu de ne point se dessaisir du prince confié à sa garde. Duplicité inutile et qui n'empêcha point la délivrance du prisonnier.

A peine libre de ses actions, Charles de Navarre se rendit à Amiens, ville dont les magistrats lui étaient dévoués et où il fut bien accueilli.

C'était un homme habile que le roi de Navarre et qui comprenait qu'on ne devient vraiment le maître des gens qu'en ayant l'air de les servir. Devant le peuple assemblé, il prit la parole, raconta sa querelle avec le roi Jean, les violences de celui-ci, et termina son discours en déclarant qu'il était prêt à tous les sacrifices pour assurer le

bien et la paix du royaume. Puis, aux acclamations des Amiennois, il requit le maire de l'inscrire, lui, roi de Navarre et prince du sang royal de France, sur les registres de la municipalité au nombre des bourgeois. Bientôt il quitta Amiens et, muni d'un sauf-conduit que les magistrats parisiens avaient arraché au dauphin, se rendit à Paris où il fut reçu avec enthousiasme (1). Le bruit de son discours d'Amiens l'avait précédé. Les Parisiens étaient favorablement disposés pour un prince qui faisait si bon marché de sa dignité royale.

Le lendemain, à l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, devant une assemblée composée de plus de dix mille personnes, mais où les gros bourgeois et les membres de l'université étaient en plus grand nombre que les petites gens, le roi reprit son discours d'Amiens, protestant contre les injustes persécutions

(1) 29 novembre 1357.

dont il avait été victime , affirmant son dévouement à la chose publique, et au peuple de Paris auquel la France était redevable de si grandes choses. L'allocution du roi de Navarre produisit un grand effet et eut un grand retentissement. Les Parisiens se montrèrent extrêmement flattés de ce qu'un si grand prince fût venu , comme l'aurait pu faire un simple quartenier, expliquer publiquement sa conduite au peuple, et le faire juge de sa querelle avec le roi Jean et le duc de Normandie. Ils comparèrent la déférence dont le roi de Navarre faisait preuve envers les bourgeois au dédain profond que le duc de Normandie semblait afficher pour les députés aux états. Ils dirent que le roi de Navarre, qui tout roi qu'il était et pair de France s'était fait bourgeois d'Amiens, était des leurs, qu'ils le feraient bien voir et qu'il faudrait que le duc de Normandie rendît justice à monseigneur son beau-frère. L'opinion publique se

prononça avec tant d'énergie que le dauphin fut obligé de déclarer publiquement qu'il tenait le roi de Navarre en haute estime et affection ; qu'il n'avait contre lui aucun grief, qu'en eût-il il les oubliait volontiers , et qu'il dut signer avec lui un traité de paix.

Aux termes de ce traité, amnistie pleine et entière était accordée à Charles le Mauvais et à ses partisans, le duc de Normandie s'engageait à restituer au roi toutes ses forteresses, places, châteaux, etc. Toujours fidèle à son système de flatteries au regard du peuple, le roi de Navarre avait stipulé dans un article spécial de sa convention avec le dauphin « qu'à sa demande tous les prisonniers retenus dans les prisons royales seraient mis en liberté, quelle que fut la cause de leur détention. »

Les états venaient de se séparer sans avoir, en dehors de leur intervention en faveur du Navarrais, rien fait qui méritât d'attirer l'attention. Ils semblaient sentir que la di-

rection des intérêts nationaux allait leur échapper pour passer en d'autres mains.

Le roi de Navarre s'était retiré à Nantes qui faisait partie de ses domaines, puis de là à Rouen, où, à l'occasion de services funèbres qu'il fit célébrer en mémoire de ses serviteurs mis à mort quelques années auparavant par les ordres de Jean, il avait encore harangué le peuple, l'avait pris à témoin de ses bonnes intentions, avait fait asseoir à sa table royale le maire de Rouen, qui n'était cependant qu'un petit marchand de vins, et s'était assuré ainsi la confiance et le dévouement des Rouennais (1).

Le prévôt des marchands, de son côté, ne négligeait aucune occasion de battre en brèche le pouvoir et la popularité du duc de Normandie. Il s'occupait avec ardeur de l'orga-

(1) 10-11 janvier 1358.



nisation des milices bourgeoises, formait à Paris des associations dont tous les membres juraient « alliance de vivre et de mourir contre toutes personnes avec le prévôt, » phrase significative et qui trahissait les secrets desseins de Marcel, donnait à ses partisans pour signe de ralliement un chaperon aux couleurs de Paris mi-partie bleu et rouge sur les agrafes duquel se trouvait inscrit la même devise et faisait crier dans les rues que tout bon citoyen eût à porter ce chaperon. Il se mettait en relations avec les bonnes villes dont plusieurs adoptaient les couleurs parisiennes.

Le duc de Normandie, sans démêler les véritables projets de ses adversaires, ne laissait pas de prendre grande inquiétude des progrès que le roi de Navarre paraissait faire dans la faveur populaire et du pouvoir que le prévôt des marchands

prenait dans Paris. Il résolut, pour en arrêter le développement, d'employer la vieille politique de sa race, celle qui avait dompté les communes, d'exciter la haine et la jalousie des petites gens contre les citoyens importants qui étaient aux affaires, de séparer ainsi le peuple de la bourgeoisie et de ressaisir l'autorité à la faveur de cette division. Les succès obtenus par le roi de Navarre faisaient espérer au dauphin qu'en s'adressant directement à la population parisienne, en attaquant devant elle les agissements de ses magistrats, en flattant les passions envieuses que nourrissent toujours à un degré plus ou moins considérable les gens appartenant à la basse classe de la société contre ceux qui se sont élevés au-dessus de leurs concitoyens, il réussirait facilement à rompre la redoutable alliance des réformateurs et de la populace. Le 11 janvier, le jour même où le roi de Navarre haranguait le peuple de Rouen, le duc fit annoncer qu'il se rendrait le lendemain

aux halles pour expliquer lui-même ses résolutions à ses sujets de Paris.

Le lendemain, la foule était nombreuse aux halles. La plupart des ouvriers avaient quitté leurs ateliers pour ne pas manquer au rendez-vous indiqué par le dauphin. Celui-ci arriva au carreau, de bonne heure, au moment où les petits marchands sont en plus grand nombre, et les chalands plus empressés. Les gros bourgeois, les membres du corps de ville de l'université ne purent, tant l'affluence était grande, et bien prises les mesures du duc de Normandie et de ses dévoués, arriver jusqu'au lieu où s'était placé l'orateur.

Le prince parla avec beaucoup d'habileté, paraît-il, et beaucoup d'amertume. Il déclara qu'il venait répondre aux calomnies répandues sur son compte par certaines personnes ennemies de la paix du royaume. Il n'avait jamais dissipé les deniers publics. S'il y avait, ce qui n'était pas contestable, déficit dans les caisses de l'État, ce déficit ne pouvait être im-

puté qu'à ceux-là même qui se montraient en public les zélés défenseurs du peuple, et qui, en secret, travaillaient uniquement à assurer leur propre grandeur. Ces personnages seuls étaient cause que l'Anglais n'était point encore chassé de France. Le dauphin, si on l'avait laissé libre d'agir suivant ses propres impulsions, aurait depuis longtemps débarrassé le royaume des bandes ennemies. Il était décidé aujourd'hui à faire bonne justice, et il était convaincu que le peuple de Paris ne lui marchanderait pas son concours.

Ce discours plut à la multitude. Les masses populaires sont, avant toutes choses, accessibles à la flatterie, et la démarche du duc, abstraction faite du discours lui-même, était bien faite pour flatter le petit peuple. Celui-ci se sentait tout fier d'être choisi par le fils aîné du roi, pour arbitre entre la royauté et les bourgeois.

Cependant le succès obtenu par le dauphin était un succès dangereux. Déjà, sans doute,

le roi de Navarre avait harangué les Parisiens et les bourgeois d'Amiens, les avait fait juges de sa querelle avec le roi Jean, son beau-père. Mais, en France, le roi de Navarre n'était qu'un haut baron, un gentilhomme de haute extraction, avec de fort belles alliances et de bien grandes prétentions. Ce n'était rien de plus. Le duc de Normandie, au contraire, était à la fois l'héritier présomptif du trône de France, et par suite de la captivité de son père, le détenteur effectif, le représentant unique de l'autorité royale. La démarche qu'il venait de faire avait donc un tout autre caractère que celles de monseigneur de Navarre. Le duc de Normandie soumettait ou paraissait soumettre (et cela revenait au même), à l'arbitrage de la population parisienne les plus importantes affaires de l'État. De parti pris, il écartait de son conseil les députés aux états, les magistrats parisiens, refusait d'écouter les avis du petit nombre d'hommes capables de lui en donner, pour s'adresser à la masse entière

des habitants de Paris, parfaitement hors d'état (quoique en ce moment supérieure en intelligence et en sens politique aux populations des autres villes) de rien comprendre aux graves sujets dont le duc venait l'entretenir.

S'il est en effet un certain nombre d'idées simples que toutes les intelligences, si bornées et si incultes qu'elles soient, sont capables de saisir, le cercle même de ces idées est infiniment restreint. A mesure que grandissent les questions à juger, diminue le nombre des esprits capables de les aborder sans péril. Il est des problèmes qui, par leur nature même, à cause des principes qu'ils engagent, des résultats qu'ils entraînent, ne peuvent être raisonnablement soumis qu'à ceux qui, par des études ou des connaissances spéciales, sont préparés à les résoudre. Les questions politiques sont de ce nombre. La plus simple d'entre elles se compose d'éléments complexes qu'il est impossible d'apprécier sainement sans les con-

naître dans tous leurs détails, sans en savoir tous les précédents, et sans en mesurer les conséquences. Elles ne peuvent être livrées à la décision de la multitude que par des gens inintelligents, ou par des gens pervers qui, sous couleur de sauvegarder les droits du peuple, ne songent qu'à l'asservir, et ne font mine de le consulter que pour mieux dissimuler leurs entreprises contre le bien public, et leurs attentats contre la liberté. L'intervention directe des foules dans les affaires générales d'un pays, n'a jamais eu qu'un résultat, l'établissement du despotisme. Le duc de Normandie l'avait bien compris lorsqu'il était venu exposer ses projets et adresser ses doléances aux Parisiens réunis aux halles; mais il avait déchaîné une force dont il lui devait plus tard lui être bien difficile d'arrêter le mouvement, et avec laquelle il faudrait compter désormais.

Le prévôt des marchands et le corps municipal ne se firent pas d'illusions sur la gra-

tivité de la démarche du dauphin et les résultats qu'elle pouvait avoir. Pour en détruire l'effet, ils convoquèrent à leur tour le peuple de Paris à Saint-Jacques de l'Hôpital, près la rue Mauconseil.

Le duc de Normandie avait fort habilement, dans son discours, négligé d'aborder certains points délicats. Le prévôt des marchands entendait tirer parti de ce silence, et démasquer l'hypocrisie du prince. Au jour et à l'heure indiqués pour l'assemblée (1), le dauphin se présenta et réclama le droit de parler le premier, ce qui lui fut accordé. Il ne prit point la parole, mais il chargea son chancelier de reproduire les explications qu'il avait, la veille, personnellement données aux halles. Au moment où l'un des échevins se levait pour répondre au chancelier, le duc partit. C'était une faute lourde. Après avoir choisi le peuple pour juge de sa querelle, il

(1) 13 janvier 1358.



fallait assister au débat tout entier. Le départ du prince qui paraissait déterminé par le mépris que lui inspiraient les gens qu'il avait pris la peine d'attaquer l'avant-veille, lui faisait perdre auprès de la population parisienne tous les avantages que ses flatteries lui avaient d'abord conciliés. Le prévôt des marchands et ses collègues s'expliquèrent avec netteté sur les reproches de prévarication qui leur avaient été adressés. Un des collecteurs d'impôts déclara qu'après de semblables attaques, il fallait que le peuple sût bien quelles étaient les véritables sangsues qui l'épuisaient, et il désigna par leurs noms ceux des officiers royaux qui avaient commis les malversations gratuitement imputées par le dauphin au prévôt des marchands. De frénétiques applaudissements accueillirent cette déclaration.

Les amis de Marcel profitèrent avec habileté de l'émotion qui agitait l'assemblée. L'un d'eux s'écria qu'après ce qui venait de se

passer, le prévôt ne serait plus en sûreté à Paris, qu'il lui faudrait, si la population parisienne ne le soutenait énergiquement, se soustraire par la fuite aux persécutions de ses ennemis.

Par d'unanimes acclamations, les assistants s'engagèrent à vivre et à mourir à côté de leur prévôt.

C'était pour le duc de Normandie un échec, pour le prévôt un succès, mais aussi pour l'avenir, un grand embarras.

Jusqu'alors le peuple de Paris avait été, entre les mains de ses magistrats, un instrument docile et sans initiative propre. Les choses étaient changées aujourd'hui : attaqués publiquement par le duc de Normandie, Marcel et ses amis avaient été obligés de réfuter ces attaques, d'expliquer leur conduite, d'invoquer l'appui de la foule à laquelle ils avaient coutume de donner des ordres toujours obéis. Le peuple de Paris ne leur avait pas marchandé son concours. Ce concours

cependant n'était plus comme auparavant de la soumission, c'était une alliance dévouée sans doute, mais comme toutes les alliances sujette à se rompre et pouvant devenir de l'hostilité le lendemain. Les magistrats devraient, désormais, sur tous les sujets de quelque importance, consulter la population entière de la capitale et soumettre leurs projets à l'approbation du dernier des Parisiens. Les grandes questions d'intérêt général cessaient d'être réservées comme elles l'avaient été jusqu'alors aux états ou aux bourgeois capables d'en apprécier la portée. Le peuple de Paris entraît pour son propre compte sur la scène politique. Par haine des bourgeois libéraux, la royauté avait déchainé la démagogie.

La démarche du duc, sans produire tous les fruits que celui-ci en attendait, n'en portait donc pas moins un coup funeste à ses adversaires politiques. Ceux-ci comprirent le danger et ils résolurent de se tenir en garde. Avisés des mauvais desseins que le

duc de Normandie nourrissait contre eux, ils se crurent autorisés, pour assurer leur sécurité personnelle et l'avenir des réformes qu'ils avaient préparées, à employer, s'il le fallait, la violence.

Le dauphin de son côté se préparait à la lutte. Il avait, aux halles, déclaré qu'il entendait se débarrasser désormais des entraves qui l'empêchaient de faire tout le bien qu'il voulait. Mais tels étaient les progrès qu'avaient faits en France depuis quelques années les idées démocratiques, que le duc de Normandie n'osa, de son propre chef et de sa seule autorité, ressaisir le pouvoir absolu. Il prétendit donner à son usurpation l'apparence d'une concession faite à la volonté nationale.

Il appela auprès de lui quelques bourgeois de Paris, qu'il savait dévoués à sa personne. Ces individus, auxquels le duc donna pom-

peusement le nom de notables, l'invitèrent à reprendre le gouvernement égaré depuis trop longtemps dans des mains indignes de le conserver (1).

Le duc voulut bien accéder à ces prières.

Bientôt parurent des ordonnances prescrivant la fabrication d'une monnaie d'un titre plus faible que celui qui avait été fixé à la suite des grandes ordonnances de l'année précédente (2). Ces ordonnances furent-elles publiées par le dauphin de son autorité propre ou avec l'assentiment des états généraux réunis le 13 janvier, c'est ce qu'il est difficile d'affirmer avec quelque certitude. Il est certain, en tous cas qu'elles causèrent à Paris la plus vive émotion.

(1) 13 janvier 1358.

(2) 22-23 janvier et 21 février 1358.

### § III.

#### **Le pouvoir aux mains des bourgeois parisiens.**

Le duc de Normandie avait levé des soldats, mais au lieu de les employer contre l'Anglais, il les avait cantonnés dans Paris et dans les environs. Le bruit se répandit en ville que ces soldats étaient destinés par le lieutenant du roi à mettre les Parisiens à la raison. Une collision devenait imminente.

Un accident, fortuit d'après les uns, préparé par le duc de Normandie, disent les autres, par le prévôt Marcel, selon une troisième version, vint encore aggraver la situation. Un bourgeois de Paris avait

vendu des chevaux au trésorier du dauphin ; il en réclama le prix ; le trésorier refusa de le payer. Une querelle s'éleva entre ces deux hommes , à la suite de laquelle le trésorier fut tué d'un coup de couteau. Réfugié dans l'église de Saint-Merry qui jouissait du droit d'asile, le meurtrier en fut arraché par le maréchal de Normandie, et pendu. Cette exécution froissa vivement les bourgeois. On disait en ville que le droit de *prise* avait été aboli par les ordonnances. Celles-ci avaient autorisé tous les sujets du roi à se défendre à main armée contre ceux qui, au mépris des prohibitions légales, voudraient l'exercer encore. Perrin Marc n'avait point fait autre chose. Il avait légalement frappé le trésorier du duc, ce n'était donc point un meurtrier. En le faisant mourir, les officiers royaux avaient audacieusement transgressé les lois.

Le clergé lui-même se mêla au mouvement provoqué par la mort de Perrin Marc.

L'évêque de Paris excommunia le maréchal de Normandie qui avait violé l'asile de Saint-Merry. On fit au supplicié de magnifiques funérailles. Tout le corps de ville et les principaux bourgeois y assistèrent, témoignant ainsi qu'ils faisaient leur, la cause de leur concitoyen exécuté par les ordres des agents du dauphin. Des réunions publiques furent tenues dans tous les quartiers, et la conduite des maréchaux attaquée avec la plus extrême violence, des députations envoyées au prince pour lui demander de faire dorénavant respecter les ordonnances et d'exécuter ses promesses, notamment ce qui concernait le roi de Navarre, qui n'avait pu obtenir encore la restitution de ses forteresses. L'université joignit ses réclamations à celles du peuple de Paris (1). Au-

(1) Le langage tenu par la députation de l'université fut particulièrement énergique. L'université cependant était essentiellement royaliste, elle l'avait prouvé en défendant à ses suppôts de porter le chaperon aux couleurs de la ville qu'elle



tant en firent les députés des bonnes villes assemblés pour les états (1).

avait considéré comme une livrée de sédition ; mais la conduite tenue par le dauphin avait inspiré aux universitaires, comme à tous les gens éclairés, une défiance singulière. L'orateur de la députation de l'université fut le général des Jacobins. Il s'exprima avec beaucoup de vigueur, rappelant le traité signé entre le roi de Navarre et le dauphin, il déclara que le corps municipal, le clergé parisien et l'université avaient *résolu* que le dauphin exécuterait ce traité. D'autres membres de la députation, accentuant encore les paroles de leur orateur, déclarèrent formellement au prince que, dans le cas où il n'exécuterait pas les conventions arrêtées entre lui et son beau-frère, l'université se déclarerait contre lui.

(1) Cette session des états fut de peu d'intérêt. Deux mesures prises par eux attirèrent seules l'attention : ce furent : 1° une modification à l'assiette de l'aide : 2° l'invitation adressée au duc de Normandie de prendre le titre de régent et d'exercer dorénavant le pouvoir afférent à ce titre. Devenu régent le dauphin était absolument indépendant de son père, qui pendant sa captivité se trouvait ainsi dans une position semblable à celle que les règles constitutionnelles du royaume de France faisaient au roi mineur. Les états généraux espéraient, de cette façon éviter des embarras comme ceux qu'avait fait naître l'année précédente la défense signifiée par le roi Jean à ses sujets d'obéir aux ordres des états. — Le dauphin prit effectivement le titre de régent en mars 1358.

Toutes les démarches furent vaines. Le dauphin ne donna aucune satisfaction aux réclamations des bourgeois. Continuant la politique inaugurée aux halles, ses agents répandaient dans les rangs du même peuple des calomnies chaque jour plus violentes contre les réformateurs, les accusant de trahir la cause des pauvres gens dont le duc avait si grand souci. Les deux maréchaux de Champagne et de Normandie se montraient les plus animés et ne cessaient de se répandre en invectives contre le prévôt des marchands et ses amis. Ils avaient promis au duc, disait-on, de débarrasser le pays de ces mauvaises gens, qui voulaient le tenir en servitude. Ils passaient pour être hommes à tenir leur promesse et à ne reculer devant aucun moyen pour la mettre à exécution.

Ces provocations exaspérèrent les chefs de la bourgeoisie parisienne et les décidè-

rent à prendre les devants. Réunis le 20 février au soir dans la vieille église de Saint-Éloi sous la garde de détachements empruntés aux milices parisiennes et composés presque entièrement de gros marchands ils arrêterent une résolution terrible. Le 22 février le tocsin de Notre-Dame retentit tout à coup. A ce signal, les bourgeois, qui avaient assisté à l'assemblée de Saint-Éloi, se rendent sur la place de Grève accompagnés de gens à leur discrétion. Le prévôt des marchands se trouve bientôt à la tête de plusieurs milliers d'hommes dévoués, gens notables pour la plupart. Il se porte au palais du régent, y pénètre de force, y trouve les deux maréchaux et les fait égorger sous les yeux du prince. D'autres officiers royaux subissent le même sort. Le duc effrayé supplie humblement Marcel de l'épargner. Le prévôt lui déclare qu'il n'a rien à craindre, et, en signe de protection, met sur la tête du prince son propre cha-

peau aux couleurs de Paris. Charles de Valois venait d'avoir son 20 juin.

Le petit peuple n'avait pris aucune part au mouvement. A peine avait-il fourni à Marcel le contingent de désœuvrés qu'on trouve toujours dans une grande ville partout où se passe quelque événement extraordinaire. Du moins les quelques hommes du peuple qui avaient prêté à ce mouvement leur coopération matérielle, n'avaient-ils agi que sous les ordres du prévôt, des échevins et des plus gros marchands de Paris. L'attaque du palais, l'assassinat des maréchaux étaient le fait exclusif de la bourgeoisie. La journée du 22 février n'avait point été, comme il arrive d'ordinaire, l'explosion de la colère populaire, sinon l'exécution raisonnée d'un projet mûrement délibéré, arrêté et préparé par les principaux bourgeois. Bien loin d'être l'œuvre du peuple, elle avait été faite contre lui. Le but que les bourgeois s'étaient proposés d'atteindre était en ef-

fet, le principal d'entre eux l'a déclaré, « d'empêcher la grande commotion que les menus encouragés par le dauphin et ses acolytes devaient faire en la ville de Paris, pour détruire le prévôt et ceux qui pensaient comme lui. » C'était pour assurer leur sécurité et les réformes qu'ils avaient réalisées qu'ils avaient pris les armes. Ils pensaient sans doute agir dans l'intérêt du bien public. L'avenir a prouvé que leurs craintes étaient fondées. Mais il eurent le tort, pour assurer le triomphe d'une cause qu'ils croyaient juste de ne point reculer devant un crime, et pour fonder en France un gouvernement régulier, de faire appel à la violence.

Il ne faudrait point cependant juger trop sévèrement la conduite d'Étienne Marcel. En frappant les conseillers du régent, le prévôt s'était abstenu de toute violence directe envers celui-ci. Le meurtre des maréchaux n'avait été que la mise en pratique, d'une façon fort rude certainement, du principe que

les conseillers d'un roi doivent être responsables des avis qu'ils donnent. Les ordonnances reconnaissaient expressément aux citoyens le droit de se défendre les armes à la main contre ceux qui enfreignaient la loi. La conduite des bourgeois avait donc été, à un certain point de vue, légale, si le meurtre pouvait jamais être légal.

En sortant du palais, le prévôt des marchands se rendit à la Maison aux Piliers. Le tocsin y avait attiré une grande foule. Marcel la harangua. Il expliqua ce qu'il venait de faire, affirmer qu'il avait agi dans l'intérêt de tous, en faisant justice de mauvais traîtres, et demanda aux Parisiens de le soutenir. Il fut acclamé, comme le duc de Normandie l'avait été quelques semaines plus tôt, comme devait l'être, bien peu de temps après, Jean Maillard. Puis, accompagné par la plupart des gens qui se trouvaient sur la grève, il retourna auprès du dauphin, lui dit avec quels applaudissements le peuple de Paris

avait accueilli la nouvelle de la mort des maréchaux, et finit en le priant de déclarer « qu'il trouvait bon ce qui avait été fait ». Le prince fit toutes les déclarations qu'on voulut, promit d'avoir pour agréable tout ce qu'entreprendraient les bourgeois de sa bonne cité de Paris, et ordonna que dorénavant ses gens de service portassent le chaperon aux couleurs de la ville. Marcel envoya lui-même au prince, au nom de la municipalité, les pièces d'étoffe nécessaires pour confectionner ces chaperons.

Paris avait ratifié les actes de ses magistrats, mais ceux-ci ne prétendaient pas avoir fait l'affaire de Paris seul, sinon celle du pays entier. Ils voulurent se faire avouer par les représentants des bonnes villes. Dès le lendemain ils convoquèrent les députés présents à Paris. Robert de Corbie, député d'Amiens, rendit compte des événements de la veille,

exposa les motifs qui avaient engagé le prévôt des marchands et ses collègues à agir ainsi qu'ils l'avaient fait, et conclut en demandant aux députés des bonnes villes de rester fermes dans leur alliance avec Paris. Nul n'osa contredire. Marcel pour le moment ne demandait rien de plus.

L'approbation des états obtenue, le prévôt des marchands pria le duc de Normandie de se rendre au parlement, et là, en présence des magistrats de la cour, du conseil municipal et d'un grand nombre de bourgeois, il le requit de tenir dorénavant la main à l'exécution des ordonnances, et d'écarter de son conseil tous les gens suspects d'hostilité pour la cause populaire. La commission des 34 fut rétablie; le prévôt des marchands, les échevins de Paris, et un député d'Amiens, Robert de Corbie, appelés à prendre séance au conseil.

Malheureusement ce n'était point devant la nation entière, et devant la volonté régu-



lièrement exprimée de celle-ci mais devant Paris et la sédition, que le prince avait capitulé.

Quelque complet que put paraître le succès obtenu , le prévôt n'était pas sans inquiétude sur l'effet que produirait en province la journée du 22 février. L'approbation donnée par les députés des villes aux entreprises de Marcel et de ses amis n'impliquait en aucune façon l'adhésion des populations elles-mêmes. Celles-ci avaient désavoué leurs mandataires dans trop de circonstances pour qu'il n'y eût pas à craindre qu'elles ne se séparassent d'eux dans les conjonctures présentes.

Sans doute, il n'y avait point à redouter, de la part des villes, de protestations bien vives. La victoire était restée à la sédition, et les coups de force qui réussissent trouvent en général plus d'admirateurs que d'opposants. Mais il fallait tenir compte des sentiments de jalousie que les provinces avaient, en diverses occurrences déjà , témoigné au regard de la

ville de Paris. Il importait de les ménager. Dans ce but, il fut arrêté, par les chefs du mouvement, que les villes seraient avisées officiellement des événements qui venaient de se produire, non par le prévôt, mais par le roi de Navarre, sur la popularité duquel on comptait.

Rouen, Laon, Sens, Meaux assurèrent le corps municipal de Paris de leur adhésion. Les choses se passèrent de même dans les villes plus directement soumises à l'influence du roi de Navarre, Amiens par exemple. Mais dans nombre d'autres cités, en Champagne, sur les bords de la Loire, dans le Soissonnais, la conduite des magistrats parisiens fut l'objet de blâmes sévères.

#### § IV.

**Première réaction contre les réformateurs dans les provinces et à Paris même. Divisions entre les bourgeois et la populace.**

A Paris même l'approbation était loin d'être unanime. Pour arrêter les progrès d'une opposition dont il redoutait les effets, le prévôt, entraîné rapidement sur la pente des violences, fit mettre à mort, sous prétexte de conspiration, plusieurs bourgeois soupçonnés d'attachement aux maréchaux et de dévouement à la personne du prince. Le roi de Navarre, bien que fort peu scrupuleux de sa nature, n'osa s'allier encore étroitement avec le prévôt. Il ne reprochait pas à celui-ci d'avoir, pour assurer le triomphe de ses projets,

en recours à l'assassinat , mais il ne pouvait oublier que les victimes étaient des gentilshommes. Arrivé à Paris quelques jours après, le 24 février, il ne tarda pas à quitter la ville.

Quant au duc de Normandie , il se sentait, malgré le titre de régent qu'il venait de prendre, à la discrétion des bourgeois , tant qu'il resterait à Paris. Tous ses efforts tendirent dès lors à sortir de la ville. Il y réussit ; on ne sait si ce fut de l'assentiment des magistrats parisiens qui redoutaient l'influence du prince sur les petites gens ou contre leur volonté ; en tous cas, le départ du régent allait avoir de fâcheux résultats. Hors Paris le prince recouvrait une liberté d'action qui devait être préjudiciable à la cause populaire ; il pouvait réunir autour de lui tous les éléments de résistance à la domination parisienne que contenait encore le pays, exploiter la jalousie des bonnes villes contre Paris, rassembler les gentilshommes que la mort des maréchaux avait exaspérés et avec leur

aide tenir tête au prévôt, sinon le mettre à la raison. A peine en liberté, il réunit les états des provinces où il comptait le plus de partisans. Il convoqua à Senlis ceux de Picardie et de Beauvoisis (1), à Provins ceux de Champagne (2). Les états de Picardie se montrèrent peu disposés à lui prêter un concours bien actif : il en fut autrement des états de Champagne. Les députés des villes y étaient en minorité, les gentilshommes nombreux. Parmi eux se trouvaient beaucoup de parents et d'amis du sire de Conflans, l'un des maréchaux mis à mort par les bourgeois de Paris. Le régent se montra à leur égard plein d'attentions et de flatteries. Il mit de côté, pour s'assurer leur bon vouloir, l'étiquette ordinaire, leur offrit un banquet et les fit, sans distinction d'ordre, asseoir à sa table. Les envoyés de la ville de Paris ne purent, malgré

tous leurs efforts, contrebalancer l'effet des manœuvres royales, ni apaiser la colère qu'éprouvaient les nobles de Champagne contre les meurtriers de l'un des leurs. Les gentilshommes requièrent le régent de punir exemplairement les assassins du maréchal de Conflans, déclarèrent qu'ils ne rentreraient point à Paris tant que justice ne serait pas faite, et offrirent au prince, pour arriver à ce résultat, le concours le plus dévoué. Ils lui demandèrent, vu l'absence de quelques-uns des leurs, de vouloir bien indiquer une nouvelle réunion des états à une date qui permit à tous d'y assister. Le régent fixa le 29 du même mois, à Vertus. Puis il fit occuper par surprise la citadelle de Meaux, située sur la Marne, position importante d'où l'on pouvait arrêter les convois de grains destinés au ravitaillement de Paris et d'où les gens d'armes du régent pouvaient, sans danger, battre la campagne parisienne.

Après l'occupation de Meaux et les déclarations de Provins, aucun doute ne pouvait rester à personne sur les intentions du dauphin et de la noblesse. Le prévôt mit immédiatement Paris en état de défense. Il trouva dans la plupart des habitants de la ville un énergique appui. La milice bourgeoise, bien organisée et bien commandée par des chefs qu'elle avait elle-même élus, fournit près de 30,000 combattants à la garde des remparts. Les maisons des faubourgs en dehors des murs d'enceinte furent rasées. Parmi elles, se trouvaient, sur la rive gauche de la Seine, un certain nombre de couvents appartenant aux ordres des Jacobins, Cordeliers et Chartreux. Ces religieux, issus presque tous du peuple, en contact quotidien par la prédication avec la population parisienne, partageaient les passions de celle-ci. Ils prêtèrent au prévôt une vigoureuse assistance. Non contents de démolir eux-mêmes celles de leurs maisons qui pouvaient entraver la défense

de la place, ils offrirent au corps municipal de travailler aux fortifications et d'abandonner à la ville, pour faire face aux frais de la lutte, une notable portion de leurs biens.

Mais les magistrats parisiens ne trouvèrent point partout la même abnégation. S'ils pouvaient compter sur les citoyens intelligents qui ne se faisaient point d'illusions sur les projets du régent, ils avaient à lutter contre le mauvais vouloir d'un nombre relativement assez considérable de bourgeois. Les mesures de défense prises par le corps municipal portaient un préjudice notable aux riches marchands, presque tous propriétaires de maisons dans les environs immédiats de la ville. Beaucoup de ces gens trouvèrent que la guerre qu'on allait soutenir contre M<sup>gr</sup> le régent était une entreprise bien hasardeuse, et qu'en tous cas elle commençait à être très-onéreuse. Quelques-uns pensaient, sans oser le dire encore, en public au moins, que les abus reprochés à



la royauté, ne coûtaient pas plus cher à la bourgeoisie que les agissements de M. le prévôt et du corps municipal; que ceux-ci avaient porté à la fortune publique et privée des atteintes plus graves que les anciens édits monétaires, et la taille à volonté; enfin, que depuis le moment où Marcel avait prétendu diriger les affaires du pays, celui-ci n'avait cessé d'être profondément troublé. C'était un grave symptôme que l'apparition de ces sentiments nouveaux chez bon nombre de parisiens opulents. A l'appui dévoué et à peu près unanime de la bourgeoisie les réformateurs avaient dû de pouvoir jusqu'alors, et sans trop de désavantages, lutter contre les entreprises du régent. Cet accord menaçait de se rompre. Marcel et ses collègues étaient arrivés à ce moment singulièrement critique pour tous les gouvernements qui commencent, où ils sont, après s'être établis en promettant de satisfaire les intérêts en souffrance, contraints par la force des choses à

porter atteinte à ces intérêts. Épreuve terrible et à laquelle bien peu peuvent résister.

Cependant la cause soutenue par le prévôt inspirait encore confiance à beaucoup de gens. Alors que le régent était réduit aux expédients, Marcel trouvait moyen de négocier, au nom de la ville, un emprunt considérable. Il se procurait, en saisissant, par un heureux coup de main, l'artillerie du Louvre, les canons et le matériel de guerre dont il avait besoin pour la défense de Paris. Avant d'engager définitivement une lutte dont l'issue pouvait être fatale à sa cause, il voulut tenter une dernière démarche. Il adressa au régent une lettre par laquelle il mettait le prince en demeure de remplir les promesses par lui faites aux états et à la municipalité parisienne, et volontairement confirmées aux halles.

Copie de cette lettre fut, par les soins du prévôt des marchands, transmise aux bonnes villes de France et aux communes flamandes.

La démarche de Marcel resta infructueuse. Le régent considéra la lettre du prévôt comme une nouvelle insulte.

Les communes de Flandre ne pouvaient donner aux Parisiens un concours effectif. Quant aux villes de France, elles ne crurent pas de leur intérêt de se mêler à la lutte que Paris soutenait contre le régent. Elles étaient d'ailleurs, pour la plupart, épuisées par la guerre et exposées aux incursions des Anglais. Presque toutes, en dehors des aides qu'elles payaient à la royauté, pour mettre celle-ci en état de pourvoir à la défense nationale, étaient contraintes, pour se protéger contre l'ennemi, de soudoyer elles-mêmes des hommes d'armes. Les plus dévouées au prévôt, Meaux, Troyes, Senlis, étaient occupées par les compagnies du dauphin. Rouen avait eu avec Paris des démêlés au sujet de la navigation de la Seine. Les marchands rouennais espéraient, en abandonnant la capitale, se concilier la faveur du

sujets du royaume devaient également subir la charge de l'impôt, recevait, de ceux mêmes qui l'avaient le plus longtemps combattu, une consécration nouvelle. Une assemblée provinciale, composée de gens dévoués au régent, dominée dès les premiers jours par les prélats et par les gentilshommes qui en faisaient partie, soumettait à l'impôt clercs et nobles, comme bourgeois et vilains, et retirait aux représentants de l'autorité royale le maniement des fonds à provenir de cet impôt.

Il en fut de même à Compiègne où le régent réunit, le 4 mai suivant, les états généraux du royaume convoqués originairement pour le 2 mai à Paris. Le lieu de la réunion avait été changé dans le but de soustraire les états à l'influence des bourgeois parisiens, et assurer ainsi, disaient les fidèles, leur indépendance. Le régent pour rendre,

Les états de Champagne venaient de se réunir à Vertus (1) ainsi qu'il avait été convenu le mois précédent : ils avaient voté les subsides qui leur avaient été demandés. Les gens d'Église durent acquitter un impôt de 10 % sur leurs revenus, les nobles 5 % de la rente de leurs domaines, les villes fournir un homme d'armes par 70 feux ; les habitants du plat pays et les serfs, les premiers, un homme par 100, les autres, un homme par 200 feux. Les états avaient décidé que l'impôt voté serait réparti et levé par des délégués nommés par eux, lesquels non-seulement contrôlèrent l'emploi des fonds, mais les emploieraient eux-mêmes aux fins fixées par les états. Un dixième seulement du produit de l'aide avait été accordé au régent pour ses dépenses personnelles.

Ainsi, le grand principe défendu avec tant d'énergie par les bourgeois, que tous les

(1) 29 avril 1358.

sujets du royaume devaient également subir la charge de l'impôt, recevait, de ceux mêmes qui l'avaient le plus longtemps combattu, une consécration nouvelle. Une assemblée provinciale, composée de gens dévoués au régent, dominée dès les premiers jours par les prélats et par les gentilshommes qui en faisaient partie, soumettait à l'impôt clercs et nobles, comme bourgeois et vilains, et retirait aux représentants de l'autorité royale le maniement des fonds à provenir de cet impôt.

Il en fut de même à Compiègne où le régent réunit, le 4 mai suivant, les états généraux du royaume convoqués originairement pour le 2 mai à Paris. Le lieu de la réunion avait été changé dans le but de soustraire les états à l'influence des bourgeois parisiens, et assurer ainsi, disaient les fidèles, leur indépendance. Le régent pour rendre,

sans doute, cette indépendance plus complète, fit délibérer les états sous la pique des gens d'armes. Paris et les principales villes s'étaient abstenues d'envoyer aucun député; les nobles seuls et les représentants du clergé étaient en nombre. Leur premier soin fut de demander au régent de chasser de son conseil l'évêque de Laon, Lecoq, qu'on savait dévoué au prévôt Marcel et aux idées nouvelles. Lecoq, contraint de quitter Compiègne, se réfugia à Paris. Les délibérations des états ne furent que de longues récriminations contre les misérables vilains qui, depuis deux ans, sous couleur de réformes, n'avaient cessé de troubler le royaume, et contre les habitants de Paris qui s'étaient fait leurs complices. Toutefois on fut obligé de reconnaître que ces vilains, qu'on injuriait si fort, n'étaient point « sans avoir fait aucunes bonnes choses et raisonnables.., mises là, » ajoutait-on, « afin de colorer leurs autres entreprises; » mais qui, enfin, étaient si

raisonnables que les gens réunis à Compiègne ne trouvèrent rien de mieux à faire que de les imiter. L'aide, ainsi qu'il avait été fait aux états réunis à Paris ne fut octroyée au régent, que pour un an. Elle affecta la forme démocratique d'une taxe sur le revenu, et frappa à la fois nobles, clercs, vilains ou serfs, n'exceptant absolument que les mendiants. Des commissaires furent appointés par les états à l'effet de poursuivre les officiers royaux coupables ou suspects de malversation. Il fut édicté (ordonnance du 14 mai) que les affaires du royaume seraient délibérées par le régent en conseil; que ces délibérations ne seraient valables qu'autant qu'un nombre déterminé de conseillers y auraient pris part; que les conseillers devraient signer les procès-verbaux des séances où ils siègeraient, et la minute des délibérations prises en leur présence, le chancelier, refuser de contresigner tout ordre ou toute lettre expédiée sans l'accomplissement de toutes ces formalités.



A ces ordres, les sujets ne seraient pas tenus de se soumettre (1).

C'étaient, ou peu s'en faut, à part le choix des membres du conseil que les états n'avaient point revendiqué pour eux, les garanties mêmes réclamées par les états de Paris, et contre lesquelles le duc de Normandie n'avait jusqu'alors cessé de protester.

Les résolutions prises par les états de Compiègne ne devaient pas d'ailleurs recevoir sérieuse exécution; le régent le savait. Le nombre des députés du tiers avait été si peu considérable qu'il était à peu près certain que les bonnes villes refuseraient de se soumettre aux mesures ordonnées par les états. Pour parer aux difficultés qu'il prévoyait, le prince prit le parti de requérir les villes qui n'avaient point été représentées à l'assemblée de lui envoyer des députés spéciaux, avec mission de s'entendre directement avec lui sur les différents sujets qui avaient

(1) 14 mai 1358.

été soumis aux états, et notamment sur l'aide à fournir par leurs concitoyens.

Cette convocation fut assez mal accueillie par ceux auxquels elle s'adressait. A Amiens, au reçu des lettres du régent, les bourgeois se réunirent en assemblée générale et décidèrent qu'il ne serait point obtempéré aux ordres royaux, qu'on n'enverrait pas de députés et qu'on ne paierait point de taxes. En réponse à la communication qui lui avait été faite, le corps municipal fit savoir au prince que s'il voulait venir à Amiens, il y serait le bien venu, mais à condition de s'y rendre sans escorte de gens d'armes, la présence de ceux-ci pouvant devenir l'occasion de rixes dangereuses. Au reçu de cet avis, qu'il considéra comme un outrage, le régent prit avec des troupes le chemin d'Amiens. Aussitôt que le bruit de son approche en pareille compagnie se répandit dans la ville, le commun peuple s'assembla et contraignit le corps municipal à faire appel aux milices communales, et à les faire mar-

cher contre le dauphin. Les petites villes du Beauvaisis armèrent leurs contingents. Le régent dut arrêter sa marche.

La ville de Laon, à l'instigation de son évêque, Lecoq, refusa également de payer l'aide votée à Compiègne. La plupart des villes du Nord en firent autant.

On ne pouvait penser que les Parisiens consentiraient à acquitter un impôt voté à la demande de leurs ennemis, et dont le produit devait être employé à leur faire la guerre. Cependant le régent écrivit au prévôt des marchands pour l'engager à faire élire par les bourgeois les délégués chargés de présider à la perception de l'aide. Ordre était donné à Marcel, dans le cas où les bourgeois refuseraient de se réunir à ces fins, ou tarderaient à le faire, de choisir lui-même les commissaires à la perception et de commencer immédiatement le recouvrement de l'impôt voté à Compiègne.

La dépêche du prince fut communiquée au peuple de Paris dans les assemblées de quartier et devint l'objet de discussions extrêmement vives. Les partisans de la paix étaient nombreux. Le prévôt comprit qu'il ne fallait pas, dès l'abord, et par une précipitation intempestive faire d'adversaires déjà incommodes, des ennemis déclarés. Il savait d'ailleurs combien une lutte ouverte contre le dauphin pouvait être chanceuse, et combien la désertion des villes des provinces en rendait pour Paris l'issue périlleuse. Il détermina le corps municipal à faire parvenir au régent des propositions pacifiques. L'université servit d'intermédiaire. La ville se déclarait prête à faire amende honorable et demandait seulement vie sauve pour ceux qui avaient offensé le régent. Celui-ci, comme condition préalable à tout arrangement, exigea qu'on lui livrât les principaux coupables pour en faire à sa volonté. La négociation fut rompue. On reprocha plus tard amèrement

au prévôt l'insuccès de ces pourparlers. On dit que, dans un intérêt purement personnel, les coupables avaient compromis la ville entière et mis en péril la vie et la fortune de leurs concitoyens innocents.

Au lieu de nommer des collecteurs pour l'impôt, les Parisiens reprirent leurs préparatifs de défense.

## § V.

### **Le peuple des campagnes. — La Jacquerie.**

La perception des taxes votées à Compiègne était donc devenue, dans beaucoup de villes, surtout dans les plus grandes et les plus riches, à peu près impossible. Restaient les campagnes (ce qu'on appelait le plat pays), qui devaient, ainsi qu'il avait été voté à Compiègne entretenir, 1 homme pour 100 feux en certains pays, un par 200 feux en certains autres. Cet impôt fut perçu avec d'autant plus de rigueur que la résistance des villes avait causé, dans les caisses du régent, un déficit qu'il importait de ne point augmenter.

Mais à peine les états s'étaient-ils séparés

et le recouvrement de l'aide avait-il commencé dans les campagnes, qu'éclata un terrible soulèvement. Les paysans du Beauvoisis, de la Picardie, du Soissonnais, de l'Isle de France coururent sus aux collecteurs d'impôts, aux nobles, en massacrèrent un grand nombre et pendant quelques semaines, mirent à feu et à sang le pays situé entre la Somme et l'Yonne (1).

On a imputé aux excitations du prévôt cette révolte connue dans l'histoire sous le nom de Jacquerie. La royauté a prétendu faire retomber sur la bourgeoisie parisienne la responsabilité des excès et des crimes commis par les paysans. Marcel, dans une lettre adressée aux bonnes villes, a énergiquement repoussé cette imputation. Tout porte à croire qu'il était sincère. La révolte locale de la Jacquerie ne fut que l'effort désordonné de quelques misérables pour se-

(1) 21 mai — 15 juin 1358.

couer le joug de fer qui les étreignait. Elle fut inspirée par un seul sentiment, la misère, et n'eut qu'un seul but, la vengeance.

La conquête romaine avait peuplé les campagnes d'esclaves : l'invasion avait refoulé dans les villes le peu d'hommes libres que la centralisation impériale y avait laissés. La féodalité s'était établie solidement dans le plat pays et avait écrasé les populations rurales. Quelques soulèvements, tentés à diverses époques par les serfs exaspérés, n'avaient servi qu'à rendre la condition de ceux-ci plus déplorable encore. Au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle le paysan avait à peu près la valeur des bestiaux qui cultivaient avec lui la glèbe du seigneur ; c'était une chose, ce n'était point un homme. Il ne comptait pour rien dans le pays. Le demi-siècle qui venait de s'écouler avait porté la misère des serfs à son comble. Écrasées de prestations, de redevances, décimées par la peste, rançonnées par l'Anglais, pressurées par les barons, dont il avait fallu, après Courtray,



après Crécy, après Poitiers, acquitter les rançons et payer les folies, épuisées aussi par l'impôt royal, les populations des campagnes étaient tombées au dernier degré de l'abjection et du désespoir. Elles étaient absolument hors d'état de supporter de nouvelles charges. Aussi, lorsqu'on vint leur réclamer l'aide votée à Compiègne, refusèrent-elles de l'acquitter. On voulut les y contraindre par la force, elles résistèrent, et leur résistance prit un caractère atroce. Une fois sortis de cette apathie sous laquelle ils cachaient d'ordinaire leurs souffrances, les paysans essayèrent de se venger de tous leurs oppresseurs, et surtout des gentilshommes dont la tyrannie odieuse pesait depuis si longtemps sur eux.

La Jacquerie éclata au moment même où le recouvrement de l'aide était poursuivi dans le plat pays, et demeura circonscrite aux provinces où l'impôt fut levé : elle eut pour adversaire principal l'allié du prévôt Marcel,

le roi de Navarre. En faut-il davantage pour établir qu'elle n'a point été fomentée par les bourgeois, qu'elle a eu pour cause déterminante la perception des taxes de Compiègne. S'il était absolument nécessaire d'imputer à quelqu'un la responsabilité de ce soulèvement, cette responsabilité incomberait au régent qui avait rendu la révolte inévitable en voulant arracher de l'argent à des malheureux qui n'en avaient pas.

Sans doute, dès l'abord, les bourgeois virent, sans déplaisir, éclater une sédition qui devait donner à leurs adversaires le plus sérieux des embarras. Ils éprouvèrent peu de regrets de la mort des gentilshommes du Beauvoisis ou du Soissonnais qui avaient si bien affiché, à Compiègne leur haine contre les bourgeois et la cause soutenue par ceux-ci. Depuis les états de Provins et ceux de Vertus la population parisienne considérait les nobles comme des ennemis publics; à peine faisait-elle exception en faveur du

roi de Navarre. Elle se défiait de tous ceux qui, par leur naissance, appartenaient aux classes privilégiées, et ne pardonnait qu'à ceux « qui reniaient gentillesse et noblesse. » Les Jacques, en frappant les barons, faisaient donc l'affaire des réformateurs ; mais ceux-ci repoussèrent toujours avec horreur toute solidarité dans les agissements des paysans soulevés. Il fallut, dans certaines localités, que les révoltés employassent la violence pour décider les personnages importants de leur pays, appartenant à la classe bourgeoise, à marcher avec eux (1). Bien loin d'exciter la violence des Jacques, tous les efforts des bourgeois tendirent à en atténuer la portée.

Ils essayèrent toutefois, c'est une vérité qu'il n'est pas permis de contester, de tirer parti, dans l'intérêt de leur cause, de la diversion

(1) Le régent le reconnut lui-même dans les lettres de rémission accordées plus tard à quelques-uns de ceux qui avaient pris part à la rébellion.

puissante que le hasard leur offrait. Étienne Marcel se mit en rapport avec les chefs principaux des révoltés, et il tenta de les amener à combiner avec les Parisiens une action commune. C'était entreprendre une tâche singulièrement difficile. Les Jacques s'étaient soulevés, avaient tué les gentilshommes, brûlé les châteaux, dévasté les domaines, chacun de son côté, sans plan arrêté. Peu leur importaient les projets poursuivis par les gros bourgeois de Paris, d'Amiens ou de Rouen. Ils ne les comprenaient pas et n'essayaient pas de les comprendre. Ils n'y portaient et ne pouvaient y porter aucune espèce d'intérêt. Pouvoir royal contrôlé, administration régulière des finances de l'État, emploi judiciaires des impôts votés, stabilité dans les monnaies, justice plus prompte et plus rapide, c'étaient là des choses inintelligibles pour des serfs, taillables à volonté. Ils n'avaient que faire de tout cela. Ils avaient pendant de longues années courbé la tête et souffert en

silence. Ils avaient la force aujourd'hui ; ils voulaient à leur tour faire souffrir leurs tyrans. C'était là toute leur politique. Ils n'éprouvaient pour les bourgeois des villes qu'une médiocre sympathie. Ils étaient bien près de les confondre avec les gentilshommes qui avaient tant maltraité les pauvres habitants du plat pays. Le citadin qui débattait avec le roi le chiffre des taxes qu'il devait payer, qui pouvait entrer au conseil royal, et remplir les plus hautes charges de l'État, n'était pas, aux yeux des malheureux paysans, de la même race que le serf, corvéable à merci, obligé de travailler sans relâche à une terre dont les produits appartenaient à un autre que lui.

Il était donc difficile aux magistrats parisiens de trouver dans de tels hommes des auxiliaires utiles. En vain voulurent-ils donner aux mouvements désordonnés des Jacques en délire une direction raisonnable ; leurs efforts échouèrent complètement. Ils profitèrent seu-

lement du trouble profond où la révolte des paysans avait plongé le régent et la noblesse pour compléter la mise en état de défense de la ville de Paris. Des colonnes mobiles de Parisiens armés furent formées par le prévôt pour opérer dans les environs de la ville. Ces colonnes se portèrent sur les châteaux appartenant aux conseillers les plus dévoués du régent et les détruisirent. Au reste la diversion produite par la Jacquerie dura peu de temps. L'insurrection cessa rapidement de s'étendre; l'époque de la moisson approchait. Les serfs des districts non encore soulevés ne songèrent qu'à recueillir leurs récoltes; ceux qui avaient déjà pris les armes pensèrent à retourner chez eux. Ils se débandèrent.

Cependant les nobles, remis de leur premier étonnement, s'apprêtaient à réprimer énergiquement la révolte. Tous les gentilshommes de France avaient compris qu'il fallait étouffer dans son berceau le soulève-

ment des paysans. Ils offrirent leur concours à leurs frères du Beauvoisis et de l'Isle de France. Plusieurs membres de l'aristocratie anglaise, oubliant la guerre qui divisait les deux pays, pour ne songer qu'aux intérêts de leur caste, offrirent leur épée à la noblesse française. Le roi de Navarre lui-même laissant de côté pour un moment sa haine contre le régent et ses prétentions politiques, se souvint qu'il était gentilhomme. Il courut sus aux Jacques à la tête de ses gens d'armes, s'empara de l'un de leurs principaux chefs, le fit mettre à mort au milieu des plus atroces tourments, massacra plusieurs milliers de ces malheureux. De toutes parts les nobles en force reprirent l'offensive et taillèrent en pièces les serfs soulevés.

Les Parisiens tentèrent, avant que la destruction complète des Jacques eût rendu aux chevaliers du régent leur liberté d'action, un dernier et vigoureux effort. D'accord avec les bourgeois de Meaux, ils essayèrent

de s'emparer de la citadelle de cette ville qui barrait la Marne et empêchait l'approvisionnement de Paris (1). Ils échouèrent, malgré le courage déployé par leurs archers. La garnison, soutenue en temps utile par des gens d'armes venus de Châlons, en massacra un grand nombre. La ville de Meaux fut mise à sac, ses magistrats municipaux, soupçonnés d'appartenir à la faction parisienne et d'avoir prêté leur concours aux entreprises d'Étienne Marcel, égorgés, la plupart des habitants jetés à la Marne, les autres expulsés de leurs maisons. La royauté et la noblesse prétendirent rendre la bourgeoisie responsable des violences commises par les paysans. On frappa indistinctement tous ceux qui n'appartenaient pas à l'ordre de la noblesse. Les populations des villes furent décimées comme celles des campagnes.

Le prévôt des marchands, au nom de la

(1) 10 juin 1358.



ville de Paris, dénonça ces excès aux bonnes villes de France et de Flandre. Il espérait que les violences commises par les nobles ouvriraient les yeux des provinciaux, que ceux-ci comprendraient enfin qu'en luttant contre le régent et contre la noblesse, en défendant énergiquement les conquêtes politiques de 1357, la ville de Paris ne soutenait pas seulement sa propre cause, mais celle de toutes les autres villes. Cet appel comme les précédents fut infructueux ; il ne fut entendu du moins que par les bourgeois des pays où la réaction féodale sévissait avec le plus de rigueur. Les villes du Laonnais, du Soissonnais, de la Picardie armèrent leurs milices et repoussèrent vigoureusement toutes les attaques dirigées contre elles. Les bourgeois de Senlis infligèrent à la noblesse du Beauvoisis un sanglant échec ; mais ce furent là des efforts isolés. Absorbées par le soin de leur propre défense, les villes du Nord ne pouvaient donner aux Parisiens aucun secours.

Les cités de la Normandie, de l'Orléanais et des bords de la Loire, peu soucieuses, pour éviter des misères dont elles ne souffraient point encore et auxquelles elles espéraient échapper, de s'exposer aux dangers que ne manquerait pas d'attirer sur elles une alliance avec Paris, restèrent absolument inactives.

## § VI.

### **Insuccès définitif de la Révolution. — Causes de cet insuccès.**

Paris livré à lui-même eût peut-être lutté avec succès contre le régent si les divisions qu'il, dès les premiers jours de la guerre, avaient commencé à se manifester, n'étaient devenues plus profondes. Lésés dans leurs intérêts par la continuation des hostilités, les riches marchands de Paris se montraient de plus en plus mal disposés envers le prévôt. Terrifiés des excès commis par les Jacques, craignant que la populace de Paris ne se portât contre les bourgeois aisés, aux mêmes violences que les paysans contre les gentilshom-

mes, désireux avant tout de ne pas s'exposer au ressentiment du dauphin et d'échapper aux châtimens terribles qui frappaient les auteurs de sédition, ils n'eurent bientôt qu'une pensée, faire à tout prix la paix avec le prince. Le prévôt des marchands prit contre ces gens des mesures énergiques. Deux bourgeois, accusés d'avoir servi d'agens au régent et trahi la cause de leurs concitoyens, furent arrêtés et pendus. Cette exécution sur laquelle Marcel comptait pour terrifier ses ennemis tourna à son désavantage. Le bourreau ayant été pris d'une attaque d'épilepsie, le bruit se répandit dans le peuple que Dieu réprouvait de semblables exécutions, qu'il avait, en mettant sur l'échafaud même le bourreau hors d'état de remplir son office, témoigné son déplaisir. Le clergé des paroisses de Paris, aussi peu favorable à la cause soutenue par Marcel que les ordres mendiants s'y montraient dévoués, exploita fort habilement la

superstition des classes les moins éclairées de la population. Il insinua que ceux qui combattaient contre leurs princes légitimes, représentants du Seigneur sur la terre, s'exposaient aux plus grands malheurs et réussit à persuader à nombre de gens religieux et crédules, qu'il fallait, à peine de damnation, rentrer en l'obéissance de monseigneur le régent.

Les chefs du gouvernement parisien n'ignoraient pas les dispositions hostiles d'une portion des habitants. Ils pensèrent que le moment était venu de mettre à exécution le projet qu'ils avaient conçu et de s'assurer définitivement le concours, sinon la complicité du roi de Navarre. Ils offrirent à celui-ci le titre de capitaine de Paris avec le commandement de la ville et des milices bourgeoises, c'est-à-dire une dictature à peine déguisée.

C'était une faute très-grave, et que ne pouvait excuser le besoin où se trouvaient

le prévôt des marchands et ses collègues du corps municipal de se faire des alliés. Ce n'était plus en effet l'alliance des bourgeois de Paris et des bonnes villes de France que les magistrats parisiens offraient au roi de Navarre, c'était le secours de celui-ci qu'ils venaient humblement solliciter. Le roi de Navarre savait fort bien qu'il n'avait point à accepter de conditions, que ses nouveaux alliés seraient trop heureux de se soumettre à celles qu'il voudrait bien formuler lui-même. C'était donc en réalité un maître que le prévôt appelait à Paris.

Le roi de Navarre accepta sans hésiter l'offre qui lui était faite et se dirigea immédiatement sur Paris avec une nombreuse troupe d'hommes d'armes. Par une circonstance malheureuse et que les ennemis du prévôt des marchands devaient plus tard cruellement reprocher à celui-ci, se trouvaient dans les bandes navarraises un certain nombre d'Anglais.

Les magistrats parisiens n'étaient pas sans redouter les suites de la grave mesure qu'ils venaient de prendre. Les négociations qu'ils avaient suivies avec le roi de Navarre avaient été tenues secrètes. La population n'en avait point été et n'avait pu en être avisée. Elle avait, à une autre époque, témoigné d'un ardent enthousiasme pour le roi; mais la conduite de celui-ci pendant la Jacquerie avait été fortement improuvée par le petit peuple : on pouvait craindre que la populace accueillît mal le capitaine qu'il avait plu à Étienne Marcel et à ses amis de lui donner, et qu'elle trouvât mauvais qu'on eût disposé de Paris sans la consulter. Pour éviter des complications qui pouvaient devenir sérieuses, il fut entendu entre le roi de Navarre et le prévôt que le roi entrerait en ville sans prendre son titre de capitaine, et qu'on essaierait de donner, à l'exécution du traité arrêté entre lui et la municipalité, le caractère d'une grande manifestation populaire. Le roi de

Navarre joua habilement son rôle. Dès le jour de son arrivée, il fit annoncer qu'il se rendrait à la Maison aux Piliers et qu'il y ferait publiquement connaître son opinion sur la situation du pays. Une foule considérable se porta à la Grève pour l'entendre. Le prévôt et les échevins avaient eu soin d'y réunir leurs partisans les plus dévoués. Le prince harangua les bourgeois avec beaucoup d'habileté. Il se déclara attaché jusqu'à la mort à la population parisienne à laquelle il devait la liberté. Ce discours produisit, paraît-il, bon effet ; de vifs applaudissements se firent entendre.

Aussitôt l'un des échevins, Toussac, homme fort éloquent et qui passait pour avoir sur le peuple une grande influence, prit la parole. Il fit l'éloge du roi de Navarre, rappela les titres qu'avait celui-ci à la confiance publique et les gages qu'il avait déjà donnés de son dévouement à la cause soutenue par les Parisiens. Il annonça que le corps municipal



avait demandé au roi d'accepter le titre de capitaine de la ville. Le prévôt et les prudhommes n'avaient, disait Toussac, pris cette détermination que parce qu'ils étaient convaincus que l'alliance du roi de Navarre et de la population parisienne assurerait le triomphe des réformes entreprises. Ils étaient certains du complet accord du peuple de Paris et de ses magistrats. Ceux-ci demandaient à leurs concitoyens de ratifier le choix qu'ils avaient fait dans l'intérêt de tous.

Le discours de Toussac fut accueilli par les cris de Navarre ! Navarre ! Le prévôt des marchands et le roi feignirent de voir dans ces acclamations de quelques habitants l'expression de la volonté de la population tout entière. Des bourgeois voulurent protester : leurs protestations furent étouffées. Le roi de Navarre prêta serment et fut installé dans ses nouvelles fonctions (1).

(1) 25 juin 1358.

Marcel, fidèle au système qu'il avait suivi jusqu'alors, sinon de n'agir qu'après avoir pris l'avis des provinces, du moins de leur notifier les faits accomplis, rendit, par lettre circulaire, compte aux bonnes villes des événements qui venaient de s'accomplir. Quelques-unes seulement, dévouées au roi de Navarre, répondirent à la lettre de Marcel par une adhésion pure et simple. Le plus grand nombre ne dissimulèrent point leur improbation.

D'autre part, beaucoup de gens d'armes navarrais refusèrent de combattre à côté des Parisiens contre les chevaliers du régent, et abandonnèrent leur chef plutôt que de s'associer aux bourgeois. Contraint par ses nouveaux alliés d'aller, malgré la défection de ses chevaliers, au devant des troupes royales, Charles le Mauvais tint quelques jours campagne, mais rentra sans s'être engagé contre l'ennemi. C'en fut assez pour que beaucoup de gens prétendissent que le roi de Navarre,

le bourreau des malheureux paysans du Soissonnais, n'avait pas voulu combattre ses frères les gentilshommes, qu'il s'entendait avec eux et qu'il ne s'était fait revêtir de la haute dignité de capitaine de la ville que pour trahir le peuple de Paris et le livrer aux barons Champenois.

Les accusations ne s'arrêtèrent pas au roi. Elles atteignirent aussi Marcel.

Il est rare qu'un grand homme sorti des rangs du peuple jouisse entièrement de la confiance de celui-ci. Le peuple, qui se prête à lui-même, pris en masse, toutes les vertus, reconnaît rarement à l'un des siens, pris individuellement, des qualités éminentes, et surtout du désintéressement. L'envie est une qualité éminemment démocratique. Elle a de bons côtés. C'est de tous les contrôles le plus clairvoyant et le plus efficace. Mais elle a le grand inconvénient d'entraver l'essor des grands esprits et des grandes intelligences. Dans un pays démocratisé, tous les ci-

toyens peuvent aspirer aux plus hautes fonctions de l'État, ce qui est un grand bien ; mais, en même temps, nul ne veut admettre que l'un des citoyens, soit ou devienne en rien supérieur aux autres, ce qui est un mal.

L'importance prise par le prévôt, les services mêmes qu'il avait rendus aux Parisiens le désignaient à la calomnie. On disait en ville que Marcel n'avait eu, en appelant le roi de Navarre qu'un seul but, faire entrer dans Paris des troupes étrangères, pour, avec l'aide de celles-ci, se débarrasser de ses adversaires politiques et assurer sa domination personnelle. Il y eut même des gens qui insinuèrent que, depuis longues années, Marcel avait conçu le projet de se substituer au dauphin et de se proclamer roi de France. D'autres faisaient remarquer que le prévôt avait à sa solde « des Anglais », c'est-à-dire les fléaux du pays. On allait jusqu'à prétendre que Marcel avait été « engendré par une personne étrange et ennemie du royaume. » Peu s'en

fallait que certaines gens ne voulussent lui imputer la responsabilité du désastre de Poitiers.

Chaque jour grandissaient le nombre de ses adversaires, et les difficultés de sa situation. Le régent s'était rapproché de Paris, mais il évitait d'engager avec les milices parisiennes une lutte de vive force, il se bornait à dévaster la banlieue et à faire détruire par ses gens d'armes les habitations qu'avaient épargnées les Parisiens : il pensait que les gros marchands et les riches bourgeois se dégoûteraient rapidement d'une guerre à laquelle ils ne pouvaient rien gagner, et qui, chaque jour, au contraire, leur infligeait des pertes considérables. Ses calculs étaient fondés.

Devant la mauvaise volonté toujours croissante d'une notable partie de la population parisienne le corps municipal fit faire au régent de nouvelles ouvertures de paix. Les négociations suivaient leur cours quand intervint le roi de Navarre, qui, sans s'inquiéter de

ce que pensaient les bourgeois, ses alliés, et prenant sur lui de traiter en leur nom, promit, en échange d'avantages qu'il stipulait pour lui personnellement, que les Parisiens rentreraient en l'obéissance du roi, et paieraient 100,000 écus d'or si le régent consentait à les exempter de toute peine corporelle. Lorsque les Parisiens connurent le traité qu'avait signé leur capitaine, leur colère fut extrême, et quand le roi de Navarre voulut, après avoir quitté son beau-frère, rentrer à Paris pour mettre à exécution les conventions qu'il venait d'arrêter, il fut accueilli par des huées et des menaces ; on lui reprocha sa trahison, on lui demanda quel prix il avait vendu ses alliés, et il n'échappa qu'avec peine aux violences de la populace. Telles furent les proportions prises par l'émotion populaire que le roi de Navarre déclara qu'il n'était point lié d'une façon définitive par le traité qu'il avait discuté et consenti avec monseigneur le régent, qu'il était prêt à s'en dé-

gager, et à faire, dès le lendemain, une sortie contre les troupes royales. La sortie eut lieu en effet et fut suivie de plusieurs autres. Mais le roi de Navarre ne put, en rompant le traité, retrouver la popularité qu'il avait perdue en le signant. La facilité même avec laquelle il avait violé ses engagements au regard du régent, l'habileté qu'il avait déployée pour donner à son manque de foi l'apparence de représailles autorisées par les agissements du duc, inspiraient à beaucoup de gens de secrètes terreurs. On se demandait, à Paris, quel fonds on pouvait faire sur la parole d'un pareil homme. Il semble qu'à ce moment les magistrats parisiens eux-mêmes songèrent à renoncer à son concours. Le prévôt Marcel tenta, auprès des bonnes villes, une démarche suprême et leur adressa, le 11 juillet, une lettre par laquelle il leur demandait, dans leur intérêt propre, de se joindre à la lutte que Paris soutenait contre les gentilshommes qui voulaient réduire de nouveau le peuple à

la plus profonde misère et à la servitude.

Comme les précédentes cette démarche resta sans effet. Cependant les gens du régent continuaient à saccager la banlieue parisienne. De nouvelles négociations n'avaient pu aboutir. Le duc avait demandé que les Parisiens se rendissent à merci ; mais il avait consenti à ce que leur sort, au lieu d'être réglé par lui seul, fût fixé par un conseil dont les membres étaient désignés d'avance au traité , et dont les dispositions bienveillantes étaient bien connues. Communiquées à la population, ces propositions avaient soulevé une opposition très-vive ; les négociations avaient été abandonnées.

En l'État, l'alliance du roi de Navarre, si périlleuse qu'elle fût, parut à Marcel et à ses amis l'unique espoir de la cause qu'ils avaient soutenue et tous leurs efforts tendirent dès lors vers un seul but, éviter une rupture avec Charles le Mauvais.

C'était une tâche difficile ; le peuple de Pa-



ris était de plus en plus animé contre le roi. Il trouvait que les soldats de celui-ci ne rendaient point à la ville les services qu'on attendait d'eux, qu'ils coûtaient beaucoup d'argent et faisaient peu de besogne. Il les considérait, depuis le traité signé par leur chef avec le régent, bien plutôt comme des ennemis que comme des alliés. Des querelles s'élevaient incessamment entre ces soldats et la population, querelles qui dégénéraient en combats véritables. Un jour, notamment, le peuple tua vingt-cinq Navarrais. Il en aurait massacré un plus grand nombre si le prévôt n'avait réussi à soustraire les gens d'armes menacés à la fureur populaire en les faisant arrêter et conduire en prison. Les Navarrais avaient voulu venger la mort de leurs camarades. Campés à Saint-Denis et à Saint-Cloud, ils avaient ravagé les faubourgs de Paris. Ces dévastations avaient exaspéré les Parisiens. En vain le roi de Navarre était-il venu à l'hôtel de ville, avait-il harangué le peuple,

essayé de donner des explications. En vain le corps municipal avait-il fait les plus grands efforts pour calmer la population, la populace s'était montrée rebelle à tous conseils. Elle avait demandé à grands cris la mort des « Anglais » et exigé que le roi de Navarre et le prévôt Marcel se missent immédiatement à la tête des milices bourgeoises pour aller les combattre. A peine le roi et Marcel purent-ils obtenir un délai de quelques heures, ils durent sortir le soir même avec plusieurs milliers d'hommes. Ils furent assez heureux pour éviter une collision entre les troupes qu'ils conduisaient et les bandes navarraises; mais une autre colonne, qui opérait en dehors de leur commandement direct et s'était dirigée vers Saint-Cloud, fut taillée en pièces au bois de Boulogne par les soldats navarraises, et perdit plus de 500 hommes. Sortis le lendemain, pour relever leurs morts, les Parisiens furent attaqués encore par leurs anciens alliés et 120 des leurs furent tués.

Ce désastre mit le comble à la fureur du peuple, qui se persuada que le roi de Navarre avait donné à ses anciens soldats avis de la marche des gens de Paris, et que les milices bourgeoises avaient été victimes d'une trahison.

Marcel n'avait point assisté à ce regrettable combat. Il fut, en rentrant en ville, accueilli par des huées et des menaces. Le prévôt ayant fait mettre en liberté un certain nombre de Navarrais restés en prison à la suite des premières rixes intervenues entre eux et les bourgeois, la complicité de Marcel avec les assassins de Boulogne parut évidente à la multitude.

Les agents du régent profitèrent habilement de ces dispositions de l'esprit public; ils répandirent le bruit que le prévôt voulait, au profit du roi de Navarre, abolir l'ancienne constitution municipale de Paris.

Ce bruit contribua à augmenter encore l'irritation populaire.

Jadis les Parisiens avaient professé pour la majesté royale un respect sans bornes. Mais peu à peu ce respect avait disparu. L'esprit satirique du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle s'était exercé aux dépens de la royauté comme à ceux de toutes les autres institutions. De nombreux fabliaux avaient paru, où rois et princes étaient fort maltraités, où l'on raillait leurs ridicules et mettait à nu leurs faiblesses; où l'on apprenait au peuple à les mépriser. La royauté, d'autre part, avait pris à tâche de se discréditer elle-même. Elle était venue aux halles, avait harangué la populace, avait, en attaquant les magistrats municipaux, porté atteinte aux principes d'autorité qui faisaient sa force : elle avait engagé avec quelques-uns de ses sujets des polémiques publiques au cours desquelles ses adversaires ne l'avaient pas ménagée. Le roi de Navarre avait fait les Parisiens juges de sa querelle avec le régent. Le régent, à son tour, avait fait répandre dans Paris,

beaucoup de médisances et de calomnies sur le compte du roi de Navarre. La conséquence de tout ceci avait été que la royauté, aux yeux du peuple, avait perdu toute espèce de prestige, que les Parisiens se défiaient également de tous ceux qui portaient ou étaient appelés à porter une couronne; que s'ils n'aimaient guère le régent ils n'avaient plus pour le roi de Navarre qu'une affection médiocre. Peut-être même, après les derniers événements, éprouvaient-ils pour le régent moins d'antipathie que pour M<sup>gr</sup> de Navarre. Aussi le bruit que le prévôt voulait livrer Paris à Charles le Mauvais exaspéra-t-il la population. Les petites gens surtout se montrèrent extrêmement irrités. La populace commençait à accuser contre les bourgeois un sentiment analogue à celui que les bourgeois, depuis Poitiers, nourrissaient contre les gentilshommes. Les calomnies du régent portaient leurs fruits. Le menu peuple se plaignait

qu'à toutes les réformes les bourgeois seuls eussent gagné quelque chose et qu'ils eussent négligé les intérêts des « petits ». Il prétendait maintenant imposer ses volontés « aux maîtres » qui jusqu'alors avaient gouverné seuls les choses communes, et n'entendait pas, en tous cas, accepter d'eux un nouveau roi. Les aspirations populaires étonnèrent et effrayèrent les partisans de Marcel. Les désirs exprimés par la populace étaient cependant la conséquence nécessaire de la révolution tentée et réalisée par les bourgeois, et découlaient tout naturellement des théories et des agissements de ceux-ci. En essayant d'arracher à la royauté et à la noblesse leurs principales prérogatives, les bourgeois avaient ouvert, dans l'édifice ancien de la hiérarchie sociale, une brèche par laquelle ils ne pouvaient empêcher le menu peuple de pénétrer à leur suite. Ils manquaient de logique, en prétendant s'élever eux-mêmes au niveau des anciennes classes privilé-

giées, partager avec elles le gouvernement de l'État, et en refusant aux pauvres gens le droit de réclamer part égale à leur tour, et de formuler, au regard des bourgeois, des prétentions analogues à celles que ceux-ci avaient élevées par rapport au clergé et aux gentils-hommes. Ils ne pouvaient, en même temps, exiger la suppression des privilèges qui les blessaient et le respect de ceux dont ils profitaient, réclamer l'égalité pour eux et ne point permettre qu'on l'invoquât contre eux.

Ainsi, les magistrats parisiens, abandonnés par les gros bourgeois dont la lutte, en se prolongeant, lésait les intérêts, et dont la vanité trouvait que dans le gouvernement les petites gens avaient place trop grande, étaient abandonnés aussi par le petit peuple qui se disait trahi au profit de quelques privilégiés. La volonté populaire s'accroissait avec une telle force que le corps municipal dut retirer au roi de Navarre le titre et les fonctions de capitaine de Paris.

Au même moment les bourgeois entamaient secrètement des négociations avec le régent. Mis par ses fidèles au courant des mouvements de l'opinion à Paris, le prince, aux ouvertures qui lui furent faites, répondit qu'il était prêt à tout oublier, à pardonner aux pauvres gens trompés par leurs chefs, mais qu'il ne pouvait traiter avec les Parisiens tant que ceux-ci n'auraient pas fait justice des meurtriers des maréchaux. C'était une réponse habile et qui devait avoir pour résultat de rendre Marcel odieux à la plupart de ses concitoyens. Après la déclaration du dauphin, la guerre prenait un caractère nouveau. Aux yeux de la plupart des Parisiens elle devenait en quelque sorte une affaire personnelle au prévôt.

Étienne Marcel fut avisé des négociations et de la condition que le régent mettait à la paix. Il connaissait assez le peuple de Paris pour savoir les pernicious effets que deux années de révolution avaient pro-



duits sur l'esprit public, et ne point se dissimuler que le souvenir de services rendus n'empêcherait pas les Parisiens d'abandonner leurs magistrats, s'ils trouvaient quelque avantage à le faire. Il tint conseil avec ses principaux partisans. Il fut convenu avec eux que, pour échapper au régent, on se mettrait aux mains du roi de Navarre; qu'on rappellerait celui-ci à Paris, malgré la destitution qui l'avait frappé, malgré la volonté populaire. Le prévôt des marchands espérait que, cette fois encore, le peuple s'inclinerait devant le fait accompli et qu'il accorderait aux agissements de ses chefs une approbation, dont ceux-ci étaient, au surplus, décidés, s'il le fallait, à se passer. Il fut entendu qu'on se justifierait en invoquant la nécessité; on raconterait aux Parisiens que le rappel du roi de Navarre était indispensable pour empêcher les partisans du régent de mettre la ville à sac. On ferait arrêter quelques partisans du prince. On les abandonnerait à la fureur de la popu-

lace. L'entreprise cependant était chanceuse. Les conjurés prirent, pour en assurer le succès, d'énergiques mesures. Ils furent accusés plus tard d'avoir préparé le massacre des bourgeois de la ville, des plus considérés et des plus importants, l'incendie d'une grande partie de Paris, et d'avoir voulu livrer aux Anglais la capitale du royaume. C'était là évidemment, des exagérations comme en commettent tous les partis politiques les uns à l'égard des autres, lesquels, pour justifier les crimes qu'ils ont commis, ne manquent jamais d'en imputer de plus grands à leurs adversaires. Il est probable que si le prévôt avait triomphé, les mêmes desseins eussent été prêtés à ses ennemis, et qu'il eût passé pour le sauveur de Paris.

Le roi de Navarre accepta le rôle que les magistrats parisiens lui offraient. Mais le coup d'État qu'allaient tenter Marcel et ses amis, avait été prévu par leurs ennemis. L'un des échevins, Jean Maillard,

parent du prévôt, mais jaloux de lui et partant dévoué à la cause du régent, avait avisé celui-ci du projet de Marcel. Les adversaires de ce dernier se mirent en mesure de le déjouer.

Il avait été arrêté entre les chefs parisiens et le roi de Navarre, que celui-ci entrerait à Paris, dans la nuit du 31 juillet au 1<sup>er</sup> août, par la porte Saint-Denis, dont le gardien était justement Jean Maillard. Dans la soirée du 31 juillet, Marcel se rendit à la porte accompagné de quelques-uns de ses partisans les plus dévoués, et réclama à Maillard les clefs qu'il détenait. Celui-ci refusa de les remettre. Une querelle s'éleva entre-eux et Marcel tomba, frappé par Maillard, disent les uns, et d'après d'autres versions, par des hommes apostés, qui se précipitèrent sur le prévôt et ses amis.

Marcel venait de succomber, avec les principaux des siens, sous les coups de quelques-uns de ces bourgeois dont il avait

voulu faire les premiers de l'État et qui l'accusaient d'avoir livré la France aux caprices des petites gens. Il avait été abandonné par la populace qui lui reprochait d'avoir sacrifié les intérêts du peuple à ceux des bourgeois.

Le prévôt mis à mort, les gens de Maillard se répandirent dans la ville, occupèrent le carreau des halles, la Maison aux Piliers et les portes principales, égorgèrent ceux des partisans de Marcel qui tentaient de résister, prirent les précautions défensives nécessaires pour frapper d'impuissance tous les efforts que pourrait faire le roi de Navarre afin de pénétrer dans Paris, et avisèrent le régent de la besogne qu'ils avaient accomplie.

Le matin, lorsque les Parisiens s'éveillèrent, le succès de Maillard était complet, et toute lutte impossible. Personne d'ailleurs n'essaya de protester. Le petit peuple, comme Marcel l'avait prévu, accepta

sans mot dire le fait accompli : il se laissa persuader facilement que le prévôt et les siens étaient des traîtres. La plupart de ceux qui avaient juré « alliance de vivre et de mourir avec le prévôt » se hâtèrent de le désavouer, et lorsque Maillard s'adressant aux Parisiens assemblés aux halles, leur rendit compte des événements qui venaient de s'accomplir, son discours fut accueilli par des applaudissements.

La mort de Marcel et de ses adhérents ne suffit point au régent ; une commission fut nommée par lui à l'effet de rechercher et de juger les complices de l'ancien prévôt. Lorsque les commissaires eurent accompli leur mission, que la plupart des citoyens qui avaient essayé de donner à la France la direction de ses propres affaires, eurent été envoyés à la Grève et à Montfaucon, le dauphin rentra à Paris. Tous les corps constitués vinrent au de-

vant de lui, un seul excepté, le corps municipal. Les bourgeois qui en avaient fait partie avaient eu l'honneur d'être presque tous, avant l'entrée du dauphin, frappés par la hache du bourreau.

La multitude applaudissait sur le passage du prince; mais le régent put se convaincre lui-même que le vieux ferment révolutionnaire n'était pas encore complètement éteint et qu'avec Marcel n'étaient point mortes les idées pour le triomphe desquelles le grand prévôt avait donné sa vie. Au moment où le régent entrait en ville un homme s'écria du milieu de la foule : « Pardieu, beau sire, si j'en eusse été cru, vous ne fussiez ci entré, mais après tout ci fera-t-on peu pour vous. » Les chevaliers qui accompagnaient le prince voulurent châtier l'insolent. Le régent les pria de n'en rien faire. Il avait peur encore des Parisiens.

Les bourgeois éclairés témoignèrent, par leur silence, de leur sympathie pour la cause

vaincue. Le lendemain de son arrivée, le régent se rendit à la Maison aux Piliers et y harangua le peuple. L'assemblée, qui comprenait en majorité des gens appartenant à la classe élevée, resta muette. Si fragile parut au prince le succès qu'il venait d'obtenir, qu'au lieu de s'installer comme autrefois à l'hôtel Saint-Pol, il se rendit au château fortifié du Louvre. Lorsqu'il eut pris les mesures nécessaires pour prévenir et réprimer toute entreprise contre son autorité, il fit arrêter tous ceux des anciens partisans de Marcel qui avaient échappé aux massacres. Leur procès fut vite fait. On les envoya au supplice et l'on confisqua leur patrimoine. C'était un moyen aisé de remplir les caisses du dauphin. Pour augmenter le produit de ces confiscations, on impliqua dans la conspiration « ourdie contre le roi » la plupart des riches bourgeois de Paris. Supplices et confiscations durèrent plusieurs mois. Puis, quand on eut frappé tous ceux qu'on disait cou-

pables, et beaucoup qu'on savait innocents, on accorda aux autres des lettres de rémission, en prenant bien soin de faire payer ces lettres fort cher. C'est ainsi qu'un bourgeois obtint, moyennant 700 florins, des lettres de rémission, lesquelles constataient qu'il n'avait rien fait que pour esquiver le péril de sa vie. Le régent, dans sa bonté, consentit même à restituer aux familles des victimes quelques bribes des biens confisqués. Il se trouva nombre de gens pour savoir gré au prince d'avoir rendu une portion de ce qu'il n'avait jamais eu le droit de prendre.

Beaucoup de marchands de Paris avaient travaillé à la ruine de Marcel dans l'espoir que, lui tombé, le calme et la tranquillité renaîtraient, et que le commerce, entravé par les troubles civils, reprendrait son essor. C'était une espérance vaine. Les marchands apprirent à leurs dépens ce qu'il en coûte de



s'abandonner au bon plaisir d'un maître sans contrôle. Le premier usage que fit le régent de son autorité recouvrée fut d'ordonner la fabrication de monnaies nouvelles et d'en modifier 17 fois, au courant d'une seule année, le taux et le titre. Un édit, celui du 25 mars 1560, donna à l'or une valeur 10 fois supérieure à celle que les règlements sur la monnaie lui attribuaient la veille. La perturbation que ces modifications portèrent au commerce fut terrible. Le régent ne s'en tint pas là, il retira à la prévôté des marchands pour les confier à un fonctionnaire à la nomination royale un grand nombre des anciennes attributions de la vieille magistrature populaire. Au courant du mois de mai 1559, il rétablit officiellement dans leurs charges les officiers qu'il avait dû, deux ans auparavant, congédier sous la pression des états.

Une surveillance des plus active fut exercée sur les bourgeois qu'on soupçonnait d'atta-

chement aux idées de réforme. Le régent fit arrêter quelques semaines après son retour, 19 Parisiens qui « parlaient ensemble de choses dont ils ne devaient point s'occuper ». Ces hommes eussent été infailliblement mis à mort sans l'énergique intervention d'un bourgeois qui remplissait alors les fonctions de clerk de la ville de Paris. A l'instigation de celui-ci, quelques citoyens déterminés se rendirent chez le prévôt des marchands et l'obligèrent à aller réclamer les prisonniers au régent, ou à mettre le prince en demeure de faire connaître d'une façon précise la cause de leur détention. Le dauphin n'osa repousser la réclamation du prévôt. Il se rendit sur la place de Grève, déclara au peuple assemblé que les bourgeois qu'il avait fait prendre trahissaient la cause nationale au profit des Anglais. Il recueillit quelques applaudissements. Devant une assemblée publique où l'on a le soin d'envoyer d'avance quelques partisans dévoués, des affirmations éhontées valent

des preuves. Une commission fut nommée pour faire le procès des gens arrêtés, mais il fut impossible de relever contre eux aucune charge sérieuse. Il fallut les mettre en liberté.

D'autres furent moins heureux. Deux mois plus tard, 27 bourgeois furent exécutés. Vers la fin de mai 1559, un autre bourgeois, appartenant à une des grandes familles municipales de Paris, Pismoé, fut, sous prétexte de complot, envoyé à l'échafaud. Le jour de l'exécution, une grande foule se réunit aux halles; il paraît qu'au moment où tomba la tête du malheureux conspirateur des vivats se firent entendre. Les calomnies du régent avaient porté leurs fruits. Le menu peuple, qui, deux ans plus tôt, avait fourni à Marcel un si énergique concours, accueillait par des applaudissements la mort d'un citoyen accusé d'avoir voulu délivrer son pays de la tyrannie royale. Les agents du prince avaient réussi à persuader aux petites gens

que le régent faisait leur affaire en écrasant la bourgeoisie.

La royauté triomphait ; elle était arrivée depuis longtemps déjà , dans la plupart des villes, à diviser la population en bourgeois et gens du peuple, toujours en lutte. Elle obtenait enfin à Paris ce même résultat. Elle faisait de l'homme aisé l'ennemi du prolétaire , de celui-ci l'adversaire énergique de tous ceux que le travail, le talent ou le hasard avaient élevés quelque peu au-dessus du niveau commun. Elle frappait ainsi d'une égale impuissance les projets de réformes des bourgeois qui ne pouvaient être réalisés par ceux-ci sans l'appui matériel des classes inférieures , et les efforts de ces dernières , qui , pour être efficaces , avaient besoin de l'appui moral, des connaissances acquises, des aptitudes politiques et de l'argent des bourgeois. En séparant les Parisiens en factions rivales, la royauté se mettait hors de page.

La plupart des villes de provinces avaient

déjà, par faiblesse ou par jalousie contre Paris, abandonné la cause soutenue par Marcel et ses amis. Celles, en petit nombre, qui n'avaient, jusqu'au dernier moment, cessé de la soutenir, restaient, Paris tombé, impuissantes. Il leur fallait rentrer en l'obéissance du régent ou se livrer aux Anglais. Elles estimèrent que, « mangées pour mangées, il valait mieux l'être « par le dauphin, qui était déjà saoul, que par « d'autres qui avaient faim. »

La première tentative des bourgeois pour fonder en France la liberté politique venait d'échouer.

Elle laissait toutefois, dans les mœurs politiques de la France, une impression profonde. La royauté qui l'avait vaincue, ne put, elle-même, se soustraire à l'influence des idées dont le mouvement de 1356 avait été l'éclatante manifestation.

Ce fut dans les rangs de la classe bourgeoise

que le régent, pendant la captivité de son père, et plus tard, quand sous le nom de Charles V il gouverna pour son propre compte, alla chercher ses conseillers. L'ordonnance qui régla la régence, composa le conseil qui devait assister le régent de prélats, de barons, de magistrats des cours souveraines et de six bourgeois de Paris. D'autres ordonnances abolirent le droit de prise, défendirent l'aliénation des biens de l'État, le démembrement du domaine royal, la mise en ferme des prévôtés, soumirent les nobles, les clercs et tous autres privilégiés au paiement de la taille et des impôts réels et personnels pour leurs biens non nobles : et réalisèrent ainsi quelques-unes des réformes réclamées par les bourgeois en 1357.

Mais, en même temps, la royauté s'efforça d'affaiblir en France la vie politique. Lorsque le roi Jean, pour recouvrer sa liberté personnelle, dont le pays n'avait que faire, signa le traité de Londres qui abandonnait à l'An-

glais un tiers de la France, le régent avait convoqué les états : les états avaient refusé de ratifier le traité. Ils avaient été appelés encore, en mai 1369, au moment où le roi, après avoir confisqué la Guyenne anglaise, allait, par la force, mettre à exécution l'arrêt de confiscation. Ils avaient accordé les subsides nécessaires pour pousser vigoureusement la guerre nationale. Mais, à dater de ce jour, ils n'avaient plus été réunis par Charles V. Le roi s'était même abstenu de convoquer les états provinciaux, si dévoués pourtant et si complaisants pour le dauphin en d'autres temps. Il avait continué à lever, de son autorité privée, les impôts votés en 1369 au delà de l'époque fixée par les états, et ne s'était pas fait scrupule de les augmenter. Les aides étaient devenues permanentes; la gabelle avait été imposée à tous les habitants du royaume d'après leurs besoins présumés.

Telle était la terreur qu'inspiraient au roi

les assemblées populaires que , non content de lever les impôts sans convoquer les députés de la nation , il avait édicté que les répartiteurs et collecteurs de ces impôts , autrefois élus par l'assemblée des contribuables, seraient à l'avenir nommés par la couronne , et rendraient leurs comptes aux agents royaux et à la Chambre des comptes , au lieu de les rendre comme autrefois à leurs concitoyens.

Aucune protestation ne se fit entendre , et jusqu'aux derniers jours de la vie de Charles V, les villes cessèrent de jouer aucun rôle dans l'État.



## CHAPITRE III.

### LA RÉVOLUTION SOCIALE.

#### § I<sup>er</sup>.

**Naissance et développement des idées communistes.**

— **Haines sociales. — Décadence de la bourgeoisie.**

— **Prépondérance des classes inférieures dans les villes, à Paris surtout. — Avènement de la démagogie.**

L'ordre, la tranquillité matérielle, régnaient en France. L'autorité royale était obéie sans conteste : mais ce calme n'était qu'apparent.

Si les grandes idées de réforme politique énergiquement soutenues par les bourgeois de 1356 avaient, peu à peu, perdu la plupart de leurs adhérents, si le pays consentait sans difficulté à ce que le roi gouvernât à sa

guise et sans consulter ses sujets, des doctrines d'un caractère bien autrement grave que celles qu'avaient professées Marcel et ses amis s'étaient répandues dans le peuple.

Des hommes s'étaient rencontrés, qui avaient puisé dans la lecture des livres saints des théories qui parurent étranges aux nobles, aux prélats et aux bourgeois, mais que les petites gens accueillirent avec enthousiasme. Sous prétexte de condamner les abus de l'Église et de ramener celle-ci à sa simplicité primitive, ces hommes avaient abordé, avec une hardiesse inouïe, les plus considérables des problèmes sociaux qui agitent encore les sociétés modernes.

Quelques-uns d'entre eux, Wickleff par exemple, en Angleterre, avait réclamé le partage des biens ecclésiastiques. Wickleff ne s'était pas expliqué sur les autres biens ; mais ses doctrines devaient fatalement conduire ses adeptes à contester le principe même de toute propriété. Sans résumer en effet ses

raisonnements en formules bien précises, il laissait facilement entendre que nul ne devait rien posséder en propre au delà de ce qui était nécessaire à son existence personnelle ou aux besoins extrinsèques qu'il était obligé de satisfaire, thèse qui pouvait être appliquée avec autant de raison aux biens des bourgeois et des gentilshommes, qu'à ceux du clergé, et faisait de ceux-là comme de ceux-ci « les biens des pauvres. »

L'un des disciples de Wickleff, J. Ball, plus hardi que son maître, avait franchement réclamé la communauté des biens. Il avait prêché l'égalité absolue entre tous les hommes. Plus de vilains, disait-il, et plus de gentilshommes. Tous étaient créés à l'image de Dieu. Issus d'une origine commune, tous les hommes devaient jouir des mêmes droits. Comme le disait l'un des élèves de Ball en paraphrasant l'un des versets d'une vieille chanson saxonne : « ..... Quand Adam bêchait et qu'Ève filait, où donc était le gentilhomme ? » L'usur-

pation commise par quelques-uns sur les droits de tous ne pouvait, quelle qu'en eût été la durée, former titre pour les descendants des usurpateurs. Aussi l'école de Wickleff combattait-elle le principe d'hérédité, et contestait-elle aux enfants tout droit exclusif aux biens de leurs parents.

Elle appliquait à l'État les mêmes doctrines qu'à l'individu, professait qu'un souverain ne pouvait transmettre à son fils le pouvoir qui lui avait appartenu, n'admettait aucune autorité en dehors de celle du peuple, reconnaissait formellement à celui-ci le droit de châtier les grands, nobles, princes ou rois, dans le cas où ils ne servaient point avec dévouement les intérêts du public.

Ces idées avaient eu leur berceau en Angleterre. D'Angleterre elles avaient passé en Flandre, où elles avaient rencontré beaucoup d'adhérents. De là elles avaient pénétré en France. Le bas clergé, jaloux de ses supérieurs ecclésiastiques, et fort malmené, du

reste, par eux, s'y était rallié avec énergie. Elles avaient été accueillies avec une extrême faveur par le petit peuple, et s'étaient développées dans les bonnes villes du Nord et du Centre avec d'autant plus de facilité que les éléments mêmes dont se composaient, du temps du roi Jean, les populations urbaines, avaient, depuis lors, subi une transformation presque complète.

A la suite de la Jacquerie, nombre d'habitants du plat pays, voire même d'habitants des petites villes, s'étaient, pour échapper à la réaction féodale qui frappait indistinctement innocents ou coupables, réfugiés dans les places fortes. D'autres y étaient venus chercher asile contre les invasions anglaises. Le système de guerre adopté par Charles V avait contribué à rendre l'émigration des paysans dans les villes de quelque importance de plus en plus considérable. C'avait été la politique du roi de laisser l'Anglais piller

et rançonner les campagnes, brûler villages et hameaux. La misère des pauvres gens ne l'avait point touché, convaincu qu'il était que l'ennemi « ne le tirerait pas de son royaume avec toutes ces fumières. »

Les populations venues de la campagne avaient apporté dans les villes leur esprit particulier, c'est-à-dire une jalousie très-vive contre ceux qui n'avaient point souffert comme elles, un sentiment de révolte contre l'ordre social dont elles avaient été victimes, l'intelligence seulement des intérêts matériels, beaucoup d'aveuglement et d'ignorance, le souci du présent, l'imprévoyance de l'avenir. Elles s'intéressaient fort peu à des réformes dont la portée leur échappait; la politique pour elles se résumait en un point unique : payer peu ou point d'impôts. Toute autre considération les laissait indifférentes. De semblables idées les disposaient également à l'insurrection violente ou à l'obéissance passive.

Nulle part l'affluence des populations rurales n'avait été plus grande qu'à Paris. As-siégée plusieurs fois, obligée de faire le vide autour de ses murs, cette ville avait accueilli les misérables que les nécessités de la guerre forçaient d'abandonner leurs champs. Elle n'en avait repoussé aucun, et avait ouvert ses portes avec plus de générosité que de prévoyance. Les habitants du plat pays étaient venus avec d'autant plus d'empressement que la ville de Paris jouissait, même après sa défaite, de privilèges considérables, que l'impôt y était relativement moins élevé qu'ailleurs, que certaines taxes indirectes, notamment, y étaient inférieures de près de moitié au chiffre qu'elles atteignaient en d'autres villes.

Un autre élément, l'élément exclusivement

ouvrier, avait pris dans Paris une importance énorme. Le roi Charles V aimait à la passion les beaux bâtiments et s'inquiétait tout autant d'ajouter une tourelle à l'un de ses hôtels que d'empêcher routiers ou Anglais de dépouiller ses sujets. Pour satisfaire ses goûts d'architecture, il avait fait venir à Paris quantité d'ouvriers de toute sorte. Les travaux exécutés à l'exemple et à l'imitation du roi par la municipalité parisienne, le prévôt Hugues Aubryot et les riches particuliers, en avaient attiré beaucoup d'autres, parmi lesquels des étrangers indépendants des corporations établies.

Les paysans et les ouvriers introduits dans Paris en avaient bouleversé l'économie primitive.

Autrefois avait existé, entre les principaux bourgeois et leurs concitoyens plus humbles, une sorte de lien de patronage et de clientèle confraternelle. Des relations quotidiennes, de bons offices habituellement



échangés avaient donné aux premiers sur les seconds, une sorte d'influence, désavouée toujours, mais effective cependant, et qui contribuait efficacement à empêcher le développement des discordes sociales. Cette influence de la classe élevée était nulle sur les nouveaux habitants de la ville. Entre ceux-ci et les membres des vieilles familles municipales il n'y avait plus qu'un sentiment, qu'une passion commune, une haine réciproque et vivace.

Les bourgeois parisiens méprisaient profondément cette cohue de gens grossiers et misérables, ces pauvres hères qui apportaient dans une ville, que ses habitants considéraient déjà comme le centre de la civilisation et de l'urbanité, le spectacle déplaisant de leurs misères, leurs habitudes « inciviles » et toutes empreintes d'une insupportable rusticité.

Ceux-ci de leur côté jetaient un regard d'envie et de colère sur ces marchands si

riches, ces officiers si « bien repus » qu'on les appelait et qu'ils semblaient être « de petits royetaux de grandeur ». Ils haïssaient de toute la force de leurs souffrances et de leurs privations de chaque jour ces bourgeois qui, en rentrant dans leurs hôtels, y trouvaient réunis toutes les commodités et tous les agréments de l'existence, tous les soins et toutes les délicatesses d'un foyer confortable ; étaient « deschaux à bon feu, lavés des pieds, avaient chausses et souliers frais, étaient bien abreuvés, bien servis, bien couchés en blancs draps et couvre-chefs blancs, bien couverts de bonne fourrure et assouvis de toutes autres joies et esbatements..... et le lendemain robes, linges et vêtements nouveaux... » dont le coin du feu avait tant de charmes, qu'un écrivain du temps faisait tout un volume, *le Mesnagier* pour les raconter.

Cette inégale répartition des biens de ce monde, qui donnait aux uns toutes les jouis-

sances tandis qu'elle laissait aux autres toutes les misères, excitait chez les nouveaux habitants de Paris de vives convoitises, qu'il leur fallait bien, sous peine de la honte, soigneusement dissimuler, mais qui grandissaient chaque jour.

Au même moment l'antique organisation des corporations subissait une modification profonde.

Patrons et ouvriers avaient autrefois vécu, dans la corporation, sur un pied d'égalité presque complète. L'apprenti, quand il entrait dans un atelier, pouvait nourrir l'espoir de s'élever un jour jusqu'à la maîtrise. Celle-ci était, en principe, abordable pour tous. Mais peu à peu, sous l'influence de cet esprit exclusif du moyen âge, toujours porté à métamorphoser le droit en privilège, l'égalité primitive avait disparu. Les ouvriers, devenus patrons, avaient essayé de transformer en leurs

main la maîtrise en monopole, dont eux et les leurs jouiraient à l'exclusion de tous autres. Ils avaient réussi à subordonner l'obtention de cette maîtrise à des conditions qu'il était fort difficile, sinon impossible à l'ouvrier de remplir, à des dépenses spécialement qui excédaient les ressources ordinaires du travailleur, et dont on dispensait les fils de maîtres; ils avaient ainsi constitué dans les corporations une sorte d'oligarchie héréditaire de patrons.

Les conséquences de ces agissements n'avaient pas tardé à se faire sentir. Cantonnés dans une position subalterne, sans espoir d'en sortir, les ouvriers s'étaient séparés des patrons, s'étaient organisés à côté d'eux. En face de la corporation s'était constitué le compagnonnage.

Les ouvriers eurent leurs chefs particuliers, leurs statuts, leurs réunions indépendantes de celles des maîtres. Ceux-ci voulurent s'opposer à ce mouvement, dont la gravité ne

leur échappait point. Ils sollicitèrent l'intervention de la royauté, des évêques. Les associations d'ouvriers furent interdites, mais inutilement. La royauté finit par les reconnaître. Les ouvriers des différentes villes s'entendirent entre eux, se prêtèrent un mutuel concours : ils se transmirent le uns les autres les renseignements qui pouvaient les intéresser tous. A l'appel des ouvriers d'une ville, les ouvriers des autres places se hâtaient d'accourir, aidant leurs frères de leurs bras et de leur argent. L'influence du patron sur ses auxiliaires de chaque jour disparut bientôt presque complètement : la direction morale de l'atelier passa de ses mains en celles des chefs que les ouvriers se donnèrent eux-mêmes. Aux yeux du travailleur, le patron ne fut plus, comme autrefois, un camarade plus habile ou plus heureux, ce fut « un maître, » et, partant un ennemi. L'ouvrier qui voyageait de ville en ville selon les besoins du travail, ne jouissant nulle part des droits

appartenant aux domiciliés, ne s'attacha plus guère qu'à ses amis d'atelier : de là son nom de compagnon. Le maître, sédentaire, établi dans une ville, fut appelé le bourgeois. Le compagnon professait pour le bourgeois une haine sourde que la moindre occasion devait faire éclater.

Le calme apparent des dernières années de Charles V cachait donc des périls dont l'explosion menaçait d'être d'autant plus terrible qu'elle avait été plus longtemps contenue. Le roi semblait les avoir prévus. Au milieu de la tranquillité générale, il avait des appréhensions pour l'avenir, et le pressentiment que toutes les difficultés politiques qu'il avait réussi avec tant de peines à surmonter ne tarderaient pas à renaître, plus graves peut-être. L'impôt qu'il percevait, sans l'autorisation des états, pesait lourdement sur le peuple. Cet impôt ne serait-il pas un jour la cause ou le prétexte de quelque soulèvement ? La France ne se fatiguerait-elle

pas à un moment donné de sa longue complaisance? Elle subissait, sans trop se plaindre, de lourdes charges parce qu'en échange de ces charges, la royauté lui donnait l'ordre et la prospérité matérielle. Qu'arriverait-il le jour où cet ordre et cette prospérité disparaîtraient? Ces pensées attristèrent les derniers jours de la vie de Charles V. Le roi prescrivit à ceux qui l'entouraient et qui devaient être, il le croyait du moins, les conseillers de son fils d'alléger le plus tôt possible les aides qui grevaient et travaillaient les pauvres gens du royaume. » Il signa même, dit-on, au moment de mourir l'abolition des impôts établis sans le concours des états.

Charles V laissait pour héritier du trône un fils en bas âge encore, pour qui la vie ne devait être qu'une longue enfance, et trois frères également disposés à exploiter le royaume sous le nom de leur neveu. L'aîné

d'entre eux, le duc d'Anjou, fut chargé de la régence, et son premier soin fut de s'attribuer le trésor que Charles V avait économisé pendant les dernières années de sa vie.

Ce vol exposait le pays aux plus graves dangers.

Le roi Charles V avait organisé des compagnies d'hommes d'armes, il les avait pendant sa vie régulièrement payées ; par suite, elles n'avaient pas rançonné, comme cela s'était fait jusqu'alors, les pays où elles étaient cantonnées. C'avait été, des progrès réalisés par Charles V, celui dont le peuple lui avait su le meilleur gré. A la mort du roi, les soldats, cessant d'être payés, se livrèrent aux plus horribles excès. Les bonnes villes, saccagées, envoyèrent des délégués au duc pour le prier de mettre fin aux pillages dont elles étaient victimes. Le duc répondit en demandant des subsides et en excitant les gens d'armes contre les bourgeois qui refusaient, disait-il, de fournir au roi l'argent nécessaire



à l'entretien des troupes. C'était mettre le comble aux colères populaires.

Depuis quelque temps déjà le bruit courait dans le peuple que le roi Charles V avait laissé dans les caisses de l'État de grosses sommes qui devaient suffire aux dépenses publiques ; qu'il avait, avant de mourir, révoqué les aides. Au lieu de fournir au duc d'Anjou l'argent que celui-ci réclamait, le pays se souleva, et, bien loin de payer de nouveaux impôts, refusa d'acquitter les anciens.

Le mouvement commença dans le Soissonnais, dans les vieilles villes de communes, où les caisses des receveurs furent pillées.

A Paris une agitation des plus vive se manifesta. Les assemblées populaires, si soigneusement empêchées depuis tant d'années, se réunirent de nouveau dès les premiers jours qui suivirent la mort du roi.

On vit alors combien était changé le carac-

rière de la population parisienne et quelle faute Charles V et le prévôt Aubryot avaient commise en amenant à Paris tant d'ouvriers étrangers, et en y recevant tant de gens du plat pays. Ces nouveaux venus prenaient une importance considérable, contre laquelle il était difficile de réagir. Aux anciennes réunions de quartier, où les Parisiens discutaient avec tant de calme les intérêts de leur ville, mais que le roi défunt, par crainte de la vieille bourgeoisie, s'était étudié à désorganiser, étaient substituées de grandes assemblées au caractère menaçant tenues sur les places publiques, à la porte des églises, devant l'hôtel de ville, où se pressaient nombre de gens sans aveu n'ayant rien à redouter et rien à perdre. Ces individus prenaient, aux applaudissements des nouveaux Parisiens, l'initiative des propositions les plus violentes. Ils prétendaient parler au nom du peuple, et imposaient à la population tout entière leurs opinions et leurs volontés.

Dans ces réunions, la populace ou plutôt les meneurs résolurent que l'on cesserait de payer les aides. Des délégués furent envoyés auprès du prévôt des marchands, Culdoé, pour le prier d'en réclamer l'abolition au nom du peuple de Paris. Les prudhommes et marchands de la ville remarquèrent que parmi les gens chargés de faire cette démarche, il n'en était aucun qui ne fût de très petit état : nul des délégués n'était connu en ville. Cela parut étrange aux gens qui se souvenaient du temps d'Étienne Marcel et des conséquences qu'avait eues l'intrusion de la multitude dans la politique, et leur inspira peu de confiance. Les délégués, pour s'assurer que le prévôt remplirait sa mission convenablement, l'accompagnèrent au palais, y entrèrent avec lui, et insistèrent énergiquement eux-mêmes auprès des oncles du roi pour obtenir la suppression des impôts.

Le duc d'Anjou répondit d'une façon évasive. Le roi, dit-il, était absent. Il fallait at-

tendre son retour. Le duc espérait que la mauvaise humeur du peuple s'éteindrait rapidement, et qu'en gagnant du temps, on pourrait éluder de nouvelles réclamations. Il se trompait. Les délégués accordèrent le sursis demandé par le régent, mais la populace ne désarma point : les réunions devinrent de plus en plus fréquentes. Bientôt il n'y fut plus question seulement d'impôts : on y parla « de choses nouvelles et effrayantes, » de réformes sociales. On discuta la royauté elle-même. On dit qu'elle était « vêtue de la substance, des larmes et des gémissements du peuple. » On réclama une répartition plus équitable de la fortune publique ; on attaqua passionnément les riches, qui avaient tous les avantages de ce monde sans en avoir les charges. C'étaient les idées de Wickleff qui prenaient pied en France. Des assemblées se tenaient de nuit où venaient des gens de tous les coins de la ville et qui ressemblaient, disait-on, aux anciennes assemblées des

Jacques. Tout le monde y parlait à la fois ; et il s'y faisait un tel bruit qu'on croyait entendre « un troupeau de porcs grognant de concert. »

Le duc d'Anjou essaya en vain d'empêcher ces réunions, il n'aboutit qu'à un résultat : les rendre secrètes et partant plus dangereuses. Les bourgeois opulents déjà trop disposés à s'éloigner des affaires publiques et à se concentrer dans les paisibles jouissances de leur confortable foyer, les gens sensés, ou passant pour tels, ne voulurent pas s'exposer à encourir la colère du duc et s'abstinrent de s'y rendre : la population parisienne fut ainsi livrée sans réserve aux excitations d'aventuriers qui devinrent bientôt les chefs obéis et redoutés de la populace. Chaque jour grandissait le nombre de leurs adhérents, et avec le nombre croissait leur audace. Ils inculquaient dans la masse des idées de révolte et de sédition. Les esprits s'échauffèrent et plus d'un qui jusqu'alors avait passé pour l'ouvrier le plus pacifique de son quartier ne

sortait plus sans un poignard , « lequel lui ardaït en sa gaine. »

Le roi revint à Paris : son retour avait été l'occasion de belles cérémonies qui détournèrent un instant l'attention du peuple, mais dont la splendeur fit paraître plus dur encore à la multitude le poids de ses souffrances.

Cependant le duc d'Anjou ne donnait aucune satisfaction aux réclamations populaires. Des individus se disant délégués du peuple se rendirent de nouveau auprès du prévôt, et le contraignirent à provoquer à l'hôtel de ville une réunion des principaux de la population parisienne à l'effet d'arrêter les mesures à prendre pour faire sortir M<sup>gr</sup> le régent de son inaction. Selon d'autres versions, le prévôt aurait au contraire, de concert avec quelques bourgeois, pris lui-même l'initiative de cette convocation pour aviser aux moyens d'empêcher à l'avenir les assemblées séditieuses.

Il est difficile de savoir laquelle des deux versions est le mieux fondée. Un point est certain, en tous cas, c'est que l'assemblée qui se tint à l'hôtel de ville ne fut pas composée seulement des membres habituels du corps municipal ou de bourgeois influents; mais aussi de gens de fort petit état qui avaient reçu de leurs concitoyens ou plutôt s'étaient donné à eux-mêmes le droit d'assister à la réunion. Le prévôt, les échevins, les prudhommes étaient d'avis d'attendre encore. Ils étaient cependant plus que personne désireux d'obtenir la suppression d'impôts dont ils payaient la plus grosse part; mais ils n'osaient s'associer immédiatement aux réclamations populaires, et encourir le ressentiment des princes. C'est l'habitude des classes bourgeoises de ne point prendre de mesures franchement révolutionnaires. Elles ont trop à risquer dans une émeute pour s'y engager bien avant. Elles laissent volontiers ce rôle aux petites gens, qui, ayant moins à perdre,

et garanties par leur obscurité contre les vengeances royales, sont plus disposées à aborder la lutte. Elles se tiennent également prêtes à profiter du succès, ou à désavouer l'entreprise en cas d'échec.

L'avis des bourgeois allait être adopté quand un savetier se leva et parla. Le discours qu'il prononça était à lui seul une révolution, il permettait d'apprécier les résultats de la politique de compression suivie par Charles V. Ce n'étaient pas des réformes dans le gouvernement du pays que réclamait l'artisan qui prenait la parole, c'était la guerre sociale qu'il venait prêcher. Il opposa au luxe de la cour, la misère du peuple. Les exactions se multipliaient chaque jour. Tous les ans les charges des pauvres gens augmentaient en même temps que la rapacité des princes et des gentilshommes ; non contents de ruiner les prolétaires, tous ces personnages affichaient pour eux un profond mépris. L'orateur se demandait pourquoi cette inégalité



entre ceux qui payaient l'impôt et ceux qui le dépensaient. La position faite par les privilégiés au petit peuple était intolérable, il était temps qu'elle cessât. Il fallait que les pauvres prissent les armes pour conquérir leur affranchissement.

Jamais jusqu'alors pareilles paroles n'avaient été prononcées à la Maison aux Piliers. Quelque amères qu'eussent été les attaques dirigées par Étienne Marcel ou par Lecoq contre le roi Jean ou le duc de Normandie, ces attaques n'avaient pas atteint le degré de violence de celles qui venaient d'être formulées contre les classes élevées en général. Ce savetier avait exprimé les idées de la grande majorité de la population parisienne. La foule, réunie aux abords de la salle du conseil, applaudit.

Un légiste, Jean Desmares, fort bien en cour et spécialement dévoué au duc d'Anjou se trouvait à l'assemblée. Jean Desmares jouissait à la ville d'une grande considération :

on lui accordait au palais beaucoup d'esprit et de savoir. Il était apprécié du régent et très. en faveur auprès du peuple parisien. C'était un homme comme on en rencontre quelquefois, qui savent s'assurer en même temps les avantages de l'opposition et les bénéfices du dévouement au pouvoir, et qui plutôt que de se faire partout des ennemis, en attaquant, comme les esprits chagrins, le mal partout où ils le rencontrent, s'efforcent, pour se faire des amis, d'oublier toujours les faiblesses de ceux auxquels ils s'adressent pour ne leur parler que de leurs qualités; qui, flattant la royauté sans s'attaquer au peuple, le peuple sans s'en prendre à la royauté, se concilient la faveur de tous jusqu'au jour, ou accusés de trahison par tous leurs alliés de la veille, ils succombent sous les coups des uns sans éveiller les regrets des autres. Jean Desmares prit la parole pour répondre à cet artisan qui, comme disent les chroniques, tournait tout en mal. Il n'entre-

prit pas de nier les dépenses énormes faites par les oncles du roi, mais il essaya de les justifier. Il prétendit démontrer que ces dépenses étaient fort loin de préjudicier au peuple; il fit remarquer que cet argent qu'on disait gaspillé en pure perte rentrait en définitive dans la poche du pauvre. Les prodigalités de la cour faisaient, disait Desmares, aller le commerce : théorie économique sans cesse reproduite par ceux qui veulent légitimer les dépenses improductives ; facheux sophisme dont le xix<sup>e</sup> siècle n'a pu encore se débarrasser. L'argumentation de Desmares fut favorablement accueillie par quelques bourgeois, petits marchands qui profitaient effectivement du gaspillage et des désordres de la cour. Il en fut autrement des ouvriers. Ceux-là même qui étaient employés aux industries de luxe et dont par conséquent le faste des princes alimentait le travail, se montrèrent le plus opposés aux arguments invoqués par Jean Desmares. La misère qu'ils

souffraient leur paraissait d'autant plus pénible que , manquant souvent du nécessaire , ils savaient que leurs efforts étaient destinés à fournir à d'autres le superflu. Le luxe auquel ils contribuaient était à leurs yeux, bien plus qu'à ceux des autres travailleurs, détestable et funeste, parce qu'ils pouvaient mieux apprécier ce que la satisfaction des caprices des riches coûtait à l'artisan de douleurs et de peines, parce que leur travail de chaque jour leur permettait de mesurer avec plus de précision l'injustice de la fortune; enfin , parce que , intelligents pour la plupart , ils ressentaient leur abjection avec d'autant plus d'amertume qu'ils se croyaient dignes d'un meilleur sort.

Le discours de Desmares ne put atténuer l'effet produit par la harangue à laquelle il avait essayé de répondre. Un grand nombre des assistants étaient venus armés à l'assemblée. Quelques centaines d'entre eux, l'épée à la main , contraignirent le prévôt à

se rendre immédiatement avec eux au palais pour arracher aux oncles du roi une ordonnance qui supprimât les impôts. Quantité de gens se joignirent à eux, et lorsqu'ils arrivèrent à l'hôtel royal, bien rapproché cependant de la Maison aux Piliers, ils étaient accompagnés d'une foule considérable.

En présence de cette manifestation, les conseillers du roi furent attérés ; il y avait, leur disait-on, dans cette multitude, des gens qui avaient de terribles projets ; on entendait, dans les groupes, dire que les rois n'avaient de pouvoir que s'ils remplissaient bien leurs devoirs au regard du peuple ; qu'à celui-ci appartenait de faire justice des exacteurs, car il était en toutes choses le souverain seigneur : « Toujours ne seront les maîtres ni toujours n'auront de si belles robes », ajoutaient quelques-uns en signalant à leurs camarades les gentilshommes et bourgeois qui assistaient, non sans terreur, à cette marche du peuple sur le palais du roi. Le souvenir des ma-

réchaux de Champagne et de Normandie obsédait le duc d'Anjou et ses acolytes. La cour se décida à céder. Le duc se montra au peuple, qui le demandait impérieusement : le chancelier promit aux Parisiens qu'il serait tenu compte de leurs réclamations. Telle était la puissance de l'opinion et les traces profondes laissées dans les esprits par la révolution de 1356 que le chancelier, dans les explications qu'il adressa à la foule reconnut formellement que « les rois ne régnaient que par le suffrage des peuples ». Il termina sa harangue en priant les séditeux de vouloir bien attendre jusqu'au lendemain les satisfactions qu'ils réclamaient, et, pour obtenir ce délai, il expliqua que si le roi n'accordait pas immédiatement à ses sujets ce que ceux-ci demandaient, c'était parce que les rois ne pouvaient rien faire sans conseil. Ainsi, pour résister, ne fût-ce qu'un moment, aux volontés des émeutiers, le chancelier invoquait les principes mêmes que les

bourgeois de 1356 avaient voulu imposer à la royauté et pour assurer le triomphe desquels quelques-uns d'entre eux avaient sacrifié leurs biens et leur vie. Il reconnaissait que le principe constitutionnel qui oblige le souverain à n'agir que de l'avis de ses ministres est le meilleur des préservatifs contre les excès du despotisme, — que ce despotisme vienne d'en haut ou d'en bas, du prince ou de la multitude.

Le peuple accorda le délai sollicité. La cour espérait que vingt-quatre heures suffiraient pour calmer la sédition. Elle se trompait. Le lendemain la foule se présenta de nouveau devant le palais, plus nombreuse et plus menaçante.

Les gros bourgeois, voyant que force restait à l'émeute, que le pouvoir royal avait faibli, commençaient à se mêler au mouvement. Il devenait impossible au régent de ne point donner satisfaction aux réclamations populaires. Le chancelier annonça aux

gens assemblés autour de l'hôtel St-Pol que le roi céda à leurs prières. Devant la Maison aux Piliers, Jean Desmares communiqua la bonne nouvelle aux bourgeois. Il dit que le nouveau règne serait pour le pays une ère de réformes et de prospérités nouvelles, que le roi ne ferait rien sans l'appui du peuple, etc. Le bruit courait partout dans la foule que Desmares avait conseillé aux oncles du roi d'obtempérer aux désirs de la population parisienne : les paroles qu'il prononça furent accueillies par de frénétiques applaudissements et firent oublier le discours que le même orateur avait prononcé dans la grande réunion de l'hôtel de ville en faveur de la cour.

La victoire du peuple était complète, elle n'avait pas encore coûté une goutte de sang.

C'est, en démocratie, un axiome que le peuple est toujours généreux, mais c'est aussi, en histoire, une vérité indiscutable que la populace a des instincts d'avidité, de violence et



de cruauté qu'elle cherche à satisfaire chaque fois qu'elle en trouve l'occasion. Les flatteurs de la foule, elle en a toujours parmi ceux qui profitent de ses excès, s'évertuent à démontrer que quand elle tue ou pille, elle cède non à ses propres inspirations, mais aux conseils et aux exemples de quelques meneurs appartenant aux classes supérieures et intéressés à la tromper. Que la populace fasse le mal spontanément, ou qu'elle s'y laisse entraîner, peu importe, ce qu'il faut constater seulement, c'est que perverse ou perversie, il n'est point de violences qu'elle ne commette, de folie à laquelle elle ne se laisse aller, quand elle a la force en mains.

Les Parisiens avaient obtenu du pouvoir toutes les satisfactions qu'ils avaient réclamées. La perception des taxes était arrêtée.

Mais qu'importaient à cette masse de misérables que l'impôt ne pouvait frapper parce qu'ils n'avaient rien, qui s'étaient mêlés au mouvement, non pour obtenir des réformes

politiques dont ils n'avaient que faire, mais par amour seulement du désordre et avec l'espoir de satisfaire les passions furieuses qui bouillonnaient en eux, qu'importaient les concessions accordées par le duc d'Anjou. Il leur fallait autre chose, — du sang ou de l'argent.

Il était aussi à la cour de nobles hommes qui avaient des créanciers. Ces gentilshommes persuadèrent à la multitude qui ne demandait pas mieux d'ailleurs que de se laisser convaincre, qu'elle n'aurait atteint complètement le but qu'elle poursuivait que lorsqu'après s'être débarrassée des taxes elle se serait aussi débarrassée des usuriers, « la lèpre des pauvres gens. » Le peuple se porta au quartier des Juifs, massacra la plupart de ces malheureux, incendia leurs maisons, et se souilla des plus ignobles excès.

Une ordonnance réalisant les promesses faites par le chancelier abolit tous les aides

et fouages établis en France depuis Philippe le Bel.

Pour faire face aux dépenses de l'État, il restait à la royauté les produits de son domaine, engagés déjà. Il était évident pour quiconque réfléchissait qu'il faudrait bientôt rapporter l'ordonnance et recourir de nouveau dans un délai fort bref à la ressource de l'impôt. Les princes le savaient bien et n'avaient cédé aux demandes populaires que pour gagner du temps. Ils étaient fermement résolus, lorsqu'ils auraient assuré le pouvoir entre leurs mains à remettre les choses au même et semblable état que du temps du roi Charles V. Mais en ne luttant pas dès l'abord contre les exigences des Parisiens, ils se préparaient pour l'avenir des difficultés du caractère le plus grave. C'est un point incontestable en politique qu'une concession ne se retire point, que tout acte par lequel un gouvernement établi se dessaisit d'une portion quelconque du pouvoir qu'il détient, est un

acte définitif, qu'il en coûte à ce gouvernement plus de peine et de périls pour reprendre les droits qu'il a aliénés, qu'il ne lui en aurait fallu dépenser pour les conserver intacts entre ses mains.

Après avoir consenti la suppression des impôts, les princes se trouvaient dans la position la plus embarrassante ; ils essayèrent tout d'abord d'obtenir à l'amiable , le rétablissement des taxes ou d'une partie du moins de celles-ci. N'osant réunir les états généraux, ils convoquèrent une assemblée de notables qu'ils choisirent eux-mêmes parmi les bourgeois bien pensants des villes les plus rapprochées de Paris. Ils donnèrent à cette assemblée le nom d'états généraux. Ils pensaient en imposer ainsi aux populations et obtenir leur soumission. Il n'en fut rien. Les notables votèrent le rétablissement de la taxe , du denier par livre sur toutes ventes de marchandises ; mais les villes refusèrent unanimement de se soumettre à ce vote.

Le duc d'Anjou fit alors appel aux états provinciaux. L'Artois, le Ponthieu allouèrent quelques subsides, les autres provinces refusèrent de rien accorder. On essaya de traiter directement avec les villes. A Paris, le régent manda auprès de lui les principaux bourgeois. Les bourgeois déclarèrent qu'ils ne pouvaient rien, qu'ils n'avaient pas qualité pour s'engager au nom de la ville. Le duc d'Anjou s'adressa au peuple lui-même. A sa demande, quelques personnages qui passaient pour jouir de la faveur publique, essayèrent de faire comprendre aux Parisiens que les impôts étaient une des nécessités de toute société politique, que, sans l'impôt, le roi ne pouvait défendre le pays contre les entreprises de l'Anglais. Ils ne réussirent qu'à compromettre leur popularité, et à augmenter la défiance que la partie la moins éclairée de la population nourrissait contre les bourgeois aisés. Tous ceux qui proposaient au peuple de payer l'impôt, c'é-

taient, dit-on dans les assemblées, des riches auxquels cet impôt enlevait à peine une portion insignifiante de leur superflu, c'étaient des gens qui désiraient plaire aux princes aux dépens de leurs concitoyens, qui ne pensaient qu'à une chose, jouir tranquillement de leur fortune sans s'inquiéter de la misère publique. Il ne fallait pas se fier à eux ; « ils ne regardaient les libertés publiques que jusqu'à l'exposition de leurs biens. »

Les membres du corps municipal surtout étaient l'objet d'attaques violentes. On leur reprochait de n'être point les véritables élus du peuple, de n'être que les représentants des gros bourgeois ou marchands. La vieille constitution de la municipalité parisienne, si respectée jusqu'alors et considérée comme le palladium des libertés publiques, était vivement critiquée. Les meneurs prétendaient lui faire subir une modification radicale afin que le peuple, le vrai peuple, pût mettre à la tête de la ville des hommes bien disposés à défen-

dre leurs droits. Les Parisiens refusèrent donc de consentir aucun impôt. Ils prirent dans les réunions des résolutions aux termes desquelles ils déclaraient ennemi public quiconque tenterait de rétablir les taxes. Sous prétexte d'empêcher une trahison de la part des notables bourgeois qui composaient le corps municipal, quelques mauvais sujets se disant délégués du peuple se chargèrent de garder les portes de la ville : les anciennes milices se reconstituèrent sous les ordres, non plus comme autrefois des principaux du quartier, mais des énergumènes des réunions publiques, prirent les armes, et se préparèrent à la lutte.

Devant l'attitude des Parisiens le duc d'Anjou hésita. Mais il avait un pressant besoin d'argent, il ne pouvait s'en procurer que par la voie de l'impôt; il ordonna la mise en perception des taxes votées par les notables, dans les villes de provinces, où il ne croyait point avoir à rencontrer une aussi vive résistance qu'à Paris.

A Rouen d'abord, fut publiée l'ordonnance qui rétablissait les anciens impôts.

Peu de cités avaient été plus que Rouen troublées par des querelles intestines. Originellement gouvernée par une oligarchie bourgeoise, la commune avait été réformée, par la royauté, dans le sens le plus démocratique. Depuis la réforme, les grandes familles avaient cessé de diriger les affaires de la ville qui avaient passé aux mains des gens de petit état. Il était de tradition à Rouen, que les Rouennais ne devaient subir aucune exaction. Le menu peuple qui avait, pendant des années, lutté au nom de ce principe contre les bourgeois, n'était pas plus disposé à accepter les taxes royales que les impôts de l'ancienne municipalité. La population ouvrière avait accepté l'aide du roi dans la lutte qu'elle avait soutenue contre les pairs, mais, la victoire obtenue, elle ne s'était pas



montrée reconnaissante à son auguste allié. Avec la populace on peut tout détruire, il est impossible de rien fonder. Les classes inférieures, l'expérience des révolutions l'a prouvé, sont disposées à penser qu'un gouvernement quel qu'il soit s'établit à leurs dépens, et en violation de leurs droits. Dès lors, toute concession qui leur est faite, leur paraît une restitution, une dette qu'on leur paye, et le créancier ne doit pas de reconnaissance au débiteur qui s'est acquitté. Elles sont moins satisfaites de ce qu'on leur accorde que courroucées de ce qu'elles estiment qu'on leur refuse. C'est donc de la part d'un gouvernement une erreur grossière que de penser qu'il peut compter sur l'appui des classes inférieures, parce qu'il a, en diverses circonstances, donné satisfaction à quelques-unes des aspirations de celles-ci. Quelque larges qu'aient été ces satisfactions, elles restent nécessairement en deçà de ce qu'il convient à certains personnages d'ap-

peler les droits imprescriptibles du peuple. Elles ne servent qu'à donner à ceux qui les ont obtenues, les moyens et le désir d'en réclamer d'autres. C'est ce qui était arrivé à Rouen. La royauté, en supprimant, au profit de la plèbe, les prérogatives de quelques familles bourgeoises, avait indisposé les privilégiés sans se concilier le dévouement de la multitude. La constitution de la ville de Rouen était devenue plus démocratique, mais les Rouennais n'étaient pas, pour cela, des sujets moins turbulents.

D'autre part, Rouen bien que fort attaché à la nationalité française, avait de fréquentes relations avec l'Angleterre. Les idées, qui depuis quelques années s'étaient répandues de l'autre côté de la Manche, avaient pénétré en Normandie; les théories de Wickliff comp-  
taient à Rouen beaucoup d'adeptes. Elles avaient ravivé le ressentiment que la population nourrissait contre le clergé (et que justifiaient, au moins dans une certaine mesure,

les entreprises de l'évêque et du chapitre contre l'ancienne commune), et le vieux ferment de haine, dernier reste des luttes d'autrefois, que le peuple avait toujours conservé contre les plus riches habitants de la ville.

Dans les derniers temps, Rouen avait applaudi aux émeutes parisiennes, et entretenu des intelligences avec les Flamands révoltés.

Lorsque fut publiée l'ordonnance royale rétablissant les anciens impôts, les Rouennais se soulevèrent. La sédition fut terrible. Non content de refuser le paiement des taxes, le bas peuple ajouta l'insulte à la désobéissance. La majesté royale, jusqu'alors respectée alors même qu'on essayait de se soustraire aux ordres du souverain, fut bafouée et tournée en ridicule. Les gens de Rouen, par dérision, proclamèrent roi un marchand de drap qui n'avait à cet honneur d'autre titre que son énorme corpulence et son grand appétit, et

obligèrent leur monarque improvisé à rendre une ordonnance d'expulsion contre les gens du fisc. L'arrêt fut immédiatement exécuté; quelques-uns des percepteurs de l'impôt furent mis à mort, les biens des autres confisqués et partagés entre le peuple, les gens d'église pillés, et mis à contribution, sous prétexte qu'ils devaient comme tous les autres, supporter leur part des charges publiques.

Telle était la terreur inspirée aux conseillers du roi par la population rouennaise, ou leur secret désir de laisser le bas peuple écraser les riches bourgeois de la ville, que des mois s'écoulèrent sans que la royauté prît aucune mesure pour mettre les séditeux à la raison. Profitant de cette inaction, les meneurs se mirent en rapport avec les Gantois et envoyèrent aux bonnes villes des députés pour empêcher le paiement de l'impôt. Le corps municipal avait été tellement affaibli par la réforme communale, qu'il resta sans force

pour empêcher la populace de prendre le gouvernement de la ville et de commettre de nouveaux excès. Bientôt les bourgeois s'effrayèrent ; et lorsque les forces royales , à la tête desquelles se trouvait le roi lui-même , arrivèrent devant Rouen, elles furent considérées par beaucoup de gens comme des libératrices. Les artisans voulaient se défendre, les marchands les en dissuadèrent, et les engagèrent à se fier aux bons sentiments de leur jeune souverain. Ils firent tant, que le peuple se laissa persuader d'ouvrir les portes de la ville.

Les bourgeois avaient été mal 'conseillés par leur terreur : l'entrée du roi fut suivie d'épouvantables massacres qui frappèrent indistinctement innocents et coupables. Les princes avaient besoin d'argent. La confiscation était un moyen facile de s'en procurer. A ces fins, on considéra comme complices des émeutiers les plus riches Rouennais, qu'ils eussent ou qu'ils n'eussent pas pris part à la

sédition. On saisit leurs biens. Les libertés municipales furent supprimées et les citoyens désarmés.

Au moment même où l'armée royale entrait à Rouen, un mouvement du caractère le plus grave éclatait à Paris. Le duc d'Anjou avait, en partant pour la Normandie, laissé l'ordre de publier le rétablissement des aides et d'en commencer la perception. Le jour où l'ordonnance fut publiée aux halles, les Parisiens se soulevèrent : les crieurs n'échappèrent qu'avec peine aux mains de la populace, et ne durent leur salut qu'à une fuite rapide. Des réunions extraordinaires furent tenues dans chaque quartier, il y fut résolu que l'on refuserait l'impôt. Le lendemain à l'instant où les receveurs se présentaient aux halles pour réclamer les droits, la foule se jeta sur eux et les massacra, puis se porta à l'hôtel de ville, dont elle enfonça les portes,

et où elle se saisit des armes prises aux bourgeois en 1360. De là elle se répandit dans la ville, ouvrit les prisons, proférant d'horribles menaces contre les princes et leurs agents, tuant tous ceux qu'elle considérait comme tels, et pillant leurs maisons. Elle n'épargna pas davantage les riches bourgeois; les hôtels de beaucoup d'entre eux furent saccagés et incendiés et les propriétaires fort maltraités.

Tels furent les excès de la multitude, que les marchands, bien que fort disposés à refuser l'impôt arbitrairement rétabli par le duc d'Anjou, se séparèrent du peuple. Ils prirent les armes, non contre la royauté, mais pour défendre leurs propriétés, et essayèrent, sans trop de succès, de mettre un terme aux violences populaires. Tous les magistrats s'enfuirent. Seul Jean Desmares resta à son poste, parcourant la ville et s'efforçant de calmer la sédition.

A la nouvelle du soulèvement de Paris le

duc d'Anjou s'était hâté d'y envoyer des troupes. La grande majorité de la population parisienne se prépara à une énergique défense. Elle était bien armée et ne craignait pas la lutte. Elle se croyait de force à combattre sans l'aide de personne « les plus grands seigneurs du monde. » Mais il y avait à Paris, comme il y avait eu à Rouen, des gens que l'idée d'une résistance contre les troupes royales effrayait singulièrement, qui craignaient le pillage, si la victoire restait au peuple, la confiscation si la royauté, comme cela était probable, l'emportait.

L'université servit d'intermédiaire entre eux et le roi.

L'université représentait alors au plus haut degré, l'esprit, les tendances de la classe moyenne. C'était, depuis que les grandes familles municipales avaient été décimées, que les magistrats de la ville s'étaient recruté exclusivement parmi les créatures du roi, le seul corps qui eût conservé quelques tradi-



tions d'indépendance. Elle était composée d'hommes qui avaient passé les premières années de leur existence au milieu du peuple, sortant pour la plupart de fort petit état, mais arrivés à force de travail à conquérir une situation qui leur assurait dans la société d'alors une place élevée. Les principaux dignitaires de l'université n'étaient pas seulement des savants, considérés en Europe comme les hommes les plus doctes du temps, c'étaient des gens fort importants, souvent en rapport avec les plus hauts seigneurs et les plus grands prélats du royaume, et dont l'avis était demandé par tout le monde dans les circonstances graves. L'université disposait, de plus, d'un grand nombre de suppôts, docteurs, gradués ou écoliers, chez lesquels la science n'excluait pas l'énergie, et qui constituaient une force considérable, avec laquelle les partis politiques savaient qu'il fallait compter.

L'université supplia le roi d'oublier les en-

Les princes se trouvaient encore sans argent.

Heureusement pour eux le roi n'était pas encore rentré à Paris depuis la dernière sédition, il n'avait pris au regard de la population parisienne aucun engagement absolu, ni renoncé expressément à sévir contre elle. Les négociations furent reprises entre le conseil royal et la ville. Le roi se fit payer le pardon qu'on lui demandait. Il promit, moyennant une somme de 100,000 livres, d'oublier le passé. Il ordonna en même temps le désarmement de tous les individus qui habitaient Paris sans y être nés, ni y avoir un établissement, et qui dans les derniers troubles avaient joué un si grand rôle. Les Parisiens de naissance, ayant, comme disent les chroniques, choses à perdre furent seuls autorisés à sortir en armes. La ville accepta ces conditions. La cour n'insista que sur la première; la seconde était à peu près impraticable, les gens qu'il s'agissait

tement pendant la nuit. Justice ou du moins ce qu'on appelait alors de ce nom était faite.

Dans l'espoir de mettre fin aux émeutes qui depuis la mort de Charles V agitaient le royaume, et d'obtenir des subsides, les princes se décidèrent à recourir aux états généraux, que le roi alla tenir à Compiègne en Beauvoisis.

L'espoir des princes fut trompé. Les bonnes villes des provinces ne donnèrent à leurs représentants d'autres pouvoirs que d'offrir au roi leurs conseils et de lui transmettre les humbles prières de ses sujets des villes. Aux demandes de subsides qui leur furent adressées, les députés répondirent qu'ils en réfèreraient à leurs commettants. Il fut impossible d'obtenir d'eux rien de plus. Seuls les députés de Sens votèrent l'aide demandée, et leurs commettants les désavouèrent.

Les princes se trouvaient encore sans argent.

Heureusement pour eux le roi n'était pas encore rentré à Paris depuis la dernière sédition, il n'avait pris au regard de la population parisienne aucun engagement absolu, ni renoncé expressément à sévir contre elle. Les négociations furent reprises entre le conseil royal et la ville. Le roi se fit payer le pardon qu'on lui demandait. Il promit, moyennant une somme de 100,000 livres, d'oublier le passé. Il ordonna en même temps le désarmement de tous les individus qui habitaient Paris sans y être nés, ni y avoir un établissement, et qui dans les derniers troubles avaient joué un si grand rôle. Les Parisiens de naissance, ayant, comme disent les chroniques, choses à perdre furent seuls autorisés à sortir en armes. La ville accepta ces conditions. La cour n'insista que sur la première; la seconde était à peu près impraticable, les gens qu'il s'agissait

de désarmer étant hommes à se défendre vigoureusement : les princes d'ailleurs tenaient moins à empêcher de nouveaux troubles qu'à se procurer des ressources financières.

Le recouvrement des 100,000 fr. à payer au roi présenta quelques difficultés. Le corps municipal entreprit d'obliger le clergé et les ordres religieux à en acquitter leur part. Le clergé refusa. Ce refus donna lieu à de véritables émeutes. Les presbytères et les couvents furent menacés. On ne sait au juste si les ordres religieux s'exécutèrent ; mais il ne s'éleva aucune voix pour soutenir les privilèges qu'ils invoquaient. Le principe de l'égalité de tous devant l'impôt prenait chaque jour plus de force.

## § II.

**Lutte entre l'élément aristocratique et l'élément  
démagogique. — Défaite momentanée de celui-ci.  
— Misère du pays.**

La tranquillité cependant n'était pas complètement rétablie dans Paris : les gens de petit état continuaient, malgré tous les efforts des officiers royaux, à tenir des assemblées. Ils paraissaient si redoutables que le roi, de l'avis de son conseil, institua à Paris un nouveau magistrat, qu'on appela le capitaine de la ville, et qui fut spécialement chargé d'empêcher les émotions populaires, de maintenir et de rétablir l'ordre dans la cité.

L'animation des classes inférieures contre la bourgeoisie avait grandi avec les derniers

événements. La distinction faite par le conseil, lors des négociations avec l'université, entre les Parisiens de naissance, pour la plupart établis et dans l'aisance, lesquels étaient autorisés à sortir armés, et les autres habitants de la ville, appartenant en grande majorité au petit peuple, et qui devaient être désarmés, avait rendu plus profonde encore l'aversion de ceux-ci pour ceux-là. D'un autre côté les excès commis par la foule lors de la dernière insurrection avaient frappé de terreur les bourgeois, marchands et maîtres ouvriers. C'était une opinion généralement répandue en France et même à l'étranger que le pays se trouvait à la veille de révolutions horribles dont les séditions passées ne pouvaient même donner l'idée et « où compte ne serait tenu de vies d'hommes plus que d'arondeaux ou d'alouettes qu'on prend en la saison pour les manger. »

Un même souffle révolutionnaire paraissait passer sur toute l'Europe occidentale. Les

prolétaires de tous les pays se soulevaient en même temps : l'Angleterre avait eu la révolte de Wal-Tyler ; la France, les émeutes de Rouen et de Paris : l'Italie était soulevée, la Flandre entière en armes, les Gantois en guerre ouverte avec leur duc. Si en ce moment, le menu peuple des différentes nations d'Europe avait réussi, sous l'énergique impulsion de quelques hommes de génie, à combiner une action commune, nulle puissance constituée n'aurait pu lui résister. « Si ensemble se fussent mis, ils eussent été plus puissants que les princes et les nobles », dit Juvenal des Ursins. Cette alliance des démocraties européennes avait été le rêve d'Étienne Marcel qui avait succombé avant d'avoir pu le réaliser. Mais les populations urbaines après avoir un instant, au lendemain de Poitiers, et sous l'étreinte d'un danger pressant, oublié leurs querelles intestines, confondu leurs efforts et leurs intérêts, étaient peu à peu revenues à leurs anciennes jalousies, à leur



ancien isolément : elles avaient agi chacune pour leur propre compte sans s'inquiéter de leurs voisines, sans réclamer des autres villes un aide ou un concours qu'elles n'eussent point été elles-mêmes d'humeur à accorder (1). Elles avaient, en dissensions intestines, dépensé leurs forces et leur énergie. Isolées, divisées en factions hostiles, elles avaient pu faire des émeutes, elles avaient été incapables de faire une révolution, ou seulement de reprendre l'œuvre des hommes de 1356.

La royauté et la noblesse entendaient mieux la solidarité. On avait vu, lors de la Jacquerie, le roi de Navarre et le duc de Normandie, ennemis la veille et ennemis le lendemain, s'associer pour écraser les paysans révoltés. Les chevaliers anglais avaient mis leur épée au service des gentilshommes français. Ceux-ci avaient applaudi au triomphe

(1) Rouen cependant avait à la suite de l'émeute de 1381 essayé de se mettre en relation avec les autres bonnes villes.

de l'aristocratie féodale d'Angleterre sur les bandes de Wat-Tyler. En présence des mouvements populaires qui éclataient de toutes parts, nobles et rois sentirent qu'il fallait resserrer leur alliance, que les dangers des uns étaient les dangers des autres, la défaite de l'un la défaite de tous, qu'écraser quelque part une révolte populaire c'était prévenir ailleurs l'explosion de semblables mouvements. Ils agirent avec vigueur, sans qu'aucune considération d'humanité ou du bien public leur fit perdre de vue un instant leurs intérêts de caste.

Les hommes de Gand étaient en lutte ouverte avec le duc de Flandre qui avait voulu dissoudre quelques-unes de leurs principales corporations. Plus intelligents que leurs frères des communes de France, les Gantois avaient compris qu'il n'y avait pas de triomphe possible sans discipline; ils avaient compris que

ce n'était point faire acte de servilité que d'obéir à des chefs librement choisis. Ils avaient mis à leur tête le fils du grand Artevelt. La démocratie a ses dynasties comme la royauté. Artevelt proposa au roi de France l'alliance de Gand. Mais le duc de Bourgogne, oncle du roi, était le gendre du duc de Flandre. Si le bien de la France commandait aux princes français d'accueillir favorablement les propositions des Gantois, l'intérêt du duc de Bourgogne et de la noblesse française était au contraire de prêter au duc de Flandre un concours énergique pour écraser les vilains émeutés. Le député de Gand fut mis en prison, et aux offres d'Artevelt, le roi et les princes répondirent en marchant avec une grosse armée au secours du duc. Ils ne dissimulaient point qu'après avoir triomphé des Flamands ils viendraient régler leurs comptes avec les séditeux de France.

Paris et les grandes villes attendaient avec anxiété le résultat de la lutte engagée.

La populace, plus clairvoyante cette fois que les bourgeois, voulait prendre occasion de l'absence du roi et des princes pour constituer les communes de France à l'exemple de celles de Flandre, et se venger des officiers royaux entre les mains de qui allait tout le bien des pauvres. Les principaux bourgeois préférèrent conserver une attitude expectante. Ils espéraient que les Flamands feraient la même besogne qu'à Courtray et qu'il serait alors facile aux Parisiens d'imposer leurs volontés à la royauté vaincue. Parmi ceux qui recommandaient le calme, étaient quelques anciens amis d'Étienne Marcel. Ces vieux Parisiens n'avaient pu oublier les grands embarras que le menu peuple avait causés au prévôt et à la cause des libertés publiques. Tandis que les Parisiens délibéraient, l'armée royale entrait en Flandre et écrasait les Gantois à Rosebecque (1).

(1) 27 novembre 1382.

■ Paris fut atterré. Le désespoir du peuple  
■ égala la joie des princes. Les projets de ceux-  
■ ci ne furent pas longtemps douteux. Ils  
■ promettaient à leurs hommes le pillage de  
■ Paris. Pour justifier d'avance les violences  
■ qu'ils voulaient commettre, ils firent (ce  
■ moyen est toujours employé en pareille cir-  
■ constance) courir le bruit que le peuple  
■ était en relation d'amitié avec celui de  
■ Gand, c'est-à-dire avec l'ennemi, qu'on  
■ avait trouvé dans le camp d'Artevelt une let-  
■ tre envoyée aux Gantois par les bourgeois  
■ de la cité, lesquels avaient ainsi trahi la  
■ France. Cette lettre ne fut jamais produite,  
■ il est probable qu'elle n'exista point. Les Pa-  
■ risiens avaient pu former des vœux pour le  
■ succès des Gantois, mais ils s'en étaient tenus  
■ là ; et pouvait-on leur reprocher, dans une  
■ guerre entreprise contrairement aux intérêts  
■ de la France, de redouter une victoire dont la  
■ conséquence directe devait être l'asservisse-  
■ ment du pays ?

Les princes n'étaient pas toutefois sans quelque inquiétude. La ville était assez forte et ses milices assez nombreuses pour tenir longtemps si elles prenaient franchement la résolution de se défendre. Mais Paris était découragé, la grande majorité des bourgeois répugnaient à la lutte. Le corps municipal fit savoir au roi, que les Parisiens n'opposeraient aucune résistance à l'entrée de l'armée royale. Malheureusement la population tout en consentant à l'entrée du roi, voulut que celui-ci comprît que ce consentement était tout bénévole et que Paris eût été de force à le refuser. Les milices prirent les armes et vinrent au nombre de près de 40,000 hommes, en bel ordre, au devant du roi. C'était une faute grave. En politique on ne menace point, on agit. Une menace a tous les inconvénients de l'acte qu'elle annonce, elle n'en a point les bénéfices. C'est l'arme de qui ne peut ou n'ose frapper. Menacer est dans tous les cas une preuve de faiblesse. Les Parisiens

■ payèrent cher leur bravade. Le roi refusa de  
■ rentrer en ville par l'une des portes. Il fit dé-  
■ molir un pan de murailles et entra en sa ca-  
■ pitale comme dans une place conquise. A  
■ peine à Paris les princes prirent les mesures  
■ les plus énergiques. La ville fut occupée mi-  
■ litairement, les chaînes des quartiers tendues,  
■ les citoyens désarmés, plus de 300 bourgeois  
■ arrêtés, beaucoup exécutés. Tous les hommes  
■ importants qui avaient survécu aux massacres  
de 1360 furent conduits à l'échafaud, et  
avec eux Jean Desmares. Son crime était  
d'avoir essayé de se concilier la faveur du  
peuple et de ne s'être point donné tout en-  
tier à la royauté (1).

Si, dans la répression, la royauté fit preuve  
de cruauté, elle fit aussi preuve d'intel-  
ligence. Jusqu'alors, après chaque sédition ,

(1) On attribua aussi la mort de Jean Desmares à l'ani-  
mosité personnelle de MM. de Bourgogne et de Berry qui  
ne pouvaient lui pardonner de s'être montré dévoué au duc  
d'Anjou leur frère et leur rival.

les supplices avaient frappé seulement les chefs du mouvement vaincu. Les petites gens avaient été épargnés, on les avait considérés non comme des coupables, mais comme des égarés. Cette fois les exécutions portèrent sur toutes les classes de la société, sur les petits comme sur les grands. Nulle mesure ne pouvait produire plus d'effet.

Le supplice d'un chef peut quelquefois arrêter une sédition déjà née, elle est sans effet sur les séditions à venir. Il se rencontre toujours des hommes qui, dans le jeu terrible des révolutions, n'hésitent pas à exposer leur vie dans l'espoir, au jour du succès, de recueillir grandeur et gloire. Aussi les factions politiques trouvent-elles toujours des chefs. Elles recrutent moins facilement des soldats. Si elles réussissent à en réunir, c'est le plus souvent parce que, se sentant couverts par leur obscurité même, ceux-ci considèrent le danger auquel ils s'exposent, comme moins grand que les avantages qu'ils es-



pèrent. Le jour où, l'insurrection vaincue, la répression au lieu de s'arrêter aux chefs vient chercher à son rang le dernier des complices, elle ne frappe pas seulement les séditeux du jour, elle effraie et paralyse aussi les séditeux à venir. Les petites gens hésitent à engager leur vie dans des entreprises hasardeuses dont ils subissent tous les risques alors que d'autres en recueillent le bénéfice. La sédition n'a plus de soldats : la répression atteint ainsi le but qu'elle doit se proposer avant tout, prévenir le retour de crimes semblables à ceux qu'elle frappe.

Aux exécutions succédèrent les confiscations. Lorsque un grand nombre de Parisiens furent tombés sous la hache du bourreau, que les princes se furent débarrassés de tous ceux qui les gênaient, ils pensèrent que le moment était venu de faire preuve de clémence. En grande cérémonie, ils demandèrent au roi grâce pour ses pauvres sujets. Le roi daigna accéder à leur prière, et consentit à

commuer « les peines criminelles en peines civiles », ce qui voulait dire qu'à l'avenir les agents royaux s'en prendraient non à la personne, mais à la fortune des Parisiens.

A dater de ce jour on cessa, disent les chroniques, « de s'occuper des moyens, des petits, pour s'adresser exclusivement aux grands maîtres, où il y avait assez à prendre ». Il n'y eut plus de bourgeois possédant quelque chose, qui ne fût soupçonné et convaincu d'avoir trempé dans la rébellion. Les trois quarts des familles bourgeoises furent complètement ruinées. Quelques années plus tôt, à la mort de Charles V, Paris passait pour l'une des plus riches villes d'Europe. Elle était, lorsque les confiscations cessèrent, faute d'aliments, appauvrie de moitié.

Des ordonnances supprimèrent les vieilles magistratures parisiennes, la prévôté des marchands, l'échevinage. L'administration des affaires municipales fut confiée au prévôt de Paris. Il fut interdit aux bourgeois de pro-

der à l'avenir, à l'élection des dizéniers et des quarteniers. On défendit rigoureusement toutes réunions publiques ou autres « assemblées de confréries, réunions d'artisans, voire même les simples réunions pour festoyer, » les factieux ayant pu profiter de ces réunions pour troubler l'ordre et porter atteinte au bien public. Enfin les aides, douzième denier, gabelles et autres impositions furent rétablies et mises en perception sans lutte nouvelle.

La réaction s'étendit hors Paris.

Quelques villes de provinces, sans protester contre les impôts avec la même énergie que Paris et Rouen s'étaient montrées fort rebelles aux volontés royales. A Châlons, à Reims, les habitants n'avaient point acquitté les taxes. Dans cette dernière ville des troubles assez graves avaient éclaté. Les ouvriers avaient déserté les ateliers, avaient formé des assemblées, et tenu contre le roi des propos séditieux. La répression fut terrible. Les bour-

geois qui s'étaient mêlés au mouvement furent mis à mort. Beaucoup disparurent sans que leurs parents les plus proches pussent obtenir des agents royaux le moindre renseignement sur leur sort, sans même qu'on voulût indiquer aux femmes ou aux enfants le lieu où reposait leur époux ou leur père et leur permettre d'y venir prier. A Amiens ; le corps municipal fut dissous, les corporations et confréries dont les chefs réunis formaient la municipalité, furent démembrées, et la vieille commune, alliée de Paris, à jamais détruite. La royauté écrasa toutes les résistances.

A compter des premiers mois de 1383, et pour de longues années, les villes cessèrent d'occuper dans l'État plus de place que les campagnes.

A côté d'elles, les princes pendant la jeunesse, et plus tard pendant la folie du

roi, disposèrent du pays sans contrôle, s'arrachèrent le pouvoir les uns aux autres, ne s'occupant du pauvre peuple que pour lui extorquer l'argent nécessaire à leurs besoins incessants.

A part quelques insurrections locales, occasionnées par des misères trop fortes ou des exactions trop cruelles, les villes acceptèrent sans mot dire, la loi de leurs maîtres successifs.

L'impôt augmenta constamment. Le roi se mariait : c'était l'occasion de nouvelles taxes. Le duc d'Orléans désirait-il donner des fêtes ou doter ses maîtresses, les villes payaient encore. Sous couleur d'envahir l'Angleterre, les princes établissaient un camp sur le bord du Pas de Calais et y donnaient des tournois ; c'était le prétexte d'un surcroît d'impôts. Il n'y avait plus d'énergie nulle part. Le découragement et la misère étaient partout. Beaucoup de gens émigraient en Flandre ; mais il fallait encore

disposer de quelque bien pour aller ainsi s'établir à l'étranger. Les plus pauvres étaient obligés de rester en France, et les charges publiques pesaient sur eux d'autant plus lourdement que l'émigration avait diminué davantage le nombre des contribuables. Le peuple acceptait tout sans mot dire.

Les bourgeois avaient tenté le grand mouvement de 1356, ils avaient été écrasés par la royauté. Les gens des villes s'étaient soulevés à Paris et à Rouen ; ils avaient été vaincus. La défaite était encore trop récente pour que la nation recommençât la lutte. Un peuple ne tente pas deux fois de suite la fortune des révolutions. Il faut avant qu'il relève la tête, qu'il ait repris haleine, que quelques années de prospérité matérielle lui aient rendu ses forces, qu'une génération nouvelle ait remplacé la génération vaincue. La revanche n'est possible qu'au moment où le souvenir des malheurs éprou-

vés subsistant encore dans la mémoire du peuple , ceux qui ont personnellement souffert ont cessé de composer la majorité de la nation. Alors seulement le sentiment de la vengeance l'emporte sur celui de l'impuissance.

Vingt années se passèrent sans que la royauté eût à lutter de nouveau contre les séditions populaires. Un certain nombre d'ordonnances royales avaient donné satisfaction aux tendances égalitaires du menu peuple. L'impôt frappait tous les sujets du roi : l'Église, l'université, les officiers royaux devaient l'acquitter comme le dernier habitant de la plus humble ville. La masse de la population ne croyait pas acheter trop cher cette égalité au prix d'énormes taxes et d'une soumission aveugle. Elle ne se demandait point si la réalité des faits était en rapport absolu avec les prescriptions légales, si les officiers royaux payaient effectivement les impôts mis à leur charge par

une ordonnance et dont une autre les exonérait. Il leur suffisait qu'il fût interdit au chancelier de sceller aucune lettre portant exemption de taxes, défendu aux maîtres des eaux et forêts de composer avec les délinquants puissants, qu'une ordonnance bientôt rapportée eût donné à tous les sujets du royaume le droit de prendre les armes, pour qu'elle crût avoir réellement conquis l'égalité, son objectif avant tous autres, fût-elle l'égalité dans la misère et l'abjection.



### § III.

**La ville et le prévôt de Paris. — Renaissance des idées séditieuses. — Démoralisation de la société française à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle.**

A Paris seulement avaient subsisté quelques restes de vie politique. La suppression de la prévôté des marchands, de l'échevinage, de toutes les vieilles magistratures municipales avait d'abord profondément ulcéré le cœur des Parisiens. Les agents royaux avaient essayé de démontrer aux petites gens que les charges de prévôt des marchands et d'échevins avaient toujours été jusqu'alors occupées par de gros bourgeois; que jamais personne de petit état n'avait été appelé à les remplir; que la suppression de l'an-

cienne municipalité ne frappait donc pas la population parisienne proprement dite, mais seulement quelques privilégiés. Ils avaient fait remarquer que si le roi avait retiré aux Parisiens l'élection de leurs magistrats, ç'avait été pour confier l'administration de la ville à des hommes impartiaux et désintéressés qui, dépendant du souverain seulement, pouvaient aisément se désintéresser des influences particulières pour ne s'occuper que du bien général, et n'étaient pas, comme autrefois les prévôts élus, disposés à discuter avec les uns, avec les autres, au lieu d'agir, à débattre les intérêts de Paris au lieu de les satisfaire, et à favoriser leurs amis au détriment de leurs adversaires politiques ou privés.

Ils n'avaient dans les premiers temps vaincu personne.

Mais peu à peu un certain nombre de bourgeois, les petits marchands notamment, s'étaient laissé persuader que jamais la situation

de la ville n'avait été plus brillante que depuis le jour où le prévôt de Paris avait été chargé de la direction des affaires municipales ; que le commerce prospérait, que la paix, la tranquillité dont on jouissait n'avaient pas été payées trop cher par la suppression de magistratures qui avaient fait leur temps. On se disait avec orgueil, dans les arrière-boutiques des petits commerçants, que Paris était redevenu ce qu'il était avant les déplorables troubles des premiers temps du règne, c'est-à-dire la « perle des villes. » Comme preuve de sa splendeur nouvelle, on affirmait qu'on y buvait par jour « 700 tonneaux de vin dont le roi avait son quart, sans le vin des écoliers, qui n'en payait point ; » qu'on y comptait 4,000 tavernes. On faisait remarquer qu'il y avait maintenant en ville « 3,000 belles filles », sans compter celles des faubourgs et 80,000 mendiants. On insistait sur ces deux derniers chiffres, qui, aux yeux de certaines gens et d'a-

près les idées économiques d'alors, impliquaient une prospérité inouïe. Quelle ville en France ou même à l'étranger pouvait, à ces divers points de vue, lutter avec Paris? Aussi les petits bourgeois disaient-ils déjà, en affectant pour leurs concitoyens des provinces une pitié quelque peu méprisante, que : Vivre à Paris c'était exister dans le sens absolu du mot, vivre ailleurs c'était exister *accidentellement*. A Paris on vivait; ailleurs on végétait.

Les admirateurs du régime nouveau commençaient à devenir assez nombreux quand, tout d'un coup, en 1388, le prévôt de Paris requit humblement le roi de vouloir bien lui permettre de résigner ses nouvelles attributions. Le prévôt se déclarait incapable de se charger plus longtemps des intérêts municipaux de la ville de Paris. Il était hors d'état de faire face aux nécessités et aux embarras d'une pareille tâche; c'était, disait-il, *besogne trop lourde* pour lui. L'œuvre de la royauté

Était condamnée par ses propres agents. Les princes n'osèrent pas cependant rétablir encore les anciennes magistratures, dont le nom seul les effrayait. Un magistrat nouveau fut nommé auquel on donna le titre de garde de la prévôté de Paris et auquel furent déléguées les fonctions autrefois remplies par le prévôt des marchands.

Le premier soin du garde de la prévôté fut de se rendre compte de l'état de l'administration dont on le chargeait. Il constata que depuis la suppression des magistratures municipales, les recettes de la ville avaient diminué de près d'un tiers, alors qu'au contraire les dépenses avaient grossi.

Les services d'intérêt public avaient été insuffisamment dotés. Pour quelques travaux d'embellissement, le prévôt royal avait négligé les travaux utiles, préoccupation constante autrefois des magistrats élus. La voirie était en mauvais état ; les chemins qui conduisaient à Paris, les rivières, mal entre-

nus. L'augmentation du prix des denrées, que beaucoup considéraient comme la conséquence du développement du bien-être général n'était que le résultat de la difficulté des approvisionnements. Les caisses de la ville étaient vides, et ses revenus engagés d'avance. Telle était la situation lorsque le nouveau garde de la prévôté entra en fonctions. Il dut, pour réparer les désastres amenés par l'administration de son prédécesseur, faire appel au concours de bons bourgeois, bien au courant des affaires parisiennes.

Grâce à l'intervention de ceux-ci, il put parer, au moins partiellement, aux conséquences de la déplorable gestion de M<sup>r</sup> le prévôt de Paris et rétablir l'ordre dans les finances municipales.

Les regrets inspirés par la suppression des anciennes magistratures avaient trouvé dans les événements qui venaient de se pro-

duire un aliment nouveau. Les Parisiens comparèrent l'état de la ville au moment où elle s'administrait librement par des chefs qu'elle choisissait elle-même, et la situation financière qu'avaient créée les représentants de la royauté. Les vieilles idées d'indépendance, un instant étouffées par le découragement d'une défaite récente, reprirent bien vite des forces. Par un revirement d'opinion qui d'ailleurs se produit souvent à la suite des révolutions, les gens qui avaient, lors des derniers troubles, attaqué avec le plus de violence l'ancienne constitution municipale de la ville de Paris, qui en avaient réclamé la modification, en étaient devenus les partisans les plus acharnés. Les bourgeois mêmes qui avaient applaudi à la suppression des assemblées publiques commençaient à reconnaître que des magistrats, soumis au contrôle étroit de leurs concitoyens, responsables de leurs actes au regard de ceux-ci, présentaient plus de garanties qu'un

prévôt nommé par le roi, et s'occupant dès lors bien plus d'être agréable à la cour que de veiller aux intérêts de vilains qu'il méprisait. Quelques efforts que fit le garde de la prévôté pour calmer le mécontentement général, quelque déférence qu'il manifestât pour les principaux Parisiens, dont il demandait incessamment les bons conseils, ces sentiments se développaient de jour en jour.

Mais en même temps avait grandi la démoralisation des classes inférieures. La contagion était venue d'en haut. La famille royale avait donné au peuple le spectacle de tous les vices et de tous les crimes. Le duc d'Anjou avait commencé par le vol, le duc de Bourgogne finissait par l'assassinat. Et comme si ce n'était point assez de fournir de mauvais exemples, les princes s'étaient évertués à répandre dans le peuple les doctrines les plus corruptrices.

Après avoir fait mettre à mort son neveu,



d'Orléans, le duc de Bourgogne avait audacieusement avoué les meurtriers. Bravant les ordres du roi, il était rentré dans Paris où la populace, qu'il avait mainte fois flattée, l'avait reçu avec enthousiasme. Bien loin de témoigner le moindre regret de son crime, il avait entrepris de démontrer à tous et à chacun qu'il avait bien fait de frapper sa victime. Dans une grande réunion où se trouvaient les princes du sang, les plus hauts barons de France, l'Université et quantité de bourgeois de Paris, spécialement convoqués, le duc de Bourgogne avait fait soutenir par un docteur en théologie que l'assassinat politique n'était point un crime, qu'il constituait au contraire, en certains cas, l'accomplissement d'un devoir étroit. Le discours prononcé à l'hôtel Saint-Pol par le docteur J. Petit n'était autre chose que la théorie du tyrannicide. Petit établissait, avec force citations, qu'il était de droit et d'équité d'occire un tyran. Il expliquait qu'un tyran était celui qui machinait

contre la chose publique ; la chose publique c'était le bien de tous, en général, et celui du bon peuple en particulier. Pour justifier sa thèse, il citait de nombreuses autorités et invoquait l'opinion des plus doctes hommes.

Les clercs et les bourgeois estimèrent qu'il était fort grave de soutenir ouvertement de pareilles propositions. Sans doute il pouvait être vrai qu'en certains cas l'intérêt général pût légitimer ou excuser bien des choses, peut-être même l'emploi de moyens semblables à ceux dont avait usé Monseigneur de Bourgogne. C'était l'avis des plus excellents écrivains de l'antiquité, et aussi celui des Pères de l'Église, notamment de saint Thomas d'Aquin. M. Jean Gerson lui-même (il devait heureusement se contredire plus tard) avait dit : « que nulle victime n'était plus agréable à Dieu qu'un tyran. » Mais était-il nécessaire de prêcher au peuple de pareilles doctrines? Cela paraissait bien douteux.

Le menu peuple cependant approuvait ; il ne pouvait douter de l'excellence de théories pareilles. Elles flattaient ses instincts de violence , légitimaient ses excès passés et futurs : elles avaient de plus l'honneur d'être professées par un docteur en théologie, en présence de l'Université et des plus graves personnages de la ville , lesquels n'y contredisaient point. La populace pourrait donc à l'avenir, quand elle mettrait à mort ceux qu'elle considérait comme ses ennemis, s'abriter derrière les plus hauts exemples et les plus éminentes autorités.

Non contents de l'allocution prononcée par Jacques Petit, les affidés du duc de Bourgogne avaient fait remarquer aux Parisiens, que le duc d'Orléans avait dissipé, en dépenses folles, la fortune publique, qu'il avait déployé un faste inouï, qui était comme une insulte à la misère générale ; que frapper de mort un pareil homme n'était que justice ; en débarrassant le royaume d'un semblable monstre le

duc de Bourgogne avait mis fin à des scandales qui déshonoraient le pays entier, et vengé le pauvre peuple.

Ces discours avaient attisé la haine que depuis le commencement du règne de Charles VI la basse classe nourrissait contre les riches ou contre ceux qui lui semblaient tels.

Le vieux levain d'où était sorti la révolte des maillotins fermentait de nouveau. Les mesures coercitives prises contre Paris perdaient chaque jour, par la force même des choses, quelque peu de leur rigueur. La ville commençait à se lasser d'être l'enjeu des parties que les princes jouaient autour d'elle sans qu'elle s'y mêlât. En vain une ordonnance royale défendit-elle aux Parisiens de prendre part, fût-ce en paroles, aux dissensions des princes. Les prescriptions de cette ordonnance furent violées d'abord par ceux

qui l'avaient fait porter. Paris, sans avoir retrouvé sa puissance d'autrefois, avait repris assez de force pour devenir une alliée ou une ennemie redoutable. Les princes la ménageaient et n'osaient lui imposer d'aussi lourdes charges qu'aux autres bonnes villes. Ils se disputaient ses bonnes grâces, et cherchaient par des prévenances de toutes sortes à se concilier son concours. La reine elle-même en plusieurs circonstances, ne dédaigna pas de donner à ses sujets de Paris des explications sur sa conduite personnelle.

Peu à peu les corporations ou confréries supprimées se reconstituèrent.

En mars 1409, et sur l'initiative du duc de Bourgogne, une ordonnance royale restitua à la ville le droit d'élire son prévôt des marchands, et celui d'organiser les habitants en gardes bourgeoises commandées par des chefs élus. (1) Tous les quarteniers, cinquan-

(1) L'échevinage électif n'était pas rétabli : il ne le fut que trois ans plus tard en 1412.

teniers, dizeniens furent choisis parmi les partisans du duc de Bourgogne ; le prévôt des marchands fut une de ses créatures. Peu importait à la population parisienne que le duc Jean fût, dans ses duchés et en Flandre, l'ennemi le plus acharné de la liberté communale, qu'il fût en lutte constante avec Gand, avec Bruges, avec Liège, avec toutes les vieilles villes flamandes, qu'il eût réprimé dans ses domaines, avec une cruauté inouïe, les moindres velléités d'indépendance. Paris oubliait tout pour ne se souvenir que d'une chose, la restitution de quelques-unes de ses anciennes franchises. Le bas peuple surtout s'était donné corps et âme au duc de Bourgogne. L'homme qui avait fait assassiner son cousin d'Orléans était bien digne d'être le compère de ceux qui, en 1381, avaient pillé et incendié les maisons des Juifs, en 1383 assommé les percepteurs d'impôts, mis à sac les maisons des plus riches bourgeois.

Monseigneur de Bourgogne donnait d'ail-

leurs à la multitude des satisfactions de toutes sortes, et qu'elle appréciait singulièrement. Il avait besoin d'argent : au lieu de recourir à la voie de l'impôt qui lui aurait aliéné ses nouveaux alliés, il fit arrêter les principaux banquiers et changeurs de Paris, et leur fit faire leur procès. On les accusa d'avoir profité des troubles qui, depuis tant d'années, avaient désolé le pays pour faire leur fortune aux dépens de celle de l'État. Il se trouvait certainement dans le nombre de ceux qui furent mis en prison des financiers peu scrupuleux et qui avaient outrageusement dilapidé les finances publiques. Mais ces gens, si coupables qu'ils fussent, n'avaient fait que suivre l'exemple des princes, de celui surtout qui les poursuivait. Seulement ils avaient contre eux d'être de basse extraction. Il était permis aux princes et aux gentilshommes de mettre à sac le trésor royal : cela ne pouvait être toléré de la part de misérables roturiers. Beaucoup de ces malheureux n'avaient commis

d'autre crime que d'avoir su, au milieu des désastres publics, sauver leur patrimoine, on ne pouvait leur reprocher que d'être riches et de n'être point du parti de Bourgogne. L'affaire fut vite instruite : on mit les prisonniers à la torture, on leur fit avouer les crimes réels ou prétendus qu'on leur imputait : on en envoya quelques-uns au gibet : on confisqua les biens des autres, le tout aux applaudissements de la population parisienne à laquelle les victimes étaient d'autant plus odieuses qu'elles sortaient des rangs du peuple. Aux sentiments d'envie que la plèbe nourrissait contre tous ceux que la fortune avait favorisés s'ajoutait, en ce qui concernait les parvenus proprement dits, une sorte de jalousie particulière à laquelle les mesures prises par le duc de Bourgogne donnaient satisfaction.

La lutte entre le parti d'Orléans et celui de Bourgogne continuait toujours avec des chan-



■ ces diverses. Le jeune duc d'Orléans avait  
■ épousé la fille du grand comte d'Armagnac,  
■ autour duquel s'était groupée la noblesse du  
■ Midi et du Centre. Pour résister à ces ennemis,  
■ le duc de Bourgogne avait besoin de nouvelles  
■ ressources ; il fit appel aux bonnes villes, réu-  
■ nit à Paris les délégués des principales d'entre  
■ elles et leur demanda des subsides. Les dé-  
■ putés ne voulurent rien voter. Paris refusa  
■ d'armer ses hommes et d'accepter, pour  
■ commander ses milices, un capitaine bour-  
■ guignon.

Au moment même où le duc de Bourgogne  
appelait auprès de lui les députés des villes,  
les princes adressaient aux bourgeois un ma-  
nifeste dans lequel ils dénonçaient l'ambition  
du duc Jean, qui usurpait l'autorité royale.  
L'occasion se présentait pour les populations  
urbaines de reprendre dans l'État leur ancien  
rôle, et de reconquérir à la faveur des discor-  
des de la noblesse, les libertés perdues en 1359.  
Elles ne surent point en profiter. Elles restè-

•

rent isolées et partant impuissantes. Le peuple de Paris qui attendait du duc de Bourgogne la suppression de tous les impôts s'inquiétait fort peu de réformes ou de progrès ; et les bourgeois des provinces n'osaient se mêler à une guerre dont ils craignaient de payer les frais.

L'Université de Paris fit seule , en cette circonstance, preuve de sens politique. Elle intervint entre les belligérants et leur proposa un arrangement sur les bases suivantes. Les chefs des deux factions se retireraient dans leurs domaines ; le roi serait assisté dans les soins du gouvernement par un conseil dont les membres seraient choisis dans les trois états du royaume.

Comme Charles VI était atteint de démence et qu'il lui était le plus souvent impossible d'exercer lui-même les prérogatives royales, la désignation des membres du conseil devait, si la solution proposée par l'Université était sérieusement mise en pratique , appartenir

■x états qui reprenaient alors , par la force  
■ême des choses, une influence prépondé-  
■ante. C'était un retour incomplet sans doute,  
■ais un retour cependant aux idées d'É-  
■enne Marcel.

Le duc de Bourgogne adhéra à la propo-  
■tion de l'Université, il exprima l'opinion que  
■ tâche de diriger un si grand État que la  
■rance excédait les forces d'un seul homme,  
■s siennes spécialement, et que rien n'était  
■lus nécessaire en ce moment que d'entourer  
■ roi de gens capables et indépendants. Sin-  
■ère ou non, cette déclaration était d'une  
■rande importance, elle obligeait les chefs du  
■arti d'Armagnac à accepter également le  
■rojet universitaire. Un traité fut signé à Bi-  
■être le 2 novembre 1410. Il stipulait que  
■s princes se retireraient dans leurs seigneu-  
■ies et y resteraient en paix ; qu'ils n'assem-  
■lèrent point de gens de guerre et ne s'ar-  
■neraient pas sans le congé du roi. Les  
■opulations du royaume étaient invitées à

courir sus à quiconque transgresserait cette prohibition. Les princes ne pourraient sortir de leurs apanages et se rendre à la cour que sur ordre exprès du roi : il était convenu que celui-ci n'appellerait pas l'un sans appeler les autres et que l'ordre de rappel, pour être valable, serait confirmé par le conseil. Ce conseil serait composé de personnes, non pensionnaires d'aucun des princes.

La paix devait être de bien courte durée.

## § IV.

**Le pouvoir aux mains des démagogues parisiens. —**

**La commune de Paris en 1413. — Les réunions publiques et leurs orateurs. — Idées de ceux-ci sur le gouvernement et la constitution du pays.**

**— L'ordonnance cabochienne.**

Les universitaires ne pouvaient seuls suppléer à la défaillance générale. Après non plus qu'avant le traité de Bicêtre, il n'y eut, en France, dans les rangs de la bourgeoisie, d'intelligence assez large et de cœur assez ferme pour reprendre l'œuvre d'Étienne Marcel et saisir le pouvoir après la retraite des princes. Le but que s'était proposé l'Université ne put être atteint : les princes se retirèrent, mais ils composèrent le conseil de leurs créatures. Et l'un des partis, celui

d'Armagnac, y croyant ses partisans en minorité, reprit bientôt les armes.

Pour soutenir la lutte, le duc de Bourgogne avait besoin d'argent. Il ne pouvait songer à établir d'autorité quelque aide nouvelle; c'eût été s'exposer à perdre l'alliance de la ville de Paris. Le duc prit le parti de convoquer une assemblée de notables, et de leur demander des subsides. Les notables se réunirent à Paris à deux reprises différentes : parmi eux, on comptait peu de nobles, peu de prélats appartenant aux provinces; le clergé était presque exclusivement représenté par les curés des paroisses et les dignitaires des couvents parisiens. La grande majorité de l'assemblée se composait d'universitaires et de bourgeois. Il ne semble pas que ces notables eussent été régulièrement élus par leurs concitoyens, ni eussent reçu d'eux pouvoir de consentir aucune taxe. Ils reconnurent que le duc de Bourgogne avait besoin d'argent pour faire la guerre;

mais quand il s'agit de savoir comment les subsides seraient levés, les représentants du clergé déclarèrent qu'ils ne payeraient rien, que c'était le privilège de leur ordre de ne point acquitter de taxes, que si ce privilège avait été violé à diverses reprises, il ne devait point l'être dans la présente occurrence. Malgré les efforts du duc les clercs restèrent inflexibles, et ne se départirent point de leur refus : les notables bourgeois déclarèrent de leur côté qu'ils ne voteraient d'impôt que si noblesse et clergé en acquittaient leur part comme les autres habitants du royaume.

Le duc de Bourgogne ne put obtenir l'aide dont il avait besoin.

C'était un échec grave et qui pouvait en faire redouter de plus grands encore. L'enthousiasme des Parisiens pour Bourgogne commençait à se refroidir, au point que le duc se prit à craindre que Paris ne l'abandonnât si les Armagnacs promettaient à la

ville, en échange de son alliance, quelque immunité nouvelle. Il résolut de compromettre à jamais la population parisienne avec les princes. L'armée de ceux-ci était fort rapprochée de Paris : le duc de Bourgogne fit répandre tout à coup, par ses fidèles, le bruit que les portes allaient être ouvertes à l'ennemi par les bourgeois riches, qui étaient tous, plus ou moins, du parti d'Orléans. Ainsi que le prince l'avait pensé, la terreur fut générale. Le corps municipal de Paris, composé de partisans de Bourgogne, demanda au conseil du roi de retirer au duc de Berry, suspect d'attachement à la faction orléanaise, les fonctions de capitaine de Paris, et de les conférer au comte de Saint-Pol, l'un des chevaliers du duc Jean. Le conseil accéda à la demande. Le comte de Saint-Pol remplaça monseigneur de Berry.

Le nouveau capitaine déclara solennel-



ment, au moment de son installation, qu'il n'userait des pouvoirs qui venaient de lui être conférés que dans l'intérêt de la population parisienne tout entière, au concours de laquelle il faisait appel : mais, en même temps, écartant systématiquement tous les bourgeois honnêtes, il alla chercher ses lieutenants dans les bas-fonds du peuple, s'entoura de bouchers et d'écorcheurs, tous gens audacieux et violents, disposant de bandes de valets, d'assommeurs de bêtes, plus grossiers qu'eux encore. Ces gens, avec l'assentiment de M<sup>re</sup> de Saint-Pol, devinrent les maîtres de Paris, qui trembla devant eux. Leurs acolytes et leurs valets se fatiguèrent vite de travailler pour autrui ; les bouchers furent forcés d'accepter pour collègues et bientôt pour chefs, l'un de leurs écorcheurs, Caboché, qui donna son nom au parti, et le bourreau Capeluche. Sous prétexte de défendre Paris contre les Armagnacs, les écorcheurs séquestrèrent, rançon-

nèrent ou assassinèrent tous les gens aisés et se partagèrent leurs biens.

Il serait injuste de mettre à la charge du peuple de Paris tous les crimes qui se commirent alors. Bouchers et écorcheurs agissaient sous l'inspiration des agents du duc de Bourgogne et les instructions de M<sup>r</sup> de Saint-Pol, qui dirigeait les massacres et désignait les victimes. C'est l'honneur de la population parisienne que pour trouver des complices à leur infamie, le duc de Bourgogne et ses agents durent aller les chercher dans les rangs les plus bas de la plus vile populace.

Les chefs de bandes se déclarèrent véritables représentants des habitants de Paris, établirent à côté du corps municipal régulier une sorte de comité composé de gens sans autre titre aux fonctions qu'ils s'attribuaient que leur volonté personnelle et qui, parlant au nom du peuple, décidant au nom du peuple, et prétendant avoir seuls

qualité pour exprimer les vœux ou les volontés du peuple, n'admettaient personne à discuter leurs actes et vouaient à la mort quiconque avait l'audace de leur faire opposition. Ils prétendirent assister quand il leur plaisait aux séances du conseil royal, le contraignirent à rendre un arrêt de proscription contre tous les Armagnacs, et lui arrachèrent une déclaration contre les oncles du roi. Ils obligèrent également le clergé de Paris à fulminer l'excommunication contre les partisans des princes d'Armagnac. Leurs menaces et leurs violences furent bientôt telles qu'il devint impossible à tous les hommes que leur fortune, leur talent, ou leurs vertus mêmes avaient désignés à l'attention publique de rester en ville sans s'exposer aux plus graves dangers. Les principaux membres du conseil, le prévôt des marchands, et les bourgeois les plus importants prirent le parti de quitter Paris. Ce qu'ils firent non sans difficultés.

Complètement incapables, d'ailleurs, d'aucunes visées politiques, les chefs de bandes ne se souciaient d'autre chose que de conserver le pouvoir qu'ils avaient usurpé. Et pourvu que le duc de Bourgogne serrât amicalement la main à quelques-uns d'entre eux en se disant leur compère, qu'il leur témoignât tous les égards qu'il eût témoigné à quelque grand comte, qu'il assistât avec sa noblesse aux funérailles de l'un deux et assouvît leurs appétits sanguinaires en leur livrant les prisonniers du parti d'Orléans, ils se déclaraient amplement satisfaits.

Heureusement, à côté de ces misérables instruments du duc de Bourgogne surgirent quelques hommes qui estimèrent que le peuple de Paris ne pouvait avoir pour seuls objectifs le pillage, l'incendie ou le meurtre. C'étaient de très-petits bourgeois, ayant jus-

qu'alors occupé dans la ville une place des plus humbles, mais instruits et capables. Quelques uns se rattachaient à l'Université. Les derniers troubles leur avaient fourni l'occasion de se faire remarquer dans les assemblées populaires, moins peut être par leur bon sens et leur éloquence que par leur habileté à toujours flatter les passions de leurs auditeurs. Pendant que les écorcheurs tuaient ou pillaient, ces individus rappelaient au peuple ses anciennes libertés, ce qu'ils appelaient ses droits, l'excitaient à les reconquérir. Les Parisiens importants faisaient peu de cas de ces petites gens, « qui se mêlaient de choses au delà de leur portée. » Ils les accusaient de travailler surtout dans l'intérêt de leur bourse, ce qui pouvait bien être la vérité; car un démagogue désintéressé était encore à trouver. Mais la foule écoutait de Troyes, Pavilly et leurs amis avec d'autant plus de faveur qu'ils étaient des siens, que s'ils s'éle-

vaient par leur talent au-dessus du commun peuple, ils se rattachaient à lui par l'origine et les sentiments.

L'importance de ces hommes fut bientôt aussi grande en ville que celle des gros bouchers. De Troyes devint aussi puissant que Legois ou Saint-Yon.

Si grossiers qu'ils fussent et disposés à considérer la force brutale comme le principal et le plus efficace des moyens de gouvernement, les chefs de bandes étaient assez clairvoyants encore pour comprendre que « la meilleure manière de tromper et de séduire la sotte populace était de se servir de gens bien disants, n'y ayant rien de quoi l'on ne pût venir à bout par ce stratagème. » Ils se rendirent compte de l'utilité qu'aurait pour eux l'alliance de ces orateurs écoutés par la population avec tant de faveur, et pour s'assurer cette alliance s'efforcèrent de leur complaire.

En janvier 1412, à l'instigation de de Troyes

■ et de Pavilly, fut rendue une ordonnance  
■ qui complétait celle de mars 1409 et resti-  
tuait à la ville de Paris tous les droits et pri-  
vilèges dont elle avait joui avant 1383. Les  
résultats de cette mesure ne tardèrent pas à  
se faire sentir. Si les chefs de bandes avaient  
réussi avec la complicité du duc de Bour-  
gogne à s'assurer dans Paris un pouvoir  
presque incontesté, cela tenait surtout à ce  
que les véritables Parisiens étaient encore,  
malgré les ordonnances de mars 1409, ré-  
duits à une quasi impuissance.

Toutes restrictions à la liberté sont fata-  
les à la cause de l'ordre. Elles entravent  
les gens honnêtes, et partant timides, qui  
n'osent violer la loi : elles sont sans effi-  
cacité au regard de ceux en vue desquels  
elles ont été édictées : elles n'empêchent  
point les ambitieux ou ceux qui veulent  
entreprendre contre la paix publique, de  
s'entendre, de combiner leurs efforts, d'a-  
gir. L'ordonnance de janvier 1412, en ren-

dant à Paris son échevinage, son ancienne organisation par quartiers, ses corporations, ses confréries, ses réunions, allait permettre aux hommes d'ordre de se compter, de se reconnaître et de lutter, quand le moment serait venu, contre la tyrannie démagogique à laquelle ils étaient soumis depuis plusieurs mois.

Le premier usage que firent les Parisiens de leurs franchises recouvrées fut de choisir les hommes auxquels ils en devaient la restitution pour diriger les affaires de la ville. Ils portèrent au corps municipal et à l'échevinage les principaux orateurs populaires. Tous les candidats appartenant à la haute bourgeoisie, au gros commerce furent écartés.

Ce fut, aux yeux des vieilles familles municipales, un scandale que de voir des gens de si petit état remplir de si hautes fonctions. Beaucoup de bourgeois considérèrent comme



plus humiliant d'avoir pour échevin un mauvais chirurgien comme de Troyes, que d'être soumis à un prévôt nommé par le roi, mais noble ou vivant noblement. Ils trouvèrent que Paris payait bien cher la restitution de ses anciennes libertés au prix d'une telle honte, et ne dissimulèrent point leur mécontentement. Quel hasard, disaient-ils, aurait enseigné à un homme de métier qui toute sa vie a gagné son pain en travaillant de bras ou de mains, sans sortir de l'atelier, « n'a fréquenté les légistes, ni les gens coutumiers aux choses de droit et de justice..... n'a vu honneur, ni connaît que est sens... les savoirs et choses qui affèrent à gens propres à établir ès gouvernements ». Comment admettre qu'un tel homme, « un tel fol, qui sait à peine ses patenôtres, ni soy-même gouverner fors par les tavernes, prétende gouverner autrui »?... Il n'y a rien de tel « qu'un malotru » qui tout d'un coup veut devenir maître. Si de tels gens ont d'habitude peu de raison, ils ont natu-

rellement aussi beaucoup d'orgueil, de telle sorte que nul gouvernement n'est pire que le leur.....

Ces appréhensions des gros bourgeois de Paris, que Christine de Pisan devait, quelques années plus tard, résumer avec tant de finesse, n'étaient point absolument dépourvues de fondement, les événements qui suivirent ne le démontrèrent que trop, mais elles étaient aussi empreintes de quelque exagération.

Si parmi les nouveaux élus de la population parisienne on en comptait qui désiraient surtout remplir leur bourse, satisfaire leurs passions envieuses et abreuver d'humiliations les grandes familles municipales, il en était aussi qui s'occupèrent sérieusement des intérêts généraux de la ville, qui firent preuve d'honnêteté, d'un sincère désir de travailler au bien public, et dont l'inexpérience politique, les violences même ne peuvent faire oublier les bonnes intentions. Si, tout en déplorant les excès des bouchers, ces hommes

ne s'en séparèrent point violemment, c'est qu'aux yeux de ces petits bourgeois les banes avaient le grand mérite d'avoir reconquis par la monarchie absolue les anciennes franchises parisiennes.

Le temps était bien loin où les Français respectaient la royauté avant toutes choses. On avait entendu le chancelier de Notre-Dame, en séance de l'Université, conclure à la déposition du roi, si celui-ci persistait à refuser d'affranchir les universitaires d'une taxe nouvelle. Lorsque les privilégiés tenaient un pareil langage, on juge ce que devaient être les opinions des meneurs de la populace.

De Troyes et la plupart de ses amis politiques estimaient que la royauté n'avait de raison d'être qu'à la condition de servir la cause du peuple. Ils pensaient que celui-ci devait être maître de ses destinées, administrer ses intérêts par des magistrats par lui élus et devant lui responsables; ils voulaient admettre au partage de la puissance publique

les plus humbles comme les plus élevés des Français. La volonté populaire devait prédominer, d'après eux, dans tout l'État. Nul pouvoir au monde n'était légitime qui prétendait être autre chose que l'exécuteur des décrets de la nation et, spécialement, de la population parisienne.

Malheureusement pour la France, ces hommes arrivaient au pouvoir suprême sans avoir encore été mêlés au mouvement des affaires publiques, sans avoir jamais été associés à la haute administration du pays; ils avaient fait leur apprentissage d'hommes d'État sur les places, dans les rues, dans les réunions d'émeutiers.

Alors qu'en 1357 Étienne Marcel et Lecoq, sans s'arrêter aux utopies, ne s'occupaient que de réformes réalisables, prenaient un soin extrême de ménager, autant que faire se pouvait, les intérêts matériels des diverses classes de la nation, intéressaient les masses à l'œuvre qu'ils entreprenaient, en faisant ressor-

tir les avantages qui en résulteraient pour tous, s'efforçaient, au moins dans les premiers temps, d'atténuer les jalousies de caste et d'associer toutes les forces vives du pays dans une action commune, Jean de Troyes et ses acolytes agissaient tout au contraire. Ils ne savaient point que la politique est la science des ménagements et des transactions ; que toute violence amène nécessairement une réaction ; que, si un principe juste doit toujours finir par triompher, c'est à la condition de n'être point tout d'abord imposé par la force.

C'est la faiblesse des gens qui ne se sont point encore trouvés face à face avec les embarras du gouvernement et la pratique sérieuse des affaires, de se croire infaillibles ; partant, de se montrer opposés à toutes les transactions et de s'attaquer sans réflexion à ce qu'ils croient être le mal. Ils ne veulent point admettre que ce mal soit souvent chose nécessaire ; qu'il faille en bien des

cas vivre avec lui, à peine, en le supprimant brusquement, d'en faire naître un plus grand encore. Comme tous les théoriciens, ils ne peuvent toujours mesurer avec exactitude les conséquences des doctrines qu'ils professent. Il leur est impossible, quelle que soit leur perspicacité, de réunir toutes les données, tous les éléments du problème à résoudre, et il suffit que l'une de ces données leur échappe pour que la solution qu'ils proposent soit immédiatement faussée, pour que au lieu du bien qu'ils poursuivent, ils entraînent le pays à quelque catastrophe. Tout gouvernement qui veut s'assurer quelques chances de durée doit soigneusement éviter de porter, pour quelque cause que ce soit, une atteinte trop considérable aux intérêts matériels, se garder surtout de sacrifier ceux-ci à une abstraction quelconque. Les illusions politiques ne durent jamais longtemps. L'entraînement peut contribuer à l'établissement d'un pouvoir nouveau, il ne suffit point pour le fonder d'une

façon définitive. Le jour vient vite où l'enthousiasme se dissipe pour faire place au raisonnement, et si, ce jour, la somme du bien effectif à porter au compte du gouvernement est inférieure à celle des malheurs qu'il a causés ou n'a pu empêcher, sa chute est imminente. Ceux-là même pour lesquels il a travaillé l'abandonnent, et il succombe avec la douleur d'avoir compromis dans l'avenir, les principes qu'il voulait faire prévaloir, pour en avoir voulu trop tôt procurer le triomphe.

C'est ce que ne comprirent point Jean de Troyes et ses amis politiques. Dans leur désir de faire le bien, ils le firent sans mesure, et, pour l'assurer, n'hésitèrent point à recourir à la violence ; ils déchaînèrent des passions dont il ne fut bientôt plus en leur pouvoir d'arrêter le développement. Leurs idées les plus nobles et les plus élevées devinrent, pour n'avoir point été exprimées par eux avec modération, l'occasion de déplorables désordres. Ils avaient énergi-

quement stigmatisé l'immoralité des gentilshommes, flétri les débauches de la cour, le luxe déplacé de la plupart des bourgeois. Ils avaient, dans les assemblées populaires, exprimé la pensée que la démoralisation profonde qui s'était emparée des classes élevées était l'un des plus grands obstacles au salut public, le plus dangereux ennemi du pays. Ils avaient surtout condamné les gens qui, arrivés à la fortune sans être dignes de la posséder, sans autre objectif que l'argent, ayant emprunté à la noblesse tous ses vices et toutes ses faiblesses, sans avoir pris en même temps quelques-unes de ses grandes qualités, corrompaient le peuple par leurs exemples. Ils avaient prêché le patriotisme, dénoncé à la nation les grands seigneurs qui, oubliant leur patrie, se mettaient à la solde de l'Anglais, lui prêtaient foi et hommage pour obtenir de lui quelques secours d'hommes ou d'argent. Ils avaient recommandé le dé-



vouement, l'abnégation, soutenant qu'on devait oublier « toute pitié de parents, amis ou toutes autres, pour celle du pays, qui les contenait toutes » :

C'étaient là d'excellentes doctrines : elles faisaient honneur à ceux qui les osaient professer à la face des princes, des barons et des bourgeois opulents : mais elles produisirent les plus funestes résultats. Sous prétexte de faire preuve de patriotisme, et de punir les traîtres à la patrie les Parisiens massacrèrent les prisonniers Armagnacs. Les théories des orateurs populaires sur le mépris de la mort se répandirent si bien qu'on « ne faisait pas plus de cas de la vie d'un homme que de celle d'une alouette », et que les attentats contre les personnes, meurtres, blessures ne se comptaient plus.

A force d'entendre condamner les dépenses excessives de la cour et de la ville, flé-

rir les vices qui déshonoraient gentilshommes et bourgeois, le peuple arriva à conviction que ses adversaires les avaient le monopole de toutes les honte par contre, se persuada que les basses classes possédaient toutes les vertus.

Jamais cependant la plèbe parisienne avait été plus profondément corrompue, cette époque, jamais, dans la grande ville, le niveau de la moralité n'était tombé plus bas. Les petits commerçants gaspillaient en tins régals et parties de plaisir bien au des revenus de leur humble commerce, ils donnaient femme et enfants pour vivre les mauvais lieux, et, pour subvenir à folles dépenses, recouraient, dans leur mal, à toutes les tromperies. Ouvriers et ouvrières de leur côté, détournaient habituellement les marchandises que les patrons leur confiaient. Les ateliers étaient des repaires de débauche. Les femmes appartenant à la classe laborieuse vivaient dans le plus honteux dévergondage.

se prostituaient à tout venant, « pour être vêtues comme des dames ». Autant en faisaient les filles de maîtres, qui se compromettaient avec les apprentis. Le désordre avait atteint de telles proportions, qu'il avait fallu que les corporations prissent des règlements sévères, parfaitement inexécutés d'ailleurs, pour en arrêter le développement.

Les ouvriers parisiens s'étaient déshabitués du travail. Bien que le prix de la main d'œuvre eût considérablement augmenté, ils désertaient en masse l'atelier pour s'engager, dans les bandes, où l'on mangeait et buvait bien, aux frais du « commun » ; où, sous prétexte de faire la police de la ville, de rechercher les criminels, de défendre Paris contre les gens du parti d'Orléans, on détroussait les passants, on pillait hôtels et palais, on allait aux portes ou aux remparts passer tout le jour dans une oisiveté absolue, dont on ne sortait que pour se livrer « à des esbats » plus périlleux encore pour la morale et l'ordre public.

que l'oisiveté elle-même. Les « travailleurs » s'étaient bien vite accoutumés à cette existence facile. Ils pensaient avec terreur qu'elle ne pourrait durer toujours, et tous leurs efforts tendaient à éloigner le moment où il leur faudrait revenir à la besogne. Beaucoup, complètement pervertis par la paresse, commençaient à mendier à main armée. Autrefois honnêtes et laborieux, les ouvriers parisiens étaient, grâce à la guerre étrangère, aux discordes civiles, aux incitations des meneurs, devenus des pillards ou des assassins.

Mais la populace, si perspicace quand il s'agissait des vices des grands, se montrait singulièrement aveugle quand il s'agissait des siens ; elle était pour elle-même, fort indulgente. Elle se crut, ou se dit, appelée à régénérer la société, et prétendit réagir contre la corruption de la cour et de la ville. Le luxe devint un crime, le plaisir un délit contre la chose publique, que le peuple entreprit de prévenir et de réprimer.

A la façon dont il s'y prit, il fut facile de voir que le sentiment qui animait les basses classes contre les désordres des grands n'était pas la conscience du danger que ces désordres pouvaient faire courir à la société, mais la jalousie, le désespoir qu'éprouvaient les pauvres de ne pouvoir s'y adonner également. La populace haïssait les vices des riches, parce qu'elle ne pouvait satisfaire les siens.

Pour prêcher la vertu, elle se livra aux plus regrettables excès. Les gens soupçonnés de « faste » furent arrêtés, emprisonnés, quelquefois mis à mort. On ne fit pas d'exception en faveur de la famille royale. Un jour, le bruit courut à Paris qu'à l'hôtel du duc de Guyenne, à l'occasion du mariage de l'un des parents du prince, se faisaient les préparatifs d'une grande fête. Des bandes se rendirent à l'hôtel Saint-Pol, en forcèrent les portes, le pillèrent et arrêtaient quinze dames de la cour dont la toilette indécente avait scandalisé la pu-

deur du peuple. Des arrestations de même genre se succédaient chaque jour, et jetaient l'effroi parmi les bourgeois.

D'autre part, les assemblées populaires devenaient de plus en plus nombreuses, et ceux qui les fréquentaient plus exaltés. Il faut lire les descriptions qu'ont laissées de ces assemblées les écrivains du temps. Les théories qu'on y soutenait devenaient grotesques à force d'être violentes. Il y avait longtemps qu'on avait cessé d'y rien dire de raisonnable... « Le plus fol y parlait premier. » Les orateurs y semblaient « un droit jeu de pèr-sonnage fait par mocquerie ». En les entendant on se croyait « devant des tréteaux de « baladins ».

Malheureusement ces assemblées ne pretaient pas seulement à rire. L'odieux venait s'y joindre au ridicule. « Là n'avait mestier « droit : les conclusions y étaient faites sans « avis, dont très-mauvais effets s'ensui-

« avaient. » Au sortir des réunions, les petites gens qui en formaient le personnel s'en allaient en grand nombre, « l'un suivant l'autre comme brébis, mais prêts et appareillés à tous maux faire ». Il suffisait d'une parole, de la plus futile rencontre pour que ces esprits grossiers, échauffés et pervers par les diatribes insensées qu'ils venaient d'entendre, se portassent à tous les excès... « Que l'un commence, oncques fureur ni « cruauté de sanglier ne s'y accompara.... « sans savoir ce qu'ils demandent, quand « ils s'acharnent sur aucunes gens, là n'a « tresve, ni tenue, ni honneur gardé à « prince ni à princesse, à seigneur ni à « maître, à voisin ni à voisiné. — No- « blesse y est en grande vileté, bien y est « menacé;.... tout sera mis à mort.... Plus « n'en souffriront... Adonc sont si aises « quand ils tuent ou massacrent gens, rom- « pent tout, effoncent vin à tous ces riches « gens... Hâ! comme c'est besoigné!... »

Des scènes semblables se reproduisaient à chaque instant. A qui osait formuler quelque timide critique, on répondait que les choses se passaient ainsi du temps des communes : que c'était la commune qu'on allait fonder à Paris. Pour le plus grand nombre ce mot de commune signifiait droit de tuer les riches et de piller leurs biens. Aussi les Parisiens s'en servaient-ils souvent, et applaudissaient-ils frénétiquement les démagogues qui le répétaient sans cesse.

De Troyes et les siens étaient hors d'état de prévenir et de réprimer ces désordres. Sortis de l'émeute, et portés par elle aux plus hautes fonctions de l'État, ils ne pouvaient, sans mentir à leur origine, sévir contre des hommes auxquels ils devaient d'être ce qu'ils étaient, ni condamner trop aisément des actes qui n'étaient, en somme, que la mise en pratique brutale de leurs discours d'autrefois.

Ils avaient essayé de pallier aux yeux des provinces l'odieuse conduite du peuple pa-



risien et de dissimuler sous de belles phrases l'horreur des crimes commis par leurs amis. Ils avaient écrit aux bonnes villes une lettre apologétique dans laquelle ils avaient essayé d'expliquer d'une façon satisfaisante les événements qui s'étaient passés à Paris, et de démontrer que rien n'y avait été fait qu'en vue du bien public. Cette lettre, remarquablement écrite, exprimant des sentiments élevés, n'avait pas produit plus d'effet que, quelque soixante ans plus tôt, dans des circonstances semblables, n'avaient fait celles de Marcel. Les principales villes du royaume, Rouen, Reims, Orléans, Troyes se souvenaient des supplices et des confiscations qui avaient frappé leurs principaux habitants, pour avoir un instant, lors de la révolte des maillotins ou de la bataille de Rosebecque, marqué quelque sympathie pour la cause parisienne.

Malgré cet insuccès, le corps municipal ne s'était point rebuté. Lorsqu'en mars 1412 avait été signé, entre le roi d'Angleterre et les

princes d'Armagnac, un traité aux termes duquel, en échange d'un secours de quelques milliers d'hommes, les princes reconnaissaient tenir en fief de la couronne d'Angleterre leurs possessions d'Aquitaine, il avait réussi à réveiller dans cette population parisienne, si profondément corrompue, un mouvement d'enthousiasme patriotique, le dernier qu'elle éprouva. La correspondance des Armagnacs avec l'Anglais, interceptée en Normandie, avait été lue en conseil à l'hôtel Saint-Pol, toutes portes ouvertes, en présence d'une foule considérable qui avait accueilli la lecture de ces honteux engagements par des cris de guerre. Cent mille hommes avaient été levés : les milices parisiennes avaient pris les armes, jalouses peut-être de venger la patrie, mais heureuses surtout de trouver l'occasion de courir sus aux gentilshommes du parti d'Orléans, de faire la guerre aux nobles sous le masque du patriotisme.

Quand les Armagnacs, acculés dans Bourges

(juillet 1411), avaient demandé la paix, les magistrats parisiens avaient réclamé et obtenu que les délégués des villes fussent réunis à Auxerre, pour jurer avec les députés de la noblesse, du clergé et de l'université, la paix arrêtée entre les princes. Enfin ils avaient, contraint le roi à réunir les états généraux.

Bien des années s'étaient écoulées depuis la dernière réunion de ces états. La tradition en était pour ainsi dire perdue dans les villes de province; le pouvoir municipal était définitivement tombé des mains des grandes familles bourgeoises en celles de la populace. Aussi l'esprit politique avait-il partout disparu. Des hommes de 1356 il ne restait plus rien, pas même le souvenir. Les députés des bonnes villes bornèrent leur rôle à refuser les subsides qu'on leur demandait, et engagèrent le roi à faire, pour se procurer l'argent dont il avait besoin, rendre gorge aux gens

qui, à la faveur des troubles, avaient détourné les deniers de l'État. Ils ne réclamèrent aucune réforme et ne surent pas même s'approprier le programme tracé par l'Université dans le traité de Bicêtre. On les congédia, quelques jours après leur réunion, avec de vagues promesses. Ils s'en contentèrent.

La France venait d'abdiquer.

L'Université entreprit de parer à la défaillance des députés des provinces, elle proposa au parlement de s'associer à elle pour réclamer des réformes. Sur le refus du parlement, elle s'adressa au corps municipal et se rendit avec lui à l'hôtel Saint-Pol où le grand conseil délibérait, en présence du duc de Guyenne, fils du roi (1).

Le bruit de cette démarche s'était répandu dans Paris. Une foule considérable, où se trouvaient nombre de députés aux états, se pressait autour de l'hôtel Saint-Pol, et avait

(1) 14 février 1413.

pénétré jusque dans la salle où siégeait le conseil.

Eustache de Pavilly, carme et docteur en théologie, porta la parole. Il réclama une réforme complète de l'état financier du royaume, signala l'énormité des dépenses, la mauvaise administration, le gaspillage des ressources publiques. Aucun des services d'intérêt général n'était suffisamment doté : par contre, les prodigalités de la cour augmentaient chaque jour ; les conseillers des princes (l'orateur les nommait) s'attribuaient des sommes énormes. Pendant que l'argent du pauvre peuple allait aux mains des favoris, soit sous forme de pensions, soit par voie de malversations, l'État était obligé de recourir aux usuriers ; le royaume allait à la ruine. Il fallait porter remède à tous ces abus, faire justice des fonctionnaires prévaricateurs, les destituer, mettre leurs biens sous séquestre, jusqu'à ce qu'il eût été statué sur leur sort ; annuler toutes les pensions ; puis, comme il

Il n'y avait pas de réformes sérieuses si elles ne commençaient par en haut, il fallait faire entrer au conseil de « bons prud'hommes » choisis par « vraie et bonne élection » qui siègeraient à côté de ceux du sang royal.

L'assemblée applaudit au discours de Pavilly. Sous la pression des assistants, à chaque instant plus nombreux, et après une apparence de délibération, le conseil « avoua les requérants de ce qu'ils avaient demandé ». Il fut décidé qu'une commission serait chargée de rechercher quelles réformes pourraient être utilement apportées à l'administration générale de l'État. Cette commission prendrait pour base de son travail les ordonnances des anciens rois, spécialement celles du roi Charles V, et la grande ordonnance de 1357.

Les fonctionnaires désignés par Pavilly furent écartés et parmi eux le prévôt de Paris, des Essarts.

Les princes n'avaient cédé qu'à contre-cœur. Le duc de Guyenne, fils aîné du roi et

gendre du duc de Bourgogne, se montrait fort irrité des prétentions que quelques robins avaient eu l'impudence de formuler devant lui. Il avait en horreur les petites gens qui se mêlaient de critiquer sa conduite et prétendaient tout diriger dans le royaume. Deux mois à peine s'étaient écoulés depuis le jour où la députation de l'Université s'était présentée devant le conseil, que le duc, se livrant tout à coup à la faction Armagnac frémissante encore de sa récente défaite, introduisait dans la Bastille l'ancien prévôt destitué avec bon nombre de gens d'armes.

A la nouvelle de ce coup de main, Paris se souleva : les meneurs du parti bourguignon se rendirent auprès du prévôt des marchands, et lui enjoignirent d'avoir à convoquer immédiatement les milices bourgeoises ; le prévôt effrayé, céda, il signa l'ordre qu'on lui demandait. Mais le clerc de la ville trouva moyen de retarder, sous prétexte de quelques formalités à remplir, l'expé-

dition de cet ordre jusqu'au lendemain.

Dans la soirée, les chefs de la milice se réunirent. Ils étaient pour la plupart désireux de ne point se compromettre, peu disposés surtout à faire le jeu des Caboches et des Capeluche. Ne point s'armer, c'était donner aussi aux Armagnacs le temps de se fortifier à la Bastille, c'était fournir au duc de Guyenne le moyen de se jouer des promesses qu'il avait faites, ajourner indéfiniment les réformes arrachées au conseil par l'université. C'était aussi porter un coup terrible à la domination des chefs de bandes devant lesquels Paris tremblait depuis deux ans. Cette dernière considération déterminait les chefs des milices. Ils émirent l'avis qu'il n'y avait pas lieu d'appeler les bourgeois aux armes.

Le corps municipal avait été, de son côté, convoqué en toute hâte par le prévôt. Il se composait en grande majorité de gens de fort petit état, portés au conseil de la ville par la volonté populaire, au grand méconten-



tement des vieilles familles parisiennes : mais ces hommes avaient peu à peu subi l'influence des fonctions qu'ils remplissaient : parvenus aux plus hautes dignités municipales, ils ne se souciaient point de sacrifier leur position acquise pour s'associer à toutes les entreprises des nouveaux meneurs de la populace. Ils passaient aux yeux de ces derniers pour être des modérés. A côté des magistrats réguliers s'était constitué une sorte de comité composé d'individus qui s'étaient chargés, au nom du peuple, de surveiller le corps de ville. Celui-ci, malgré les efforts de Jean de Troyes, se rangea à la même opinion que les officiers des milices.

Si les bourgeois pouvaient ne pas se mêler au mouvement populaire, il ne leur était pas donné d'en empêcher le développement. A la voix des chefs de bandes la populace prit les armes, se rua du côté de la Bastille qu'elle investit, marcha sur l'hôtel du duc de Guyenne, y pénétra sans respect pour la bannière royale qui en couvrait l'entrée, et

à côté de laquelle fut planté l'étendard de la ville, massacra ou arrêta les conseillers habituels du duc, et parmi eux un gentilhomme allié à la famille royale. Le lendemain, la Bastille se rendit. Le prévôt des Essarts fut, avec ses hommes, conduit en prison.

Les démagogues triomphaient. D'atroces massacres suivirent : les cabochiens mirent à mort tous les individus soupçonnés de tenir de près ou de loin à la faction Armagnac, et dans cette faction ils eurent soin de comprendre tous les riches habitants de Paris. La lutte n'était plus maintenant entre deux partis politiques ; elle était entre les gens qui n'avaient rien, et ceux qui possédaient quelque chose. Dès députés de la ville de Gand étaient alors à Paris auprès du duc de Bourgogne, les écorcheurs leur firent grand accueil, et pour leur faire honneur adoptèrent comme signe de ralliement le chaperon blanc des confréries Gantoises. Puis ils se rendirent au palais et obligè

rent le roi et le duc de Bourgogne lui-même à porter ce chaperon.

Le désordre dura plusieurs semaines sans que rien vint en arrêter le cours. La population parisienne courba la tête sous le joug; nul ne fut assez hardi pour protester contre la sanglante tyrannie des chefs de bandes. Les honnêtes gens se taisaient, affolés de terreur. « Gens a dedans mauvais, » disait quelques années plus tard Christine de Pisan, en parlant de Paris : « bons y a maints, je n'en fais doute, mais parler n'osent. »

Lorsqu'ils eurent bien tué, bien pillé, les chefs de bandes se présentèrent devant le conseil du roi et le requièrent d'avouer tout ce qu'ils avaient fait jusqu'alors. Le conseil accéda à la demande. Caboché et les siens ne demandaient rien de plus. Mais ce n'était pas le compte de Pavilly. Le 24 mai 1413, il convoquait autour de lui ses anciens auditeurs des réunions publiques, envahissait avec eux l'hôtel Saint-Pol, et réclamait la pu-

blication de l'ordonnance promise quelques semaines plus tôt, à la grande séance du 14 février. Le conseil dut s'exécuter. Le 25. mai l'ordonnance de réforme était lue en séance royale, le roi et le duc de Guyenne portant, en témoignage de la défaite de la royauté, le chaperon blanc des Gantois.

Promulguée à la suite d'émeutes et de luttes violentes, l'ordonnance devait se ressentir des circonstances dans lesquelles elle avait été préparée, et des passions qui, depuis quelques années, bouleversaient la France. Il semble cependant, à première lecture, qu'il n'en soit rien. L'ordonnance de 1413 paraît être avant tout une ordonnance administrative, elle n'a pas le grand souffle des ordonnances de 1357. Elle est longue, diffuse, indigeste, bourrée de redites, de minuties, d'inutilités. Elle essaie de porter remède à quantité de menus abus qui faisaient sans

■ doute bien souffrir le pauvre peuple, mais elle  
■ n'a pas de vue d'ensemble; malgré les réfor-  
■ mes éminemment utiles qu'elle édicte, on di-  
■ rait plutôt l'œuvre de fonctionnaires intel-  
■ ligents, désireux de remédier aux inconvé-  
■ nients qu'ils ont pu relever dans la pratique  
quotidienne des affaires, que d'hommes poli-  
tiques à visées larges et hautes. C'est une sorte  
de grand code, réglant en toutes ses parties  
l'administration du royaume, qui résume,  
complète ou reproduit la plupart des dispo-  
sitions contenues aux ordonnances antérieu-  
rement promulguées.

Telle est l'infinie variété des objets auxquels  
elle s'applique, qu'il est à peu près impos-  
sible de l'analyser d'une façon satisfaisante.

Elle s'occupe successivement et dans les plus  
petits détails (1), des attributions et du fonc-  
tionnement du conseil du roi, de la chancellerie

(1) L'ordonnance prescrivant la suppression d'offices inu-  
tiles, s'occupe spécialement du service de la lingerie du roi.

rie, l'administration de la justice, l'organisation, la composition et le recrutement des parlements et des juridictions inférieures, — les monnaies (1), — les impôts, — perception, — contrôle, — chambre des comptes, — pensions (2), — domaine royal (3), — liste civile, — eaux et forêts, — chasse, — gens d'armes (4), — trésorier des guerres (5), etc.

(1) N'aura cours dans le royaume qu'une seule monnaie, celle du roi.

(2) Les officiers royaux ne pourront à l'avenir recevoir de dons du roi ; aucune pension accordée avant l'ordonnance ne sera acquittée pendant un délai de trois ans. Le produit des confiscations sera attribué au Trésor.

(3) Le domaine ne pourra être aliéné, ni les diamants de la couronne être engagés.

(4) Les gens d'armes ne pourront se réunir sans l'ordre du roi. Le pillage leur est interdit sous la responsabilité personnelle des capitaines. Le roi ne pourra accorder aux gens d'armes de lettres pour vivre sur le pays ; s'il en accorde, les sujets pourront y désobéir et repousser les gens d'armes par la force.

(5) Le trésorier des guerres soldera directement les gens d'armes, sans intervention des capitaines ; il ne pourra sous

Parmi ces dispositions nombreuses, beaucoup témoignent du sincère désir qu'avaient les rédacteurs de l'ordonnance de réaliser de sérieux progrès. L'un de leurs soins principaux a été évidemment d'assurer, autant que le permettait alors la constitution du pays, l'égalité entre les sujets du roi : l'égalité devant l'impôt d'abord : tous les habitants du royaume voire même les officiers royaux doivent y être soumis ; l'égalité devant la justice ensuite : l'ordonnance dispose que tous les plaideurs, sans exception, acquitteront les droits de justice, oblige les magistrats à rendre bon jugement à tout le monde, « à toutes personnes grandes ou petites » ; interdit « les tours de faveur » ; ordonne que les affaires intéressant les pauvres gens seront suivies aussi vite que les autres ; édicte que le roi ne pourra interrompre le cours de la jus-

sa responsabilité payer avec ses fonds d'autres dépenses que celles de guerre.

tice, que nul ne pourra être distrait de ses juges légitimes et pour éviter les prévarications des magistrats, que les textes de la loi devront être affichés dans les prétoires des diverses juridictions.

Elle accorde aussi le droit de chasse à tous les Français, à l'exception seulement des gens de très-petit état, autorise les paysans à détruire les bêtes sauvages, qui gâtent leurs récoltes, et à vendre au marché le gibier qu'ils prennent hors garennes.

La commission de réforme s'était également efforcée de mettre, autant que faire se pouvait, les citoyens à l'abri des abus de pouvoir. Dans ce but, l'ordonnance déclare que les sujets du royaume ne doivent obéissance qu'à la loi. Ils ont le droit et même le devoir de désobéir à tout ordre contraire aux ordonnances et règlements, de quelque part et de quelque personne que cet ordre puisse venir.

Les fonctionnaires sont personnellement



responsables des actes illégaux qu'ils commettent. Ils ne peuvent, pour échapper à cette responsabilité invoquer les instructions d'un supérieur hiérarchique, voire même la volonté royale, leur devoir étant, lorsqu'ils sont invités à commettre quelque illégalité, de refuser obéissance (1). Dispositions éminemment utiles, mais qu'il était malheureusement plus facile d'édicter que de mettre en pratique.

Enfin, les magistrats appartenant aux diverses cours de justice cessent d'être à la nomination du roi, les corps judiciaires doivent à l'avenir se recruter eux-mêmes par voie d'élection; réforme importante et qui, dans une certaine mesure, pouvait assurer l'indépendance des juges.

L'ordonnance détermine les attributions du conseil du roi, le rôle qu'il doit jouer dans le

(1) Spécialement, défense est faite aux officiers des finances d'acquiescer, même sur les ordres du roi, aucune charge extraordinaire sous peine de responsabilité personnelle.

gouvernement du pays. Le conseil ne doit pas être seulement un corps consultatif auquel le souverain s'adresse quand il lui plaît, et dont il n'est pas tenu de suivre les avis. C'est un corps délibérant dont les pouvoirs sont distincts de ceux du roi, chargé de contrôler les actes même de celui-ci, et pouvant, dans certains cas, en arrêter les effets. Au conseil appartient le choix des principaux officiers de l'État; c'est lui qui nomme les maîtres des requêtes. Les secrétaires sont choisis par le chancelier en conseil. Ils ne doivent contresigner aucun ordre royal lorsque cet ordre, par la nature de l'objet auquel il s'applique, ne peut être donné qu'en conseil et que cette formalité n'a pas été remplie. De son côté, le chancelier doit refuser de sceller les lettres royales, qui lui paraissent illégales, injustes ou oppressives. Mais, après avoir ainsi attribué au conseil royal les pouvoirs les plus larges, l'ordonnance omet de dire comment et de quelle manière il sera

composé. Elle dispose quelque part que les personnes qui ne feront pas régulièrement partie du conseil ne pourront y prétendre entrer, et c'est tout.

Lors de la révolution de 1359 les états avaient établi à côté du souverain, une commission de trente-six membres pris dans leur sein et nommés par eux. Ces commissaires, véritables mandataires de la nation, absolument indépendants de l'autorité du roi, pouvaient sérieusement contrôler l'exercice de la prérogative royale, laquelle restait sur eux sans action. Enfin la composition même de la commission faisait de la convocation fréquente, sinon absolument périodique, des états, la condition essentielle du fonctionnement régulier du gouvernement. L'ordonnance de 1413 n'organisait rien de semblable; elle laissait par conséquent au souverain le choix des sujets qu'il voulait faire entrer au conseil, sans restriction, sans réserve; les états n'avaient point à intervenir dans ce

choix ; le roi n'avait pas à les consulter, et n'était point par conséquent obligé de les réunir. Quelles que fussent d'ailleurs les dispositions de l'ordonnance, tout était donc abandonné à l'arbitraire royal.

Aussi l'œuvre des législateurs de 1413 passe-t-elle généralement pour être infiniment plus modérée que celle de 1357. Justifiée en apparence par la plupart des dispositions de l'ordonnance, cette appréciation n'en constitue pas moins une grave erreur. Il ne faut point attribuer à un sentiment de modération ou de faiblesse chez les réformateurs le silence de l'ordonnance sur un point aussi important que le choix des membres du conseil royal. La nomination de ceux-ci n'a point été attribuée aux états, parce que ces états, réunis quelques semaines auparavant, avaient donné la mesure de leur insuffisance et de leur incapacité politique, et que, d'autre part, le roi et son conseil n'avaient cessé depuis deux ans d'être à la discrétion absolue

des meneurs de la population parisienne, aux volontés de laquelle ils n'avaient jamais essayé même de résister. Les conseillers n'étaient plus les hommes du roi; ils étaient ceux de la faction victorieuse. Ils dépendaient d'elle et rien que d'elle. Les rédacteurs de l'ordonnance avaient laissé le choix des conseillers au roi non par respect pour celui-ci, mais parce que la volonté royale était à ce moment la leur même, et qu'ils comptaient prendre leurs mesures pour empêcher le pouvoir de leur échapper. Conformément aux habitudes de la démagogie triomphante, ils s'empressaient de limiter les droits d'autrui, mais ils se gardaient bien de donner au pays des garanties contre leur propre arbitraire.

L'intention des membres de la commission de réforme ne saurait faire aucun doute. L'esprit dans lequel avait été conçu leur travail, l'idée mère qui l'avait inspiré tout entier, éclate de la façon la plus évidente

dans le 158<sup>e</sup> et dernier article de l'ordonnance. « Combien, porte cet article, que nos dits conseillers et commissaires, ordonnez à poursuivre au bien public de notre dit royaume, ayant advisé et mis en délibération pour le bien de nous et de notre royaume, plusieurs autres points, ordonnances et articles non exprimés en ces présentes, néanmoins ils n'ont encore conclud en ni sur iceux, obstant certaines grandes charges et occupations qui leur sont survenues pour nos affaires et besogne si comme entendu avons,... nous avons ordonné et ordonnons que tout ce qu'ils auraient advisé et adviseront, délibéreront et concluront au bien de nous et de la chose publique, outre et par dessus les articles en dessus portés, sortisse son plein effet en tous points selon sa forme et teneur. »

C'était une véritable abdication.

Le roi accordait d'avance sa sanction aux mesures que prendraient les commissaires chargés de réformer le royaume. Ceux-ci

devaient aviser, délibérer et conclure de leur chef, en un mot légiférer. Ils agiraient en pleine liberté, le roi s'était dessaisi entre leurs mains de tous ses pouvoirs, du droit même de veto. Jamais disposition pareille n'avait pris place dans aucune ordonnance; elle faisait à elle seule, du travail en apparence modéré de la commission de réforme, l'œuvre la plus révolutionnaire que l'on pût imaginer. Tandis que Marcel et ses amis n'avaient poursuivi qu'un but, donner aux classes bourgeoises part au gouvernement du pays, les hommes de 1413 annulaient la royauté elle-même, l'obligeaient à se démettre entre leurs mains de tous ses pouvoirs, se substituaient à elle en un mot. L'ordonnance de 1357 associait le peuple à la royauté, celle de 1413 subordonnait la royauté au peuple, à ceux du moins qui le représentaient ou prétendaient le représenter.

## § V.

**Réaction. — Union de la bourgeoisie et de la royauté contre les démagogues. — Insuccès final du mouvement révolutionnaire de 1413. — Triomphe de la monarchie absolue. — Décadence de l'esprit public en France.**

Nul ne sait quel usage Jean de Troyes et les siens auraient fait du blanc-seing royal. Le temps leur manqua pour rien ajouter à leur œuvre primitive. Quelque sage que fût l'ordonnance en la plupart de ses dispositions, elle ne contenta personne. La cour la considérait comme une concession momentanée, arrachée à la royauté par des sujets révoltés et qu'on retirerait dès qu'on aurait la force. Tel était aussi l'avis de Monseigneur de Bourgogne, qui ne désirait pas plus que les autres princes voir l'ordre rentrer dans l'administration du



pays. Tout allié qu'il fût du peuple de Paris, il n'entendait pas laisser le gouvernement de l'État passer des mains « des sires des fleurs de lis » en celles de quelques robins ou marchands. Il était moins que personne disposé à accepter un pareil régime : il en connaissait les inconvénients ; il savait à quel degré d'insolence pouvaient en venir des vilains qui prétendaient avoir la loi pour eux. Il se souvenait que pendant la campagne de 1412 ses sujets des communes flamandes avaient, au moment décisif, refusé de combattre, sous prétexte qu'ils ne devaient que 40 jours de service et que ce délai était expiré. Il les avait, tête nue, suppliés de rester avec lui : les Flamands n'en avaient rien voulu faire. Le duc n'entendait pas contribuer à établir en France un régime qui en Flandre le gênait si fort. Toute la noblesse pensait comme lui.

Le petit peuple n'était point content de l'ordonnance ; il restait indifférent aux progrès qu'elle avait tenté de réaliser. Que lui

importait un contrôle plus ou moins sérieux de la comptabilité publique, un aménagement plus intelligent du domaine ? c'étaient là choses dont il n'appréciait pas l'intérêt et qui d'ailleurs ne se traduisaient pour lui par aucun avantage immédiat. Après comme avant la promulgation de l'ordonnance ses charges étaient les mêmes. Il lui fallait d'autres satisfactions.

Les bourgeois, à part quelques exceptions peu nombreuses, étaient en pleine défiance. Derrière l'ordonnance et les prescriptions utiles qu'elle contenait, ils voyaient ceux qui l'avaient imposée au roi, non-seulement de Troyes et Pavilly, mais Capeluche; ils n'osaient accepter sans réserve un présent venu de telles mains. Ils se souvenaient des terribles scènes de désordre dont ils avaient été les témoins et les victimes. Ils étaient effrayés de voir le pouvoir aux mains des représentants de la populace. Ils trouvaient que le menu peuple avait trop d'autorité,

qu'il y avait là pour l'Etat un grave danger. Les pauvres, disait-on en ville, portent et porteront toujours envie aux riches; aussi choisissent-ils toujours de méchantes gens pour remplir les principales charges. Ils ne rêvent que « seigneuries nouvelles et mutations ». Nul gouvernement si bon qu'il soit ne peut les satisfaire; on l'avait bien vu dans ces derniers temps : ne possédant rien que ce qu'ils gagnent au jour le jour, et se sentant les plus nombreux, ils n'ont qu'un but, la guerre civile, qui leur permet de courir sus aux personnes aisées. Donner autorité à de pareilles gens, ce n'était, pensait la majorité des bourgeois parisiens, « que donner licence aux larrons et meurtriers, qui, de peur de fourches se soulent tapir aux bois, que ils fassent hardiment leurs meurtres et larrecins ». La bourgeoisie tremblait donc en songeant à l'avenir : elle était toute disposée à échanger le bénéfice de l'ordonnance contre un peu de calme et de tranquillité.

Ces appréhensions, dont Christine de Pisan nous a si bien transmis le souvenir, n'étaient que trop fondées.

La promulgation de l'ordonnance n'arrêta point le désordre. En vain de Troyes, en vain Pavilly essayèrent-ils de mettre fin aux violences. Les chefs de bandes n'entendaient pas, sous prétexte de réformes politiques dont ils se souciaient peu, renoncer au pouvoir dont ils profitaient si bien et retourner à leurs étaux ou à leurs ateliers.

Les malheureux arrêtés à la suite des derniers événements de la Bastille et de l'hôtel de Guyenne furent livrés à une commission spéciale chargée de décider sur leur sort. On composa ces commissions d'un certain nombre de chevaliers (on en trouva pour cette besogne), de membres du parlement et d'avocats, rebuts du palais : on fit des simulacres de procédures. Aucun des inculpés ne trouva grâce, tous furent envoyés à la mort. La tâche du bourreau était quelquefois à moi-

tié faite quand la victime arrivait à l'échafaud. Le capitaine de Paris, M. de Jacquerville, honnête et brave gentilhomme du parti de Bourgogne, bien digne de s'associer aux exploits des écorcheurs, faisait à quelques-uns des proscrits l'honneur de les daguer dans leur cachot.

La royauté absolue n'avait jamais fait pire. Le peuple avait protesté les armes à la main contre les impôts arbitrairement levés au nom du roi ; les chefs de bandes prétendirent tailler à volonté la population parisienne. Sous prétexte de soudoyer des armées contre les Armagnacs, ils nommèrent des commissaires chargés de taxer les bourgeois en proportion des facultés supposées de chacun. Ces commissaires appelèrent devant eux les gens soupçonnés d'avoir de l'argent, et leur imposèrent des contributions énormes, qu'on voulut bien déguiser sous le nom d'emprunts. Ceux qui ne versaient point immédiatement la somme qu'on leur réclamait étaient

envoyés en prison et leurs maisons pillées. Ceux qui se permettaient de discuter étaient maltraités et même dagués. Il n'y avait d'exception pour personne. Maître Jean Gerson, tout grand clerc qu'il fût, vit, pour avoir invoqué son privilège de cléricature, son hôtel mis à sac. Messire Jean Juvénal des Ursins, avocat général, fut mis au cachot malgré qu'il en eût appelé au parlement.

Les bourgeois avaient laissé, sans trop protester, passer les exécutions. Ces exécutions avaient frappé, pensaient-ils, les gens qui avaient eu le tort de se mêler de politique au lieu de s'occuper de leurs affaires particulières. Les victimes pouvaient être à plaindre, mais en somme elles avaient été d'elles-mêmes au-devant du mal qui les frappait. D'ailleurs, en affichant bien haut son dévouement pour Bourgogne et son admiration pour Capeluche, en dénonçant les Armagnacs, en s'asso-

ciant aux violences dirigées contre ceux-ci, on avait grande chance d'échapper à la mort et au pillage. Mais des taxes qui frappaient tous ceux qui possédaient quelques biens, quelles que fussent les opinions politiques qu'ils affichassent ou les lâchetés qu'ils commissent, exaspérèrent la bourgeoisie. Calme quand l'humanité, la justice, la loi avaient été violées, elle prit feu quand on voulut toucher à son argent. Si terrible que fût la vengeance qu'on encourait en attaquant les actes des chefs de bandes, les marchands de Paris, dès que les cabochiens s'en prirent à leur caisse, commencèrent contre leurs adversaires une guerre acharnée.

Ils se dirent que les bandes n'étaient pas si puissantes qu'elles paraissaient l'être, que leur force, c'était la soumission des Parisiens, que si les personnes honnêtes le voulaient fermement, « les méchants n'auraient pas toujours domination, qu'en bref on les verrait détruits. » Ils mirent habilement à

profit les éléments de résistance que la royauté leur avait retirés en 1385 et dont ils devaient la restitution à ceux-là mêmes qu'ils allaient combattre aujourd'hui. Ils s'assemblèrent le soir dans les quartiers pour se préparer à la lutte et discuter les mesures arrêtées à l'hôtel de ville par les meneurs de la populace. Ils comprirent bien tôt que réduite à ses propres forces la bourgeoisie était impuissante, que le peuple ne pouvait être vaincu que par lui-même. Tous leurs efforts tendirent donc à diviser les masses populaires. Dans ce but ils déployèrent beaucoup d'adresse. Les marchands renvoyèrent leurs employés, les patrons leurs ouvriers, les bourgeois leurs serviteurs. Il n'était plus possible, disaient-ils à leurs hommes en les congédiant, de donner du travail à personne, et de cela les cabochiens étaient cause. Il n'y aurait plus de commerce ni d'industrie tant que de pareilles gens continueraient à bouleverser la ville et l'État. La fortune publi-



que , les fortunes privées ne se rétabliraient qu'alors qu'on se serait débarrassé de ces misérables, qui depuis tant de mois troublaient la cité, et cependant n'avaient rien fait pour le pauvre peuple, pas même partagé avec lui l'argent qu'ils avaient dérobé, les biens de toute sorte qu'ils avaient pillés. Tous les phraseurs qui parlaient pour les bouchers ne faisaient rien que dans l'intérêt de leur poche, et s'inquiétaient peu d'autrui.

Les bourgeois tirèrent également un parti fort habile des jalousies qui avaient de tout temps divisé les différents métiers. N'était-il pas honteux, insinuaient-ils, de voir un corps d'état disposer à lui seul de la ville entière? Les autres ne comptaient-ils plus? Faudrait-il que tous les ouvriers de Paris souffrissent, comme ils faisaient, du chômage pour consolider entre les mains des écorcheurs un pouvoir dont ceux-ci usaient à leur seul profit. La tranquillité, l'ordre, la paix étaient dans le vœu de tout le monde : seuls les cabochiens y faisaient

obstacle pour régenter plus longtemps à leur volonté la population parisienne.

Ces manœuvres ne restèrent point infructueuses ; habilement répandues à mots couverts, thème habituel des conversations des patrons avec leurs subordonnés ; développées avec adresse dans les assemblées de quartier, elles produisirent bientôt un effet sérieux sur nombre d'individus appartenant à la classe ouvrière, et dont la situation, au lieu de s'améliorer, était au contraire devenue plus mauvaise depuis les troubles.

Instruits des menées de leurs adversaires, les chefs de bandes réunissaient leurs partisans à l'hôtel de ville, se faisaient acclamer par eux et redoublaient de violence. Les moyens qu'ils employèrent pour enrayer le mouvement d'opinion dont ils redoutaient les conséquences ne firent que le précipiter. Quelques-uns de leurs anciens alliés, qui leur avaient rendu autrefois tant de services en leur assurant le bon vouloir du peuple, Pavilly

par exemple, s'écartaient d'eux avec horreur. Jean de Troyes se prit à craindre que les excès des bouchers ne compromissent la cause des libertés publiques, et se sépara d'eux. Une sorte de découragement s'emparait des démagogues même les plus achiarnés. Paris commençait à se fatiguer de la révolution.

Les universitaires menacés dans leurs privilèges, mis à contribution, devinrent ouvertement hostiles aux chefs de bande. Le clergé des paroisses, écrasé par les taxes, usa contre les cabochiens de son influence sur la populace, et menaça de la colère céleste ceux de ses paroissiens qui pactiseraient avec les factieux.

Lorsque les esprits parurent suffisamment préparés, les meneurs de la bourgeoisie s'entendirent secrètement avec les princes du parti d'Armagnac. Ceux-ci, depuis l'investissement de la Bastille par le peuple avaient recommencé à tenir la campagne et se trou-

vaient alors fort rapprochés de Paris. Ils mandèrent au roi qu'ils n'avaient d'autres prétentions et d'autres désirs que d'exécuter la paix de Bourges, qu'ils avaient pris les armes uniquement pour n'être point victimes des violences des méchantes gens de Paris et défendre le pays contre les entreprises des bandes. Ils protestaient contre les excès de toutes sortes commis par les cabochiens; assassinats, pillages, insultes aux femmes, ils n'entendaient poursuivre qu'un but, mettre fin aux misères que subissait le pauvre peuple et procurer le rétablissement de la tranquillité générale. Pareil langage leur seyait mal après les atrocités commises par leurs hommes d'armes dans la banlieue. Il était au moins singulier de voir les chefs du parti d'Armagnac se faire les apôtres de l'ordre et de la modération; mais leur démarche répondait aux aspirations les plus vives de l'esprit public à Paris. Elle fut accueillie avec enthousiasme par la grande majorité de la po-

pulation. Seuls, quelques vieux démagogues comme Jean de Troyes se défièrent de l'empressement pacifique des princes. Ils se dirent que MM. de Berry, d'Armagnac, d'Orléans n'étaient pas gens à désirer la paix pour elle-même. Avec leur instinct politique ils pensèrent que si les gentilshommes se montraient disposés à une pacification, cette pacification ne pouvait qu'être funeste à la cause de la liberté : et, dominant, l'horreur que leur avaient inspirée les excès des cabochiens, ils se rapprochèrent de ceux-ci.

Les chefs de bandes comprirent le coup qui allait les frapper. La paix se ferait à leurs dépens : ils le savaient, aussi firent-ils tous leurs efforts pour l'empêcher. C'est ce qu'attendaient leurs adversaires qui purent dès lors avec toutes les apparences de la vérité, les accuser de sacrifier à leur ambition personnelle les intérêts de tous. Ce fut, dans la ville, une immense explosion de colère quand on apprit que des propositions pacifiques avaient

faites par les princes et que le parti des bouchers prétendait les faire écarter. Pour calmer l'émotion publique, les cabochiens mirent en liberté les dames et les nobles hommes qu'ils avaient, quelque temps auparavant, arrêtés à l'hôtel même du duc de Guyenne. C'était une faute grave. Quand un parti est arrivé au pouvoir par la violence, il ne doit jamais s'en départir. Le jour où il faiblit il est perdu. C'est ce qui arriva. Lorsque les bourgeois de Paris, gros marchands, procureurs, virent les prisonniers sortir des cachots et échapper sans méchef aux mains des bouchers, la terreur que jusqu'alors inspiraient les bandes disparut tout à coup : la haine seule resta. On s'appréta dans les quartiers à engager la lutte et l'on commença à parler hardiment.

Les princes envoyèrent de nouveau des députés pour offrir officiellement la paix. Ces députés furent reçus par le conseil, en

présence du roi et du dauphin. Depuis un an le conseil était à la disposition des cabochiens; il avait cessé de s'assembler à l'hôtel Saint-Pol et se tenait à l'hôtel de ville, c'est-à-dire dans la main des factieux. Malgré la disposition de l'ordonnance qui interdisait absolument aux gens qui ne faisaient pas partie du conseil d'y prétendre entrée, les chefs de bandes assistaient aux séances quand il leur convenait. Mais les membres du conseil étaient, comme la plupart de ceux du corps municipal, excédés de la tyrannie cabochienne et aspiraient ardemment au retour de la tranquillité. Ils se montrèrent favorables aux propositions des princes. Il fut convenu que le roi consentirait à la paix sollicitée par ceux-ci. On commença à en libeller immédiatement les conditions. C'étaient, à peu de chose près, celles du traité de Bourges. Le roi déclarait oublier le passé, et spécialement les scènes de désordre qui avaient eu lieu à Paris.

Nul ne pouvait avoir d'illusions sur la manière dont cette clause serait exécutée, les chefs de bandes moins que personne : ils savaient quel fonds on pouvait faire sur la parole royale ; ils se souvenaient des supplices qui avaient suivi la révolte des maillo-tins et la bataille de Rosebecque. Avisés de la résolution prise par le conseil, Caboche et Jean de Troyes pénétrèrent, accompagnés de quelques-uns des leurs, dans la salle des délibérations. Ils déclarèrent que le conseil n'avait pas qualité pour arrêter une mesure aussi grave que la paix. Les principaux intéressés dans la pacification demandée par les princes, c'étaient les Parisiens, c'était la commune. C'était la commune que les princes voulaient détruire ; c'était pour la ruiner plus facilement qu'ils s'étaient adressés au roi sous prétexte de demander la paix. C'était donc à la commune seule qu'il appartenait de délibérer sur les propositions faites. Ils terminèrent en proférant des menaces terribles contre



ceux qui, au mépris des droits du peuple, voudraient traiter avec les Armagnacs. Mais aux membres du conseil royal et du corps municipal, qui avaient favorablement accueilli la demande des princes il n'était plus permis de reculer. Ils comprenaient, qu'après avoir ainsi affirmé leurs préférences, ils ne pouvaient sauver leurs biens et leur vie qu'en renversant les cabochiens. Ils tinrent ferme, et réunirent les chefs de quartiers sous prétexte de les consulter sur les désirs de la population, mais en réalité pour savoir si l'on pouvait compter sur eux. Les quartiers se montrèrent, à l'exception de ceux des Halles et de la Cité, favorables à la pacification. La plupart répondirent de leurs quartiers respectifs. Les chefs des corporations ouvrières, jaloux de la prépondérance des bouchers promirent également le concours de leurs hommes. Assurés ainsi de la connivence d'une bonne partie des Parisiens, les meneurs de la réaction arrêterent ha-

bilement leur plan de conduite. Lorsque les chefs cabochiens vinrent réclamer, au nom du peuple, communication des articles de la paix arrêtés en conseil, et s'opposer à ce qu'elle fût conclue, on leur répondit que le roi, avant de prendre aucune détermination, consulterait la ville de Paris, et qu'il ne ferait rien que d'accord avec elle.

La réponse était adroite. Les chefs de bande ne pouvaient, à peine d'avouer que pour eux la volonté du peuple n'était qu'un mot dont ils se servaient pour dissimuler ou excuser leurs violences, rien réclamer de plus. Le point délicat était de savoir de quelle façon la population parisienne exprimerait ses préférences. Les cabochiens pouvaient craindre que les assemblées de quartiers, ordinairement dirigées par les principaux bourgeois, ne leur fussent point favorables, mais ils étaient convaincus qu'une assemblée générale à la Grève, où ils auraient le soin de faire venir leurs partisans en grand nombre se

-laisserait diriger par eux, comme cela avait eu lieu jusqu'alors. Tous leurs efforts tendirent donc à empêcher que la question de paix ou de guerre, fût soumise aux assemblées de quartiers.

Le 1<sup>er</sup> août une assemblée générale était tenue à l'hôtel de ville. Il est fort difficile de savoir d'une façon précise qui l'avait convoquée et comment elle était composée. Une seule chose est certaine, c'est qu'un grand nombre de Parisiens, plus de mille, dit-on, se pressaient à la maison commune, un plus grand nombre encore sur la place. Parmi les assistants beaucoup appartenaient aux classes les plus humbles de la cité. Les cabochiens avaient appelé à eux les plus hardis de leurs hommes; les partisans de la paix étaient venus aussi, quelques-uns fort bien armés, et ne cachaient pas leur résolution de ne point se laisser intimider.

A peine l'assemblée était-elle réunie qu'un avocat prit la parole; et déclara que tout ce

qu'il y avait d'honnêtes gens à Paris voulaient la paix. Un des échevins opina dans le même sens. Les cabochiens n'osèrent nettement s'opposer à la paix, mais ils essayèrent de la rendre impossible en y faisant insérer des conditions inacceptables pour les princes. Ils voulaient que le traité fût libellé de telle façon que les Armagnacs comprissent bien que leur accorder la paix c'était leur faire une grâce. De Troyes fit en ce sens, une proposition formelle : il demanda que l'assemblée la discutât à l'instant même, et l'acceptât ou la rejetât séance tenante. Il comptait ainsi enlever le vote; mais de nombreuses voix s'élevèrent contre cette prétention et demandèrent le renvoi de la proposition aux quartiers. Un charpentier, s'écrie que les bandes ne poursuivent qu'un but, imposer leur volonté à leurs concitoyens; qu'il n'est qu'un moyen de bien connaître l'opinion publique, c'est de s'adresser aux quartiers, où chacun pourra s'expri-

mer librement. En présence de l'opposition que manifeste l'assemblée, l'un des principaux bouchers, se laisse entraîner à proférer contre ses adversaires de violentes menaces. Jusqu'alors ce procédé avait réussi aux démagogues. Le temps en était passé. Le charpentier ne se laissa point intimider : il répondit qu'il y avait à Paris autant de frappeurs de cognée que d'écorcheurs de bœufs, et menaça à son tour. Quand on vit cet homme tenir, sans faiblir, tête à ces bouchers devant lesquels on avait jusqu'alors tremblé, le courage vint aux plus timides. La majorité refusa de voter la proposition de de Troyes, qui fut renvoyée aux quartiers.

Les assemblées de quartiers furent convoquées pour le lendemain même. La première qui se réunit fut celle de la Cité. Jean de Troyes la présidait. Le vieux chirurgien passait pour avoir une assez grande influence sur ses voisins. Les réactionnaires étaient fort inquiets des résolutions que prendraient les gens de la Cité.

Ils ne doutaient pas qu'elles ne pesassent d'un grand poids sur les autres quartiers. Ils prirent leurs précautions en conséquence. Les gens du palais, attachés au parlement et dans la dépendance plus ou moins directe des magistrats habitaient en grand nombre de ce côté. Ils sont tous amenés à l'assemblée. Jean de Troyes ouvre la séance en proposant une résolution terrible contre les nobles qui veulent asservir le peuple. L'avocat général Juvénal des Ursins, présent à la réunion, se lève et déclare que la proposition est séditeuse, et l'œuvre d'un ennemi de la paix. La voix de Jean de Troyes est couverte par le tumulte de l'assemblée. On lui arrache des mains la cédule où était écrite sa résolution contre les nobles. Le bruit de ce qui se passait en la Cité se répand par toute la ville. L'échec de de Troyes détermine les votes des autres quartiers : tous ou presque tous se prononcent pour la paix.

Le parti des bouchers essaya un dernier effort. Il réunit 1,500 hommes à l'hôtel de

ville. Ce fut inutilement ; les bourgeois étaient en armes et le peuple les appuya. La foule entourait les cabochiens qui se débandèrent. Les principaux d'entre eux furent l'objet de voies de fait indignes. Des cris s'élevèrent dans la foule pour demander qu'on en finît de suite avec ces misérables qui depuis si longtemps avaient fait le malheur du pays. La vie de Jean de Troyes fut menacée. Ceux qui avaient approuvé le plus lâchement tous les actes de la faction cabochienne tant qu'elle avait été puissante se montraient, maintenant qu'elle était vaincue, les plus ardents à crier vengeance. On disait dans la foule qu'on avait trouvé à l'hôtel de ville des listes de proscription dressées par les bouchers et où étaient portés les noms des principaux bourgeois divisés en catégories, selon qu'ils devaient être dagués, pendus ou bannis. La populace ne laissa aller les prisonniers que parce qu'on lui promit que le lendemain on leur couperait la tête.

Les réactionnaires ne se montrèrent guère plus modérés que les cabochiens eux-mêmes. La plupart des chefs de bandes furent envoyés à l'échafaud. Jean de Troyes, destitué de ses fonctions d'échevin, fut exécuté sans jugement. On prétendit qu'avant de mourir il avait avoué beaucoup de mauvais crimes. On frappa tous ceux qu'on soupçonna d'avoir pactisé avec les vaincus. Tous les membres du corps municipal furent chassés, et les officiers de la couronne qui ne s'étaient point, durant la rébellion, démis de leurs offices, congédiés.

Le peuple trouvait insuffisantes les mesures prises contre ses favoris de la veille, qu'il appelait maintenant des factieux. Les Parisiens venaient chaque jour assister joyeusement aux derniers moments de quelques malheureux. Ils réclamaient à grands cris des supplices ; peu leur importait que les cabo-



chiens remplaçassent les Armagnacs au gibet ou à l'échafaud, ce qu'il fallait à la populace, c'étaient des exécutions publiques. Elle applaudissait qui lui en donnait le spectacle sans se demander quelles étaient les victimes. Cependant beaucoup de gens trouvèrent, paraît-il, fort mauvais que l'on n'exécutât point M. de Bourgogne que quelques jours plus tôt les mêmes individus acclamaient avec frénésie.

La démagogie était battue, mais les bourgeois n'eurent point à se louer du rôle qu'ils avaient joué. Ils s'aperçurent bientôt qu'ils n'avaient brisé le despotisme des bandes que pour retomber sous un joug plus dur encore. Après avoir frappé tous ceux qui avaient pris part à la sédition cabochienne les princes s'attaquèrent à leur œuvre. Les ordonnances furent rapportées, à Paris et dans les provinces. Le capitaine de la ville, officier royal, fut spécialement chargé de faire exemple de tous ceux qui voudraient

à l'avenir user des vieilles libertés communales.

La municipalité parisienne fut reconstituée avec des hommes choisis par les princes. Les nouveaux successeurs de Marcel, de Toussac, de Jean de Troyes, de ces bourgeois qui avaient fait trembler les rois, écrivirent au nom de Paris, aux bonnes villes de France, une lettre dans laquelle ils déclaraient désavouer tout ce qui s'était passé dans leur cité depuis deux ans. Ils faisaient savoir à tous et à chacun les bienfaits de l'ordre rétabli : et comme preuve de l'alliance intime qui existait entre les princes et les Parisiens, et de la considération dont jouissaient maintenant les honnêtes gens, ils racontaient à leurs collègues des provinces qu'ils avaient été priés d'assister à une fête donnée par le duc de Guyenne où ils avaient fait grande chère. Cela leur faisait espérer que la prospérité ne tarderait pas à renaître et que le peuple français jouirait dans un avenir pro-

chain de tous les bonheurs, et de toutes les gloires.

La bonne chère que l'on faisait chez M<sup>gr</sup> de Guyenne, les brillantes chevauchées de M<sup>gr</sup> de Berry, bien autrement belles que celles de ces misérables cabochiens, faisaient oublier aux auteurs de cet étrange factum les ordonnances rapportées, et la liberté perdue pour des siècles. Certes il ne faut pas se montrer trop sévère pour ces hommes. Depuis longues années, ils avaient souffert; ils n'avaient connu de la liberté que les excès et les périls. Mais leur servilité fait oublier les violences des chefs de bandes. Les gens qui investissaient le palais du duc de Guyenne, qui venaient brutalement interrompre des orgies qui, en somme, déshonoraient la nation, valaient mieux encore peut-être que ceux qu'une invitation princière et une place au coin d'un salon royal consolaient si aisément de leur asservissement.

La punition de tant de bassesses ne se fit pas attendre.

Jusqu'alors, après chaque défaite du parti populaire, il s'était, parmi les principaux de la classe bourgeoise, trouvé des hommes qui restaient dignes dans le malheur, fidèles aux idées vaincues. Dominés par la force, ils succombaient du moins avec honneur, et ne cédaient point sans protestations. Ils laissaient aux petites gens le soin d'applaudir au triomphe du pouvoir absolu. On juge les causes par ceux qui les soutiennent. Défaits, ils en imposaient encore au parti vainqueur, qui subissait malgré lui l'influence de principes noblement soutenus et jamais trahis. Lorsqu'après le succès de l'hôtel de ville les princes s'aperçurent qu'il n'y avait plus dans les rangs de ces bourgeois autrefois si fiers que des trembleurs et des lâches, qu'ils virent les représentants des grandes familles municipales applaudir aux supplices qui décimaient les anciens amis de Jean de Troyes, mêler leurs

voix aux acclamations de la populace, rivaliser avec elle de vilenie et d'abjection; qu'ils entendirent l'un des plus brillants représentants de la bourgeoisie intelligente et lettrée déclarer sans rougir de honte, en comparant l'État à une haute statue, « que l'état de bourgeoisie, les marchands, les laboureurs étaient figurés par les jambes, qui étaient partie de fer, partie de terre, pour leur labeur et humilité à servir et à obéir, fer signifie labeur et terre humilité », ajouter que « tout le mal était venu de ce que le roi avait été tenu en servitude par l'outrageante entreprise des gens de petit état, » ils crurent inutile de garder le moindre ménagement.

Quelque temps après les événements de 1413, des négociations étaient entamées entre les ducs de Bourgogne et de Berry. Des députés de Paris demandèrent à quelles conditions la paix était faite entre les princes. On leur répondit que cela ne touchait en rien les Parisiens; qu'ils n'avaient point à s'en

tremettre dans les affaires du roi ni dans celles des princes, que ceux-ci se courrouçaient les uns contre les autres quand il leur plaisait, et quand il leur plaisait faisaient entre-eux la paix, sans avoir de comptes à rendre à personne. Les députés durent se taire et subir sans protester les volontés des princes. Paris fut désarmé, toutes réunions de quelque nature que ce fût interdites hors la présence des sergents du prévôt (1).

(1) En août 1418, les bourgeois prêtaient serment au duc de Bourgogne..... d'être bons, vrais et loyaux sujets au duc..: que s'il venait à leur connaissance, par oui-dire ou autrement, chose qui put être aucunement au déshonneur ou dommage.... du duc de Bourgogne ou d'aucuns des gens ou serviteurs dudit, les en advertiraient et avecques ce y résisteraient et obsteraient de toute leur puissance: de n'être point consentants, ne souffrir faire aucune assemblée de gens en la ville de Paris, sans le congé et licence du roy, du duc de Bourgogne et du prévôt, et s'il venait à leur connaissance que aucuns de quelque état qu'ils fussent, fissent ou vou-lussent faire aucune assemblée de gens sans le congé et la

C'en était fait pour des siècles.

En 1418 la populace, un instant soulevée, devait encore se souiller de nouveaux crimes. Mais il serait impossible dans ce dernier mouvement de discerner une idée politique. Dès 1413 la grande tentative des bourgeois du moyen âge pour fonder en France le gouvernement du pays par le pays avait échoué définitivement.

Le règne du bon plaisir était fondé. Il allait à Crécy, à Poitiers, ajouter Azincourt, et livrer à l'Anglais la France, que les bonnes villes avaient, soixante ans plus tôt, sauvée par leur énergie, que le peuple des campagnes, incarné dans Jeanne d'Arc, devait délivrer quinze ans plus tard.

licence des dessus dits, ils le diraient et révéleraient incontinent à M<sup>gr</sup> de Bourgogne, leur capitaine et au prévôt des marchands, et résisteraient de tout leur pouvoir contre ceux qui pareille assemblée voudraient faire.

Lorsque le sol national presque entier fut aux mains de l'ennemi, que Paris fut occupé par l'Anglais, tout ce qu'il y avait en France d'hommes d'intelligence et de cœur n'eût plus qu'une pensée, expulser l'étranger. La royauté, malgré ses fautes, devint pour le peuple la personnification du pays et de son indépendance. On se serra autour d'elle, et nul ne lui marchanda le dévouement. Quand grâce aux efforts de la nation soulevée dans un patriotique élan le succès revint à la France, la royauté conserva aux yeux des masses le caractère que les événements lui avaient donné. Par une sorte d'aveuglement ou d'abnégation dont les exemples ne sont point dans l'histoire aussi rares qu'on pourrait le croire, le pays mit au compte de la royauté le salut qu'il devait à son énergie propre. Il reporta tout le mérite de la délivrance au roi qui n'y était pour rien. La nation avait été à la peine, la royauté recueillit tout l'honneur. Orléans, Patay, Castillon lui



rendirent le prestige qu'elle avait perdu à Crécy et à Poitiers. La France, à laquelle on donnait des victoires, ne demanda rien de plus. Le peuple combattant sur les champs de bataille à côté de la noblesse, avait emprunté à celle-ci son esprit militaire. Lorsque la lutte contre l'envahisseur s'arrêta, il n'y avait plus en France d'admiration que pour les beaux coups d'épée : on ne s'occupait plus que de prouesses guerrières. Il n'était bruit que de Dunois, de la Hire, de Xaintrailles. C'étaient vraiment de bien autres hommes que Marcel, Lecoq ou Jean de Troyes. On parlait tant de gloire qu'on ne pensait plus à la liberté.

La royauté d'ailleurs se montra habile ; soixante années de révolutions lui avaient donné l'intelligence des passions populaires. Après avoir, en frappant à coups redoublés les grandes familles féodales, flatté les aspirations égalitaires du peuple, elle donna à la vanité nationale la conquête de l'Italie.

Pendant bien des années la France rêva de Milan, de Naples et de Palerme. Lorsque vint le jour du réveil, que la gloire militaire se fut évanouie, il était trop tard. La nation s'était accoutumée au despotisme. Elle avait perdu jusqu'au souvenir des glorieuses luttes soutenues par elle quelque cent ans plus tôt pour conquérir la direction de ses affaires; elle courba la tête sous le joug, pour ne tenter, qu'en 1789, bien des siècles plus tard, une révolution nouvelle, dont l'avenir seul pourra nous dire le résultat.

## CONCLUSION.

Il est bien difficile d'apprécier avec une complète exactitude des événements remontant à une époque aussi éloignée que ceux que nous venons de rappeler, et de formuler, à pareille distance, sur les hommes et sur les choses, un jugement absolument équitable. Les siècles, en s'écoulant, permettent au juge d'être impartial, autant du moins qu'il peut être donné à un homme de l'être. Mais cette impartialité ne s'acquiert qu'au détriment de la pleine connaissance des faits. Si quelquefois l'historien, en rapprochant les unes des autres les chroniques, les relations du temps,

les documents écrits qui ont résisté à l'action destructive des siècles, réussit à rétablir d'une façon à peu près satisfaisante la chaîne des événements, il lui est impossible le plus souvent de se rendre compte des sentiments, des opinions, des passions qui animaient les hommes d'alors, de découvrir le mobile ou la cause de leurs actions. C'est donc avec une modération extrême qu'il doit se hasarder, après avoir raconté les faits, à tirer une conclusion ou à formuler un jugement.

Il est des cas toutefois, où cette conclusion s'impose d'elle-même. Ainsi, les causes qui amenèrent l'insuccès de la grande révolution démocratique des <sup>xiv</sup><sup>e</sup> et <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècles apparaissent avec une telle évidence, qu'il est facile de les indiquer

Un premier point frappe d'abord l'attention : c'est la faiblesse de la royauté aux moments mêmes où elle réussissait à ressaisir

le pouvoir ; en 1358, lorsque le régent rentrait à Paris après la mort d'Étienne Marcel ; en 1413, lorsque Charles VI brisait la grande ordonnance cabochienne. A ces deux époques, en 1413 surtout, c'est-à-dire alors que le mouvement démocratique commencé soixante ans plus tôt échouait définitivement, l'autorité royale était réduite à la plus complète impuissance.

Il est également constant que la noblesse était, elle aussi incapable, d'entrer en lutte ouverte contre les bourgeois des villes. Elle ne s'était point encore remise, en 1360, des coups terribles que la bataille de Poitiers d'une part, la Jacquerie de l'autre, lui avaient tout récemment portés. Elle était, en 1413, divisée en factions ennemies tenant moitié pour Armagnac et moitié pour Bourgogne. Les gentilshommes haïssaient les bourgeois d'une haine profonde ; ils l'avaient montré à Meaux, et plus tard à Rosebecque ; mais leur épuisement égalait leur haine. Au

moment où succombait la révolution, les principaux d'entre eux portaient encore comme livrée de leurs défaites, le chaperon blanc des Gantois que les Parisiens leur avaient imposé. Ils ne prirent part active, ni au mouvement qui amena la chute de Marcel, ni à celui qui eut pour conséquence le retrait de l'ordonnance cabochienne.

De son côté, le clergé, en tant qu'ordre, ne joua dans la révolution de 1356-1413 qu'un rôle effacé. Ce n'est donc ni aux agissements de la royauté, ni à ceux des classes privilégiées que doit être attribuée l'issue malheureuse de cette révolution.

La cause en est ailleurs. Elle est aux fautes commises par les populations urbaines, qui résignèrent elles-mêmes aux mains de la royauté les libertés qu'elles avaient conquises. Ces fautes ont été déterminées par l'exagération même des principes démocratiques que professaient alors les habitants des villes. Elles peuvent se résumer en deux prin-

principales : d'abord la désunion des cités diverses, ensuite les luttes du petit peuple contre les bourgeois.

Énervées par la politique suivie depuis longues années à leur égard par la royauté, amenées peu à peu par celle-ci à ne plus s'intéresser qu'à une seule question, l'impôt, les villes accueillirent avec une médiocre ardeur des réformes qui venaient à elles accompagnées de nouvelles taxes à acquitter. Bien que fort éclairées par rapport au peuple des campagnes, elles manquèrent d'intelligence politique. Elles ne comprirent point, ou du moins cessèrent rapidement de comprendre que l'alliance intime de tous les bourgeois et vilains du royaume pouvait seule leur donner la force de résister à la royauté et aux privilégiés. Elles s'unirent un instant après Poitiers ; mais, dès que le péril fut ou parut éloigné, chaque ville voulut res-

saisir son autonomie complète. Elles se laissèrent dominer par un étroit esprit d'indépendance locale, aussi préjudiciable alors aux intérêts de la liberté qu'il avait pu leur être favorable quelques cent ans plus tôt, lors de la révolution communale. Elles craignirent, en se soumettant aux décrets d'une assemblée composée cependant de leurs propres députés, ou en suivant l'énergique impulsion des magistrats parisiens, d'aliéner au profit d'une cité rivale et sans intérêt pour elles-mêmes leurs franchises antiques. Elles prétendirent faire isolément leurs propres affaires, régler à leur façon leurs rapports avec la royauté, et réagirent bientôt de toutes leurs forces contre la prépondérance que voulaient, croyaient-elles, s'attribuer sur leurs concitoyens de province les bourgeois parisiens. Celles qui avaient d'abord paru le plus dévouées à la ville de Paris s'écartèrent de celle-ci au moment où leur concours eût été le plus



nécessaire. Pour ne point s'exposer à subir l'influence plus ou moins effective de la capitale, elles désertèrent la cause des libertés publiques. Abandonnés à eux-mêmes, la plupart des Parisiens renoncèrent à une lutte qu'ils avaient courageusement engagée, mais qu'ils désespérèrent de soutenir avec quelque succès. L'isolement de Paris assura le triomphe de la royauté.

Il serait injuste d'imputer aux villes seules la responsabilité de cette scission. La population parisienne avait donné aux jalousies provinciales de nombreux aliments. Si ses chefs avaient d'abord ménagé avec soin les susceptibilités de leurs compatriotes des provinces, ils s'étaient bientôt départis de leur première réserve. Dans une circonstance mémorable les députés de Paris s'étaient séparés de leurs collègues du tiers état. Au lieu de laisser à l'orateur choisi par ceux-ci le soin de parler au nom de tous, le

prévôt des marchands avait pris la parole au nom de Paris seul, affectant ainsi de faire de la capitale comme un quatrième état dans le royaume : démarche malheureuse, car les chefs de partis politiques ne peuvent maintenir leur influence sur ceux qu'ils prétendent diriger qu'à la condition de paraître les suivre. Plus tard ils avaient commis une faute plus considérable peut-être que la première. Comme il arrive d'ordinaire aux gens convaincus de l'excellence de leurs intentions et de la grandeur du but qu'ils veulent atteindre, ils avaient poursuivi l'exécution de leurs desseins sans s'inquiéter des opinions ou des sentiments des bonnes villes; ils avaient imposé au roi leur volonté personnelle, lui avaient dicté édits et ordonnances, avaient fait exécuter celles-ci et n'avaient plus soumis à la ratification de leurs concitoyens (quand ils avaient jugé à propos d'y recourir) que des faits accom-

plis. Ils avaient ainsi fourni aux populations provinciales le prétexte de divisions fatales à la cause commune.

Plus préjudiciable et plus funeste encore au progrès avait été la lutte des petites gens contre ceux qu'on appela dès lors les bourgeois.

L'antagonisme entre ces deux fractions du peuple des villes n'était pas nouveau ; il avait amené la chute de la plupart des communes, leur avait coûté la perte des principales de leurs libertés : mais jamais il n'avait pris un tel caractère d'acharnement et produit de si funestes effets qu'aux <sup>xiv</sup><sup>e</sup> et <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècles.

On peut discuter le point de savoir s'il convient de donner à tous les habitants d'un pays, sans distinction d'aptitude ou de position sociale, le droit de concourir à l'administration des affaires publiques, s'il con-

vient de faire de la volonté populaire exprimée plus ou moins clairement la maîtresse souveraine des destinées nationales. C'est là une question qui divise les meilleurs esprits. Les hommes politiques les plus distingués ont coutume de soutenir éloquemment l'affirmative dans leurs discours, et d'appliquer énergiquement la négative quand ils sont arrivés au pouvoir. Il est fort difficile de s'arrêter sur ce point à une solution absolue, sans courir le risque de sacrifier ou les intérêts de l'ordre, qui sont la base de toute société, ou les principes de complète égalité entre tous les sujets d'un même État, qui prévalent aujourd'hui. Mais si l'on peut théoriquement discuter ce problème, il est un fait qui reste au-dessus de toute controverse. Jusqu'à ce jour en France les classes populaires se sont montrées incapables de faire bon usage du pouvoir que le hasard des révolutions a fait, à diverses reprises, tomber en leurs mains. Leur action directe sur le

gouvernement intérieur du pays a toujours été fatale à la cause de la liberté. Elles ont, par leur indifférence quelquefois, par leurs excès souvent, compromis les conquêtes libérales dues à l'initiative des classes moyennes. Avides avant tout d'égalité, elles ont acclamé un régime politique soumettant à une égale impuissance, à une égale abjection tous les citoyens du pays, plutôt que d'accepter une constitution assurant à la nation les bénéfices d'un gouvernement libre, mais où il semblait à la populace que quelques-uns des citoyens jouissaient de prérogatives refusées à la multitude. Après avoir réclamé la liberté pour elles, elles l'ont toujours énergiquement refusée aux autres. Pour elles la liberté a été, non le moyen pour chacun de jouir sans entrave de ses droits particuliers, mais de violer ceux d'autrui. Les démagogues se sont montrés, une fois arrivés au pouvoir, les plus éhontés de tous les tyrans. En un mot, toutes les tentatives faites en France

pour établir dans l'État la prépondérance des masses populaires ont eu pour résultat définitif l'anarchie, et par suite le despotisme. Nul ne sait ce que sera l'avenir, mais tel a été le passé.

Aux <sup>xiv</sup><sup>e</sup> et <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècles notamment, l'intervention directe du petit peuple des villes dans la révolution si heureusement commencée par les classes moyennes a été, avant toutes choses, funeste à la liberté et au progrès. Couronné de succès tant que les bourgeois intelligents en conservèrent la direction, le grand mouvement libéral de 1356 échoua misérablement dès que la multitude prétendit, sur les incitations mêmes de la royauté, se saisir du gouvernement. La jalousie, la haine contre tous ceux que le hasard, le travail ou le talent avaient élevés au-dessus de la masse de leurs concitoyens, tels furent les seuls sentiments qui inspirèrent la politique des « petites gens ». Aussi prompte à se laisser séduire par les flatteries intéressées de la royauté

qu'à prêter l'oreille à toutes les calomnies qui s'adressaient aux bourgeois, la plèbe considéra ceux-ci comme les plus acharnés et les plus dangereux de ses ennemis : elle oublia que ces bourgeois qui faisaient trembler les rois devant eux étaient du peuple, qu'ils ne formaient point une classe à part, mais étaient seulement les premiers de la classe populaire ; que le pouvoir dont ils disposaient, ils ne l'avaient point acquis aux dépens de leurs concitoyens plus humbles, mais aux dépens de la royauté et des classes privilégiées. Au lieu de s'associer aux efforts de la bourgeoisie, elle lui fit une guerre acharnée. Elle se proposa bientôt comme but, moins de s'élever jusqu'à ceux des siens qui avaient conquis dans l'État une place plus haute, que de les abaisser jusqu'à elle, moins de partager avec eux le pouvoir que de l'arracher de leurs mains. De crainte de devenir les sujets des bourgeois, les petites gens des villes trahirent la

cause soutenue par ceux-ci, applaudirent à la mort de Marcel, aux supplices et aux confiscations qui suivirent.

Soulevé quelques années plus tard contre le pouvoir même dont il avait préparé le retour, le peuple ne songea point à profiter des succès momentanés qu'il obtint, pour fonder en France la liberté politique, mais seulement pour satisfaire ses colères contre les favoris de la fortune. Le meurtre, le pillage, l'incendie, tels furent ses moyens de gouvernement : les violences qu'il commit firent oublier celles de la royauté. Il réussit, à force de crimes à déshonorer la cause du progrès, écarta les honnêtes gens des affaires publiques, les découragea, leur fit détester des réformes qu'il fallait acheter au prix de tels désordres et de telles hontes, et regretter le régime du bon plaisir; il amena ainsi l'insuccès définitif de la révolution entreprise par les hommes de 1356.



Les bourgeois, de leur côté, avaient commis des fautes qu'il n'est permis ni d'oublier ni de taire. Ils doivent porter leur part de responsabilité dans les excès commis par la plèbe, et la lutte qui divisa les populations urbaines en factions ennemies.

Les chefs de la bourgeoisie, dans leur guerre contre la royauté, avaient, les premiers, déchaîné les passions populaires. Ils avaient donné aux petites gens l'exemple corrupteur de la violence et du meurtre employés contre les adversaires politiques. Ils avaient, en attaquant les classes privilégiées, sinon fait naître, du moins attisé les idées égalitaires que les classes inférieures devaient, à leur tour, et non sans quelque raison, invoquer contre les bourgeois. Ils n'avaient pas compris qu'ils ne pourraient point profiter pour eux-mêmes des avantages de la liberté, et les refuser à leurs concitoyens. Après avoir battu

en brèche les immunités de la noblesse et du clergé, ils prétendirent se réserver tous les bénéfices du succès obtenu, sans admettre le peuple au partage : ils voulurent se mettre eux-mêmes hors de page ; ils donnèrent ainsi motif à une jalousie que devait exploiter la royauté.

D'autres s'associèrent aux excès de la multitude, dans l'espoir d'en profiter, ou les laissèrent du moins passer sans protester ; ils contribuèrent par leur exemple ou par leur silence au développement des désordres qui compromirent et déshonorèrent la révolution. Fautes regrettables et que peuvent à peine faire pardonner les intentions évidemment patriotiques de ceux qui les commirent, leur désir sincère de faire le bien du pays, ni les services éminents qu'ils ont rendus à la France.

Mais à côté de ces hommes dans les rangs de la bourgeoisie, il en fut dans l'intérêt desquels il aurait été impossible d'invoquer de pareilles excuses.

C'étaient les gens au caractère faible, disposés à s'alarmer de tout, à sacrifier au repos présent tous progrès dans l'avenir, ennemis de quiconque venait troubler leur quiétude, prêts, pour la conserver ou la recouvrer, à toutes les faiblesses, et qui, préférant ce qu'ils appelaient le calme avec le despotisme, à ce qu'ils appelaient le désordre avec la liberté, se firent les auxiliaires dévoués de la royauté et les adversaires intraitables des réformateurs.

C'étaient les bourgeois riches, arrivés à la fortune sans être dignes de la posséder, habitués à mesurer la valeur des hommes au nombre de leurs écus. Ces individus, à force d'afficher leur mépris pour les pauvres gens à peine en état, en travaillant tout le jour, de gagner leur pain du lendemain, à force de dédains, de faste éhonté, de provocations incessantes, avaient fait germer dans le cœur des misérables une haine profonde contre tous ceux qui possédaient, et déter-

miné la scission fatale qui rendit impossible en France la constitution d'un gouvernement libre. Toute la politique de ces gens se résuma en une seule idée : conserver et augmenter les biens qu'ils devaient à la naissance ou aux hasards de la vie. Serviteurs dévoués de tout pouvoir qui leur assurait la paisible jouissance de leurs richesses bien ou mal acquises, disposés, ce résultat obtenu, à faire bon marché du reste, ils trouvèrent que la liberté politique coûtait bien cher et que le bénéfice des réformes poursuivies par quelques-uns de leurs concitoyens n'était point en rapport avec la perturbation que ces réformes pouvaient porter à leurs intérêts privés. Ils appelèrent de tous leurs vœux et préparèrent de toutes leurs forces la ruine de ces réformes.

S'il fallait absolument mettre à la charge de quelques-uns l'issue malheureuse de la grande révolution démocratique des <sup>xiv</sup><sup>e</sup> et <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècles, déterminée par les fautes de tous

ceux qui y prirent part, il faudrait en imputer la responsabilité à ces hommes, et aussi à ceux qui, parlant de liberté pour arriver au premier rang dans l'État, la violant impudemment le jour où ils furent les maîtres, refusant au pays une paix qui seule pouvait lui permettre de panser ses plaies saignantes, prétendant lui imposer à toujours une guerre à la faveur de laquelle ils espéraient assurer l'impunité de leurs crimes, ne se servirent du pouvoir qu'en un jour d'aveuglement la nation leur avait laissé prendre, que pour satisfaire leurs passions et leurs appétits abjects.

On peut pardonner aux villes de province de n'avoir point prêté aux Parisiens un concours dévoué ; elles obéissaient à un sentiment respectable, l'amour de l'indépendance locale.

On peut pardonner au petit peuple ses excès et ses violences : il était misérable et ignorant, et ceux-là qui eussent dû lui donner

l'exemple du bien ne lui enseignaient que le mal.

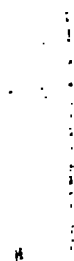
On peut excuser les bourgeois qui, pour assurer le triomphe de leurs idées, ont eu recours à la violence, ils croyaient agir dans l'intérêt de leur pays.

Mais on ne saurait absoudre les hommes qui, pour sauver quelques deniers, ont vendu à la royauté les franchises nationales, ni les démagogues qui réussirent à rendre la liberté odieuse en la faisant solidaire de leurs crimes, car les seuls mobiles de ces deux catégories d'individus ç'a été l'égoïsme et la lâcheté.

Je viens de parler d'événements qui remontent à tantôt cinq siècles, et il me semble que j'ai raconté l'histoire d'aujourd'hui. En m'occupant de la grande révolution qui suivit en France la bataille de Poitiers, je ne puis oublier que j'écris au bruit des défaites

de la France et de l'invasion étrangère : qu'à la faveur de ces malheurs, quelques bandes de misérables prétendent imposer au pays leurs volontés tyranniques et leurs irréalisables utopies.

Puisse la nation prêter l'oreille aux enseignements du passé, se souvenir des fautes qu'elle a commises autrefois pour éviter de les commettre encore ! et de ces désastres sans nom qui l'affligent, des misères qui l'accablent, et des ruines qui la couvrent pourra sortir pour la patrie une ère nouvelle de grandeur et de liberté.





# ERRATA.

<i>page :</i>	<i>ligne :</i>	<i>au lieu de :</i>	<i>lisez :</i>
12	15	ville	pays
13	22	l'élù	l'homme
21	3-4	sans doute	certainement
29	2	vieilles	antiques
33	9	frais	fin
33	11	même	mêmes
37	7	des	de
38	2	votes	votes de ceux-ci
72	9	élù	celui
73	19-20	avant tout	seulement
98	12-20	tout l'odieux	toute l'impopularité
109	4-5	du pays	de la nation
110	12	pensèrent	estimèrent
134	5	même	menu
136	12	chapeau	chaperon
138	13	affirmer	affirma
162	8	pays	lieux
172	14	prétendirent rendre	rendirent
225	10	les ouvriers	ceux
225	11	aidant	aidaient
228	9	payées	soldées
235	9	le droit	la mission
238	4	un homme	un de ces hommes
252	15	accepter	tolérer
270	11	du	de
275	3	en	dans



